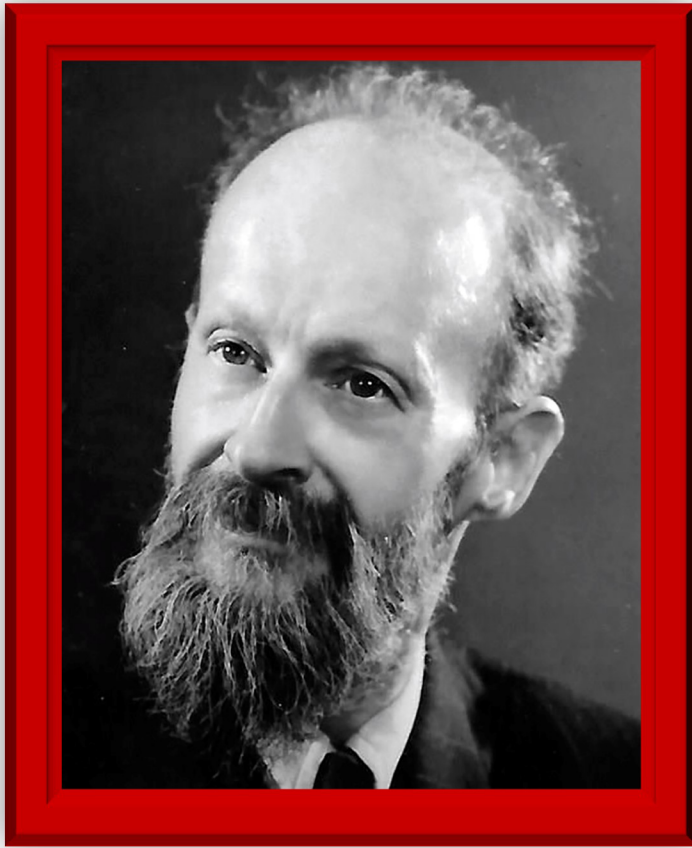


**Libre Pensée
et
Libres Penseurs
dans l'ancien département de
Seine-et-Oise (1843-1983)**

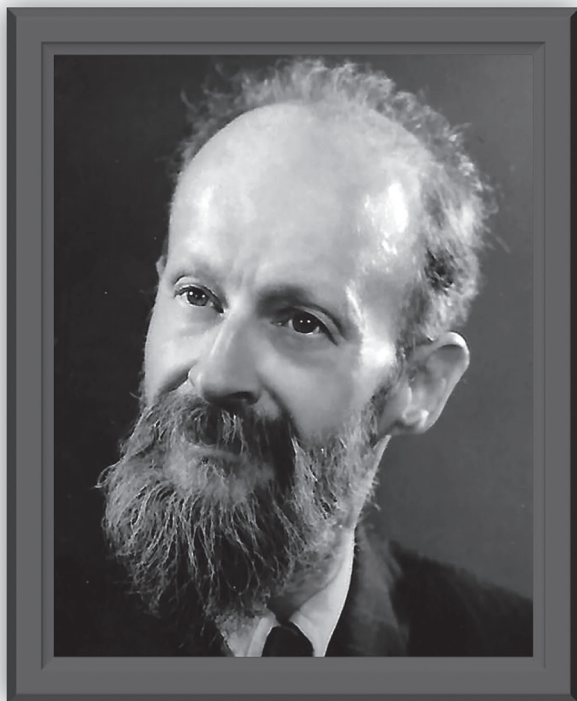


La fédération Lorulot

Louis Couturier
Préface de Christian Eyschen

Irelp

**Libre Pensée
et
Libres Penseurs
dans l'ancien département de
Seine-et-Oise (1843-1983)**



La fédération Lorulot

Louis Couturier
Préface de Christian Eyschen

Irelp

Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée
204, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris
Gestionnaire de la Bibliothèque de « Entraide et Solidarité »
irelp@laposte.net

entraide & Solidarité

des Libres Penseurs de France



Une solidarité effective grâce aux dons et legs

e-mail : entraidelp@wanadoo.fr - Tél. : 01 46 34 21 88

Ses ressources sont exclusivement constituées des cotisations de ses membres et des dons et legs qui lui sont adressés. Elle a besoin de vous pour poursuivre la réalisation de ses objectifs et assurer une solidarité financière active en direction :

- des libres penseurs et de leurs proches confrontés aux aléas de l'existence, à la précarité ou à la répression ;
- d'associations laïques de bienfaisance agissant pour la défense de la liberté de pensée. L'ex-mutuelle des libres penseurs de France est habilitée à recevoir des legs, exempts de droits pour l'amélioration des conditions de vie des libres penseurs.

N.B. - Tous les legs et donations doivent être libellés au nom d'"**Entraide et Solidarité des libres penseurs de France**".

Sommaire

	Avertissement	7
	Préface de Christian Eyschen	9
-I-	André Lorulot dans sa Fédération	17
-II-	Maria Deraismes, Denise Michaud-Roman et les citoyennes Noble, Auger, Mode, Lorillard... qui ont fui l'Église et « repoussé les cornettes »	21
-III-	Roger Huron aux côtés d'André Lorulot – de 1959 à 1963	29
-IV-	Mgr Charles Gibier et la reconquête par l'Église du terrain perdu dans le diocèse de Versailles	33
-V-	Des pionniers de la Libre Pensée et de la pensée libre à Mézy et dans le canton de Houdan	39
-VI-	À la recherche de Libres Penseurs disparus	43
-VII-	Auguste Selve, Pierre Dagorn, Émilien Meche, Roger Huron : comment ont-ils rejoint la Libre Pensée orga- nisée ?	49
-VIII-	Les sépultures libres penseuses : des manifestes post-mortem	53
-IX-	Les hauts et les bas du fédéralisme libre penseur en Seine-et-Oise	57
-X-	1880-1889 : les rapides progrès de la Libre Pensée opérative en Seine-et-Oise pour « le triomphe de la raison, de la science et de la liberté de conscience »	63
-XI-	1890-1905 : la Libre Pensée de Seine-et-Oise unie pour la Séparation	69
-XII-	1905-1914 : une fédération « aux pieds d'argile »	79
-XIII-	1914-1926 : des années sombres pour la Libre Pensée en Seine-et-Oise : « la duperie de l'Union sacrée »	93
-XIV-	Après les années d'effondrement : la remontée de la Libre Pensée organisée (1926-1940)	99
-XV-	1945-1963 : des années florissantes pour la « Fédération Lorulot » après quatre années terribles, quatre années d'hiber- nation pour la Libre Pensée (1940-1944)	105
-XVI-	La Fédération Lorulot tient bon de 1964 à 1983 grâce à Roger Huron	113

Annexes

-AI-	La Seine-et-Oise (78) des années 1870 d'après Malte-Brun	115
-AII-	Quelques repères bibliographiques de référence accessibles au siège de l'IREL	119
-AIII-	Acronymes utiles	121
-AIV-	Extrait de l' <i>Idée Libre</i> n° 288, 2010	125
-AV-	Illustrations	137
-AVI-	Glossaire impertinent	145
-AVII-	Remerciements	147
-AVIII-	Index des localités citées	149
-AIX-	Index des noms de personnes citées	155
	Abonnement à Recherches & Études	165
	Adhésion à l'IREL	167

Avertissement

« Il faudrait que l'on écrive l'Histoire de la Fédération de Seine-et-Oise qui n'est peut-être pas remarquable mais qui n'a jamais laissé une action cléricale sans réponse. »

(Roger Huron-1956)

Les registres d'adhérents et les testaments restent introuvés, voire introuvables, car détruits et perdus. Les biographies disponibles sont le plus souvent muettes sur les actions dans la Libre Pensée.

Il m'a donc fallu me contenter de glaner ici et là dans des sources documentaires indirectes : Carnet B¹, notices nécrologiques, échos des activités locales dans les publications libres penseuses ou attentives aux activités anti-cléricales archivées à l'IRELP², à Montigny-le-Bretonneux ou à Chamarande pour l'essentiel, à l'IFHS³, à l'IEV⁴, au CIRA⁵, voire auprès de la REMLAC⁶ pour des précisions.

Il en résulte que grâce à ces compilations multiples et inédites malgré les nombreuses zones d'ombre qui subsistent, le vœu formulé pour le regretté Roger Huron est en partie satisfait.

L'essentiel reste à faire pour aboutir à l'Histoire souhaitée.

La Fédération Lorulot et ses membres méritent bien la recherche de nouvelles pistes voire de nouvelles lectures des pièces déjà étudiées. Elle vaut bien que des historiens « chercheurs de vérité » s'y consacrent à l'avenir.

Louis Couturier, été 2023

1. Fichier des « suspects », français ou étrangers, sous la Troisième République en France.

2. Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée (*infra* p.165 et 167).

3. Institut Français d'Histoire Sociale.

4. Institut Vandervelde de Bruxelles.

5. Centre International de Recherches sur l'Anarchisme de Marseille (celui de Lausanne n'a pas été consulté).

6. Revue d'Études Historiques de la maçonnerie latino-américaine et des Caraïbes.

Préface

par Christian Eyschen

Mon ami et camarade **Louis Couturier** m'a demandé de faire la préface de cet ouvrage rendant compte de l'Histoire de la **Fédération de Seine-et-Oise de la Libre Pensée**. Je l'en remercie, car cela m'a fait replonger dans des souvenirs. Et j'arrive à un âge qui a un redoutable privilège : j'ai connu un certain nombre de ceux qui sont décrits dans celui-ci, notamment **Roger Huron**, pour qui j'avais une très grande estime et surtout **Jean Coutanceau** avec qui une profonde amitié nous liait.

La **Fédération de Seine-et-Oise** a survécu longtemps à la réforme administrative de 1964 qui créait les départements de la **Région parisienne**. Il y avait deux raisons profondes à cela, qui sont évoquées dans ce livre, d'abord une profonde amitié entre les **Libre Penseurs du 78** (c'était le numéro à l'époque) et une profonde unité idéologique.

Il y en avait une troisième, c'était la détestation commune de la bande des **Azoulay** qui avait la main sur la **Fédération départementale 75** : politique contestable, méthodes dégoûtantes, pratique financière douteuse qui valut quelques crises en interne dans la **Fédération nationale de la Libre Pensée**. Tous ces malfaisants donneront l'**ADLPE**, tentative minable et avortée d'affaiblir la **FNLP** pour leurs intérêts mesquins et sordides. **Roger Huron** avait là aussi une grande longueur d'avance et une grande prémonition de l'avenir sur nous qui découvrons ce monde nouveau dans les années 1980. Militants pleinement engagés dans la mêlée sociale, nous avons rejoint la **Libre Pensée** par affinité profonde. Et la **Fédération de Seine-et-Oise** était une Fédération d'affinités, terme emprunté au **milieu libertaire** et qui voulait bien dire ce qu'il voulait dire.

Jean Coutanceau était un ouvrier de chez **Renault** à Billancourt, il avait fondé un sous-groupe dans l'usine et un **Groupe de la Libre Pensée** à Sèvres avec son grand ami et camarade **Jaffrezic**, quelqu'un d'aussi remarquable à bien des égards. Ils étaient des « *prolos* » autodidactes et anticléricaux d'envergure. **Jean** me racontait souvent les turpitudes des **Azoulay** qu'il avait en horreur.

Il nous racontait aussi **Jean Rostand**, pour qui il avait une admiration sans bornes. Le dimanche matin, le scientifique des grenouilles et de la parthénogénèse de **Ville d'Avray** emmenait sa femme à la messe, il était profondément tolérant et rejoignait ensuite les **Libres Penseurs de Sèvres** au café pour une réunion hebdomadaire. Cette tolérance lui jouera un mauvais tour, sa famille calotine lui fera un enterrement religieux, ce qui fit un beau scandale et sur sa tombe, où il était enterré avec sa femme, il y avait un crucifix. Rien n'arrête les cléricaux, surtout pas le respect de la liberté de conscience des défunts.

Nous avons rappelé tout cela dans une cérémonie-colloque en 1987 à **Ville-d'Avray** pour lui rendre hommage à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition. Ce fut un grand moment. Nous nous rendîmes aussi au cimetière sur sa tombe pour déposer une couronne et prononcer quelques mots en sa mémoire qui méritait largement d'être honorée.

Jean le « *prolo* » était très fier de dire autour de lui, mine de rien : « *J'ai vu Jean Rostand dimanche avec qui j'ai bu le coup* ». Et nous étions fiers avec lui. J'ai souvent pensé à cela quand plus tard, habitant Suresnes, j'allais pêcher aux **Étangs de Corot**, là où le biologiste faisait l'élevage de ses grenouilles.

Il y a un proverbe qui dit : « *Seul le riche peut se permettre d'être idiot* ». En ces temps difficiles où les riches n'ont jamais été aussi riches et les pauvres aussi pauvres, il y en a visiblement qui abusent. Nos camarades **Coutanceau** et **Jaffrezic** n'avaient pas droit à ce luxe, ils avaient une intelligence profonde, celle de la **Classe ouvrière** qui sait où sont ses ennemis et qui sont ses vrais amis.

Au début des années 1980, le **renouveau libre penseur** qui débute alors décide de constituer des **Fédérations départementales** dans la Région parisienne en lieu et place de celles de la **Seine** (75) et celle de la **Seine-et-Oise** (78). Dans un mouvement continu qui s'est fait en plusieurs années, se constituent alors la **Fédération des Yvelines** dans les années 1970, je pense, et celle des **Hauts-de-Seine**, de **Seine-Saint-Denis** et du **Val-de-Marne** dans les années 1980. Ce qui restait alors de l'ancien 78 devint la **Fédération de l'Essonne**. À juste titre, **Louis Couturier** rend hommage à **Rachel Lambert** qui était une Libre Penseuse extraordinaire, j'ai rarement vu quelqu'un liait en même temps une grande fermeté dans ses engagements et une telle gentillesse. Elle débordait d'Humanité. Entre nous, jeunes trotskystes, on riait en disant : « *On est vraiment lambertiste* », parce qu'on l'aimait tous beaucoup.

En 1983, se constitue la **Fédération des Hauts-de-Seine** par la rencontre de **Jean Coutanceau** de Boulogne-Billancourt et de **Jacques Planchenault** de Colombes et du monde de l'Enseignement, un véritable érudit. La même alchimie d'amitié et de respect de naguère entre l'ouvrier de **Billancourt** et le biologiste de **Ville-d'Avray** va s'opérer entre eux deux. Pour ma part, j'adhérais à la **Libre Pensée** en 1983, et à partir de 1985 au **Congrès de Colomiers**, j'ai participé depuis à tous les **Congrès nationaux de la FNLP**. Le syndicaliste **François Chaintron**, responsable de haut niveau dans l'Enseignement, deviendra le **Premier Président** de cette Fédération du 92, j'en serai bien plus tard le second et **Dominique Goussot** le troisième.

La survivance des liens profonds entre tous se perpétua entre la **Fédération de l'Essonne** et celle des **Hauts-de-Seine**. Et cela se voyait bien dans

PRÉFACE

les **Congrès nationaux de la Libre Pensée**. Les liens étaient bons avec celle du **94** et moins forts avec celle du **93**, animée par une sorte d'hurluberlu qui nous fatiguait avec ses leçons morales de bioéthique sur le don du sperme (authentique !). Le seul point vraiment commun au départ avec le **93**, issu aussi de l'ancienne **Seine-et-Oise** était la commune détestation des **Azoulay and co**, ce qui ne l'empêchera pas de leur prêter la main dans la création de l'**ADLPF**. Sa haine imbécile et sectaire des « *rouges* » avait été plus forte que celle contre les forfaitures du couple infernal.

Dans ce livre, on voit bien que la **Chaîne d'union**, qui vient du passé et qui tend vers l'avenir, a quelque chose de puissant et de durable. **Gérard Bloch**, militant trotskyste et internationaliste, avait été déporté dans les camps nazis. Il avait rejoint plus tard, la **Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée**. Il en était visiblement très heureux. J'avais écrit un article, dont le titre fut fameux et circula beaucoup : « *Et le huitième jour, Dieu créa la CFDT* ». Quand il l'apprit, **Gérard Bloch** avait bien rit et dit : « *Il fallait bien qu'il se repose le 7ème jour pour faire une telle monstruosité !* ». Il y avait aussi entre nous tous, issus de la même **Fédération historique**, une bonne dose d'humour.

Louis Couturier a donc bien fait d'écrire ce moment d'Histoire qui devrait en appeler d'autres. Et je remercie, au nom de la **FNLP**, tous les **camarades Libres Penseurs de l'Essonne** de suivre les pas de **Roger Huron, Jean Coutanceau** et de **Jaffrezic** en faisant de leur **Fédération départementale** une grande et belle Fédération.

Merci à tous, dans le passé, le présent et l'avenir pour porter hauts et forts, les idéaux de la **Libre Pensée**.

Christian Eyschen, Secrétaire général de la Libre Pensée – avril 2023

-I- André Lorulot¹ dans sa Fédération

« Une histoire de la Libre Pensée » en Seine-et-Oise se devait d'évoquer la place centrale que ses proches lui ont reconnue » (archives Roger Huron, IRELP)

Pour commencer, qu'en est-il des propos qui présentaient André Lorulot comme un « mouchard » de 20 ans, comme « faux monnayeur », comme « contrefacteur de timbres », comme « comparse d'une bagarre à coup de révolver qui aurait laissé des morts sur le carreau »... ?

Les accusations dans ce sens formulées par Victor Serge² ont été balayées par André Lorulot lui-même.

Pourtant, en novembre 1968, dans un article de *La Vie Ouvrière*, un certain Serge Zeyons, suivi par Bernard Thomas (*La Bande à Bonnot*, Tchou éditeur, 1968), Lorulot est encore présenté comme un demi-fou, cocufieur, vivant nu, perché sur un arbre, ingurgitant des verres d'huile à longueur de journée, gagnant d'une bagarre à coups de révolver³.

Ces propos caricaturaux et diffamatoires ont suscité de vives réfutations de la part de Libres Penseurs qui ont bien connu André Lorulot.

Pour Jean Coutanceau, secrétaire de groupe Libre Penseur de Sèvres du vivant d'André Lorulot, ces propos sont de la diffamation pure et simple (lettre à Roger Huron). Pour lui, « la mémoire de notre cher André ne doit pas être insultée ».

André Lorulot a fait ses premiers pas avec la Libre Pensée en 1904. À l'époque des faits, il a participé, place Maubert, à Paris, à une manifestation au monument Étienne Dolet⁴. En 1905, il a assisté au Congrès International de la FILP, place du Trocadéro, à Paris pour la Séparation.

À Saint-Germain-en-Laye, à partir d'octobre 1906, il lui faut remettre en état la ferme qui abrita sa communauté libertaire, il lui faut réparer les bâti-

1. André, Georges Roulot dit André Lorulot, ou encore Abbé Rasibus, Höel, Lord Hulot, Laure Hulot, Fleur de Gale (1885-1963)

2. Victor Serge (1890-1947) alias « Le Rétif », « Ralph », « Yor », « Le Masque », Victor-Serge puis Victor Serge en 1917- associé à Albert Libertad dans *L'Anarchie*.

3. Georges Mathias (1858-1941) dit Paraf-Javal ou Péji, antimilitariste, socialiste puis anarchiste individualiste, franc-maçon, lié puis fâché avec Victor Serge et Albert Libertad ce qui s'est traduit par des rixes sanglantes attribuées à Lorulot.

4. On peut le retrouver dans *Le martyre d'Étienne Dolet*, roman historique que Jules Lermina a publié en 1904 dans le journal *l'Action* et dans *Étienne Dolet* de Marcel Piquier, 2009.

ments, défricher les champs, désherber la cour, installer une imprimerie. Le jeune typographe parisien « s'y grisait d'air pur, de verdure, de mouvement ». Une vie frugale d'ascète : ni alcool, ni tabac, légumes cuits à l'eau, mobilier sommaire. Ascète, certes, mais pas demi-fou, nu, perché sur un arbre !

Il trouve à ses côtés comme compagne Émilie Lamotte⁵, une institutrice passionnée d'éducation libertaire et ses quatre enfants, ainsi qu'Ernest Girault - dit Émile - et sa compagne Victorine Triboulet. Leurs inspirateurs furent Sébastien Faure, anarchiste comme eux, fondateur de La Ruche en 1904 à Rambouillet, et Albert Libertad, un meneur anarchiste fondateur de *L'Anarchie*⁶.

Faute de salles que la municipalité leur refuse, ils haranguaient les foules place du marché, voire à la ferme elle-même.

Pour récolter l'argent nécessaire au renflouement des caisses de la colonie, André Lorulot et Émilie Lamotte sont partis en tournée de conférences, en Bretagne, en Normandie, dans les Pays de la Loire, dans l'Est de la France.

André Lorulot est malade (tuberculose), Émilie aussi (elle meurt le 16 juin 1909). L'expérience a tourné court : les derniers colons dissolvent la colonie et quittent la ferme.

Sollicité par Roger Huron, André Babin dit Corat qui avait bien connu Lorulot et sa femme dite Jeanne Bélardie, décédée en 1981, le lui présentait aussi comme un militant « ascétique », « pur et sans tache ».

Patin, un typo à l'imprimerie de *L'Anarchie* (dirigée alors par André Lorulot) garde la même image.

Pour Roger Huron comme pour Jean Coutanceau, André Lorulot fut « l'éternel chercheur », « toujours à la recherche de la vérité » dont « l'esprit critique fut toujours en éveil » et qui avait le souci de « ne jamais laisser une action cléricale sans réponse » : tel fut André, Georges Roulot, alias André Lorulot, autodidacte typographe antimilitariste, humaniste préoccupé par les questions sociales, athée et libre penseur dès sa prime jeunesse.

Sur ces premiers engagements on peut se reporter à :

- André Lorulot *Une expérience communiste : La Colonie libertaire de Saint-Germain*, 22 p. 1908 ; *Fusilleurs et fusillés*, 28 p. 1911 ; *Le problème des sexes*, 12 p. 1909 ; *La duperie des retraités ouvriers*, 8 p. 1910 ;

5. Émilie Lamotte, institutrice parisienne dans une école catholique. Elle rencontra A. Lorulot en 1905. Elle fustigeait l'éducation « patriotico-moutonnaire ».

6. *L'Anarchie*, journal fondé par Albert Libertad, dirigé ensuite par André Lorulot après 1908, puis animé par Victor Serge en 1911-1912.

-I- ANDRÉ LORULOT DANS SA FÉDÉRATION

Procréation consciente, 1910 et 1913 8 p. ; *La vie nomade*, 24 p. 1912 ; *Pour ou contre le syndicalisme* » 32 p. 1909 ; *Histoire de ma vie et mes idées*, 271 p., ouvrage qui connut plusieurs rééditions.

- Arlette Maillard, *Une colonie anarchiste à Saint-Germain-en-Laye, 1906-1908*.
- Céline Beaudet, *Vivre en anarchiste*, thèse, nov. 2012, Université Paris Ouest-Nanterre.

André Lorulot, comme propagandiste national de la FNLP fut à l'œuvre en Seine-et-Oise, entre les deux guerres⁷.

André Lorulot concentra ses activités à y relancer les forces libres penseuses, à nouveau démotivées et éparpillées après avoir été rassemblées, en 1913, par Edgar Lynch, Émile Moreau, Paul Hilaire ou Charles Stanislas Neveu. Les Libres Penseurs qui ne se retrouvaient ni dans l'ANLP, ni dans l'Union fédérative, s'étaient repliés sur leurs activités locales.

Dans *l'Antireligieux* n° 11 du 1^{er} août 1922, à la veille du congrès national de Paris, à la faveur d'une réponse à un article paru dans *Le Temps*, le grand journal bourgeois de cette époque qui analysait la situation de l'Église au sortir de la guerre, il polémiqua avec des « révolutionnaires » qui persistaient à enterrer la question religieuse.

Le catholicisme a repris toute sa puissance, il est aujourd'hui le vrai maître du monde ».

« L'Église en ce moment est plus puissante qu'elle n'a jamais été ».

« Jusqu'en 1914, la situation morale de la Papauté ne s'était pas beaucoup réaffirmée, au contraire. C'est seulement depuis la guerre que l'Église s'est développée formidablement... Grâce à la neutralité hypocrite du Vatican, grâce aux intrigues sounoises dans tous les pays, grâce à la stupidité des éléments « de gauche » le catholicisme règne en maître dans la plupart des pays d'Europe... C'est la guerre qui a sauvé l'Église...

Nos bourgeois « républicains » ont fermé volontairement les yeux sur le danger clérical... À l'abri de l'Union Sacrée et du Bloc National, ils ont même fraternisé avec les catholiques et marché avec eux...

L'Église, l'éternel gendarme des privilégiés...

L'Église est le suprême rempart du monde bourgeois.

Maurice Bernardot, de l'UFLP, développe une position proche de celle d'André Lorulot dans *La Libre-Pensée française* du 30 avril 1922.

7. Se reporter aux annexes.

Les sociétés de la Libre Pensée en Seine-et-Oise avaient été des victimes collatérales des ralliements, ceux d'un Edgar Lynch ou d'un Marcel Sembat notamment, et l'Église y avait été réanimée par M^{gr} Gibier et son clergé. André Lorulot, s'est attelé à la tâche de la reconstruction⁸.

Il a pu s'appuyer sur le lectorat de sa Ligue Anticatholique dont le siège était chez lui, à Conflans (Henri Barbusse fut un de ses premiers adhérents).

Une pléiade de figures Libres Penseuses l'ont aidé pour cette première « remontada » : Auguste Cuenne, Albert Leyge, Ernest Loison, Julien Jenger, Auguste Selve, Gaston Hemmerschmidt, Louis-Cyprien Muret, Louis Launay, Pierre Dagorn⁹.

Les sociétés de Libre Pensée de Seine-et-Oise ont en outre fait appel aux propagandistes nationaux : Jean Cotereau-Viala, Jules Claraz, Han Ryner, Raymond Offner, Charles-Auguste Bontemps, Louis Perceau...

On peut conjecturer que des milliers d'auditeurs ou de lecteurs ont constitué les bases qui ont permis la relance des sociétés : à Versailles, à Rueil, à Villeneuve-Saint-Georges, à Noisy-le-Grand, à Vélizy, à Sartrouville, à Aulnay-sous-Bois...

On ignore encore tout, cependant, du lectorat de *l'Idée Libre* et de *La Calotte* ainsi que ceux des organes officiels de la Fédération Nationale (*l'Antireligieux*, *L'Action Antireligieuse*, puis *La Libre Pensée*), ceux de *La Vague* et des milliers de brochures imprimées à Herblay¹⁰.

André Lorulot, pour sa part, se produisit à Argenteuil, à Bezons, à Rueil-Buzenval, à Pontoise, à Achères, à Houilles, à Villeneuve-le-Roi et lors de congrès fédéraux (Villeneuve-le-Roi, Vélizy, Rueil, Versailles ou Puteaux¹¹).

On connaît les thèmes traités grâce aux brochures de cette période, conservées à la BNF et au siège de l'IRELP.

8. Avec 52 adhérents enregistrés par le trésorier national, en 1922, la Seine-et-Oise est loin derrière l'Oise (400 adhérents), la Sarthe (330 adhérents), ou encore la Seine (180 adhérents). [*La Libre-Pensée française* du 28 février 1922]

9. Archives IRELP

10. *Ibid.* annexe.

11. Les Congrès fédéraux *infra*.chap. II, et chap. XV, note 4.

-I- ANDRÉ LORULOT DANS SA FÉDÉRATION

André Lorulot y a fustigé alors l'Église, les Congrégations, la perfidie cléricale et les Jésuites, la Doctrine sociale de l'Église, le syndicalisme chrétien, la Démocratie Chrétienne, le crime de 1914, les « apparitions » de Lourdes et de La Salette, l'Idole patrie, la politique de la main tendue et la Libre Pensée et les femmes¹².

Notons qu'André Lorulot et Marius Roche ont répondu favorablement aux propositions d'unité formulées par M. Bonnardot (*La Libre-Pensée française* de 1922).

1946-1963 : Lorulot président de la Libre Pensée de Seine-et-Oise, la Fédération Lorulot

Ses mandats nationaux dans la FNLP et dans l'UMLP ne l'ont pas détourné de sa fédération « à nouveau ressuscitée » selon les mots d'Henri Perrodo-Lemoyne avec comme épïcètres la Villa des Fleurs à Herblay et les sociétés vite relancées à Brunoy, à Versailles, à Savigny-sur-Orge, puis à Montgeron.

Une équipe efficace a animé la fédération reconstituée dès 1946.

Des conférenciers nationaux leur ont prêté main-forte : La « guerre des subventions » fait rage. Les associations dévouées à l'enseignement « libre » s'adressent aux élus pour leur demander de voter des aides soit pour les écoles privées soit pour des familles des élèves. C'est le cas à Herblay et au Vésinet.

De nouvelles brochures datées de cette période permettent à André Lorulot de populariser la méthode et les positions de la Libre Pensée¹³.

- *La Libre Pensée au micro.*
- *L'Église et la Guerre, Les religions, le Vatican et la Guerre, Véridique histoire de l'Église, Les aventures du pèlerinage à Lourdes, La vérité sur La Salette, La vérité sur la vierge de Boulogne, Le paganisme chrétien.*
- *La vérité sur le prétendus démocrates chrétiens.*
- *La grande trahison de 1940.*
- *L'Éducation sexuelle de la femme - Femmes, fillettes, méfiez-vous, La vie et le travail des filles de joie.*

12. Pour Madeleine Pelletier (*Idée Libre* n° 20) : « André Lorulot n'est pas antiféministe », « Il veut voir la femme collaborer avec l'homme au renversement de l'ordre social », « Il ne revendique pas le droit au vote des femmes car ce droit est aussi mauvais pour les femmes que pour les hommes ».

Ceci « cloue le bec » de ceux qui prennent au premier degré le titre « Notre ennemie la femme » d'une brochure d'André Lorulot pour lui coller l'étiquette d'antiféministe.

13. Brochures consultables à l'IRELP.

- *Pour ou contre la franc-maçonnerie.*
- *Une brochure sur Francisco Ferrer : Une victime des Jésuites et une autre sur Louis Rossel La guerre de 70 et la trahison de Bazaine, la Commune de Paris et sa défaite.*
- *Guérissez-vous de fumer.*

La fédération de Seine-et-Oise de la Libre Pensée mérite bien d'être considérée comme la Fédération Lorulot.

Quelques citations ci-dessous de Roger Huron, postérieures à 1963, caractérisent la singularité de la Fédération Lorulot :

Les Libres Penseurs de Seine-et-Oise ont eu l'exemple et l'entrain d'André Lorulot et je pense honorer sa mémoire en continuant son combat » (19 septembre 1968).

Pour nous, Fédération de Lorulot, l'esprit critique n'a aucune limite, sans cela, la Libre Pensée n'est plus » (janvier 1973).

Nous étions la fédération pacifiste, humaniste, respectant tous les hommes quelles que soient leurs opinions, mais voulant discuter de ces opinions sans aucune barrière, ni censure » (lettre de Roger Huron à Jean Rostand, juin 1976).

Respect des croyances » une immense duperie.

Pendant un demi-siècle, André Lorulot a stigmatisé la confusion entre « respect des croyances » - une immense duperie et respect des croyants.

Ajoutons les écrits de Sébastien Faure contre la trinité *L'État* (qui) *opprime*, *le Capital* (qui) *vole*, *la Patrie* (qui) *tue*, propos partagés par André Lorulot et repris dans ses conférences et ses brochures et dans ses discours aux congrès et aux obsèques civiles de libres penseuses et de libres penseurs, comme en témoignent les extraits suivants :

Citoyennes, Citoyens,

La Libre-Pensée n'a pas seulement pour but de se passer du clergé dans les différents actes de la vie. C'est la Libre-Pensée qui a conduit nos législateurs à nous donner l'instruction gratuite, obligatoire et laïque, contre laquelle se débattent aujourd'hui, mais en vain, les cléricaux.

La Libre-Pensée veut l'instruction pour tous, pauvres comme riches ; elle veut une éducation sérieuse, forte, civique, dégagée des absurdités enseignées par les écoles congréganistes.

-I- ANDRÉ LORULOT DANS SA FÉDÉRATION

La Libre-Pensée veut que la France républicaine, qui subit aujourd'hui le mot d'ordre d'un pape étranger, renonce au fanatisme et soit composée de citoyens républicains.

L'antireligieux 1922

Lorulot rappelle que la Libre Pensée est au-dessus des classes, de même qu'elle ne reconnaît pas les nations. Nous ne sommes pas là pour exposer des principes et essayer de nous convaincre mutuellement. Toute la question est de savoir si nous pouvons nous unir sur le terrain de la lutte contre l'Église et si nous pouvons faire des efforts communs, plus efficaces.

Sur une question de Lorulot, Hubbard précise quelles sont les forces actuelles de la Libre Pensée dans les principaux pays d'Europe, ces forces sont très désorganisées et affaiblies, mais il est possible de les reconstituer.

L'antireligieux 1924

Un libre penseur, digne de ce nom, peut-il être un automate servile ?

Peut-il accepter de se ruer à la tuerie et obéir aux ordres qu'il reçoit, sans pouvoir les discuter, devenant ainsi l'instrument des guerres criminelles qui déshonorent l'humanité ?

Un libre penseur peut-il être, d'autre part, l'ouvrier docile et soumis aux volontés de son patron ? Ne doit-il pas faire respecter sa dignité dans son travail et partout où il se trouve ?

Le libre penseur fera toujours appel à la raison, à la bonté, à la justice.

Quelle que soit la fonction qu'il exerce dans la Société, il ne doit pas oublier son idéal. Idéal de liberté et de conscience. Idéal de respect pour la personnalité humaine et de justice sociale.

Journal de Seine-et-Oise, 1925.

Tout ce qui opprime, tout ce qui exploite, tout ce qui violente l'individu (morale-ment ou physiquement) est contraire à la Libre Pensée.

Libre-pensée veut dire : respect de toutes les convictions quand elles sont sincères. Les libres penseurs savent honorer le curé, le pasteur, le rabbin quand ils donnent l'exemple des vertus ; mais ils repoussent de toutes leurs forces l'hypocrisie sous quelque forme qu'elle apparaisse. Leur règle de conduite, c'est de faire le bien et de pratiquer la justice, et ils ont la tolérance la plus large pour la liberté de chacun. Le désir de convertir les autres à leurs idées ne les entraîne pas à violer la liberté. C'est aux libres-penseurs que la tolérance doit son droit de cité. C'est à leurs efforts que l'on doit de voir entrer chaque jour davantage dans les mœurs cette belle vertu. C'est à la libre-pensée que nous devons la loi qui a consacré, ces temps derniers, la liberté de funérailles.

LIBRE PENSÉE ET LIBRES PENSEURS EN SEINE-ET-OISE

Tout libre penseur digne de ce nom et qui sent sa dignité de citoyen doit combattre et s'élever avec force contre toute atteinte portée à la liberté de conscience, à la sienne comme à celle des autres.

Les documents disponibles au siège de l'IREL, en cours d'inventaire et de classement voire de numérisation, confrontés à *Ma vie, mes idées*, à *l'Idée Libre* et aux contributions publiées en mars 2010, dans le numéro de *l'Idée Libre* célébrant le 100^e anniversaire de sa fondation, permettront de nouvelles avancées au même titre que les travaux des journées d'hommage à André Lorulot des 26-27 novembre 1994 organisés par la FNLP et la Société des Amis d'André Lorulot ont déjà contribué à de telles avancées¹⁴.

14. En annexe, on peut retrouver « André Lorulot et la Libre Pensée (1904-1963) » par Christian Eyschen in *l'Idée Libre* n° 288 - 1^{er} trimestre 2010, *supra* p. 125-135.

-II- Maria Deraismes, Denise Michaud-Roman et les citoyennes Noble, Auger, Mode, Lorillard... qui ont fui l'Église et « repoussé les cornettes »

« Femmes de France... fuyez l'Église cette prison, fuyez le prêtre, geôlier de votre conscience¹ ».

Marie-Adélaïde (dite Maria) Deraismes fut une grande figure libre penseuse qui a rayonné sur Pontoise, sur la Seine-et-Oise, et bien au-delà.

Elle vécut à Pontoise dans le quartier de l'Hermitage, sur les ruines d'un couvent des Mathurins rasé après 1789, dans une grande propriété achetée en 1950 par sa sœur Marie-Anne Feresse-Deraismes (et au n° 72 de la rue Cardinet à Paris).

La *Maison des Mathurins* peinte par Pissarro, est maintenant sise rue Maria Deraismes à Pontoise.

Dès octobre 1895, suite à une pétition des habitants du quartier, grâce au produit d'une souscription nationale, il a été érigé une stèle supportant son buste, en bronze, buste enlevé en décembre 1941, réérigé le 29 octobre 2000 suite à l'action conjointe de l'Association laïque des Amis de Maria Deraismes et de la municipalité de Pontoise.

MARIA DERAISMES

1828-1894

Elle a combattu sans relâche pour le triomphe de la démocratie républicaine et libérale et consacré sa vie entière à la défense des opprimés de la femme et de l'enfance

Le Bulletin mensuel de la FFLP (n° 49) est consacré à l'inauguration de ce buste : banquet de 250 convives présidé par le maire de Pontoise, toasts, lecture d'une pièce intitulée « Les Droits de la Femme », l'Harmonie municipale en tête, délégations de Sociétés de Libre Pensée, une foule considérable, un arc-de-triomphe fleuri dressé par les habitants. La pyramide de granite porte l'inscription.

À Eaubonne, le dimanche 14 avril 1929 a été posée officiellement une plaque donnant le nom de Maria Deraismes à l'ancienne rue du Nord pour commémorer le centenaire de sa naissance. Maria Vérone, présidente de la Ligue Française pour le droit des femmes (LFDF) y tint une conférence sur

1. Nelly Roussel « La Belle Libératrice », voir Louis Couturier *La Libre Pensée et les femmes, les femmes et la Libre Pensée*, p. 229-295.

« Maria Deraismes et le mouvement féministe ».

Le colloque du 14 mars 2009 a largement contribué à raviver son souvenir. Elle est morte en « libre penseuse », chez elle, 72 rue Cardinet à Paris. Elle a été inhumée dans le caveau familial au cimetière de Montmartre. Elle a recouvré sa statue du square des Épinettes à Paris, en 1983 grâce au soutien de la ville de Paris et de l'obédience maçonnique du Droit Humain à laquelle elle a appartenu.

Maria Deraismes, présidente du Congrès Français International des Droits des femmes de 1889

Le Centenaire de 1789 était tout indiqué pour organiser à Paris, une grande manifestation féminine internationale. Le projet de Congrès fut axé sur deux propositions déjà déposées sur le bureau de la Chambre par Ernest Lefevre, député :

- L'électorat pour les femmes commerçantes, pour l'élection des juges aux tribunaux de commerce (proposition soutenue par 165 députés).
- Les droits civils pour les femmes.

Mme Béliard d'Étampes et Mme Maria Deraismes de Pontoise, sont citées comme adhérentes. Étaient parties prenantes et fédérées pour cette seule initiative : la « société pour l'amélioration du sort de la Femme et la revendication de ses droits » et la « Ligue Française du Droit des Femmes » LFDF présidée alors par Maria Pognon.

Engagement de Cl. Royer, de M. Ernest Lefevre, de M. Léon Richer, de Mme Feresse-Deraismes, de M. L. Gagneur, de Jeanne Deroin, de Léonie Rouzade, d'Eugénie Potonié-Pierre, de Mme Béliard et d'Édouard Béliard, de Charles Beauquier, de Jean Macé, de Mme Cheliga, du directeur de la *Lanterne*, d'Annie Besant, de Charles Bradlaugh et du Dr Chapman Cohen de la NSS et grande figure de la FILP. Tout reste encore à faire pour préciser les contributions et la participation des sociétaires de Seine-et-Oise.

Une éminente pionnière de la Libre Pensée en Seine-et-Oise

Son action pour le passage de la Libre Pensée spéculative à la Libre Pensée opérative se traduit par la fondation de la Société de Libre Pensée de Pontoise dès 1871, après son adhésion à la LP.

La société de Libre Pensée Les Amis du Peuple de Pontoise ne fut déclarée en préfecture qu'en juin 1883. Cette société est devenue la société Maria Deraismes après 1894. Elle essaima à Maisons-Laffitte-Sartrouville où fut déclarée une Union Démocratique de la Libre Pensée, le 13 avril 1881.

-II- MARIA DERAISMES...

Cette société rayonna sur Chatou, Le Vésinet, Croissy et Le Pecq. Elle permit la création du *Bulletin de la Libre Pensée de Seine-et-Oise* et la fondation de la Fédération de Seine-et-Oise de la FFLP. Maria Deraismes présida en avril 1893, l'Assemblée Générale des groupes fédérés de la FFLP, en tant que présidente honoraire de la Fédération de la Libre Pensée de Seine-et-Oise.

L'acte de son décès diffusé par sa famille la présente aussi comme Présidente d'Honneur de la Fédération Française des groupes de la Libre Pensée de Seine-et-Oise².

« Elle était libre penseuse parce qu'elle était persuadée et, avec raison, que la religion ne fait rien pour la femme et que surtout la religion n'est qu'un gouvernement dans le gouvernement » (Gustave Hubbard, 19 octobre 1895 à Pontoise).

On la connaît aussi comme la journaliste qui consacra plusieurs années de sa vie (de 1881 à 1885) au *Républicain de Seine-et-Oise*, un bi-hebdomadaire surtout local, tout au début, puis couvrant ensuite ensemble de l'Île-de-France dont les Actes du colloque reproduisent de nombreux articles.

Chaque année, les « Amis de Maria Deraismes » et la Fédération du Val d'Oise de la Libre Pensée organisent en commun un rassemblement, à l'Hermitage, au pied du buste de Maria Deraismes.

Ouvrages de Maria Deraismes en éditions modernes :

Ève dans l'humanité, articles et conférences de Maria Deraismes, Préface d'Yvette Roudy, éd Abeille et Castor, Angoulême 2008

Les droits de l'enfant : Conférence de Maria Deraismes, Éd. Mario Mella, Lyon, 1999

Ce que veulent les femmes, articles et discours de 1869 à 1894, éd Syros, 1980

Actes du Colloque tenu à Pontoise, le 14 mars 2009

Ouvrages de Maria Deraismes en éditions originales

Nos principes et nos mœurs, éd. Michel Lévy frères, Paris 1868

L'Ancien devant le Nouveau, Librairie nationale, Paris, 1869

2. Une Fédération de Seine-et-Oise de la FFLP est signalée dès la fondation de cette dernière avec comme secrétaire fédéral J. Van Seghbroeck. A. Gout de Versailles la représente à la Commission Administrative de la FFLP en 1890 et 1891 ainsi que V. Bévalet, selon le Bulletin Mensuel n° 1 de la FFLP. Cette fédération n'aurait regroupé qu'un quart environ des 38 sociétés (22 déclarées et 16 non déclarées : Versailles, Pontoise, Deuil et environs, Montmorency, Le Vésinet, Corbeil, Saint-Leu-Taverny (ibidem ch X et XI).

Lettre au clergé français, éd. E. Dentu, Paris, 1879

Les droits de l'enfant, éd. E. Dentu, Paris, 1887

Épidémie naturaliste (Émile Zola et la science, discours prononcé au profit d'une société pour l'enseignement en 1880) par Maria Deraismes, éd. E. Dentu, Paris, 1888

Ève dans l'humanité, éd. L. Sauvaire, Paris, 1891

Denise Michaud, née Roman – 1907-³ ?

Institutrice formée à l'École Normale d'Institutrices de Poitiers, elle est mutée en Seine-et-Oise avant-guerre.

Chargée de la propagande fédérale au Congrès de Versailles en 1948, elle fut une conférencière infatigable particulièrement en Seine-et-Oise.

Elle a cumulé les tâches militantes, à la fois dans la société « Science et Raison » de Versailles, au Syndicat National des Instituteurs, à l'Union Rationaliste, à la Ligue des Droits de l'Homme et à la Libre Pensée (au niveau départemental, national, international) et dans « *La Raison militante* »

Grâce à ses correspondances conservées à l'IRELP (archives R. Huron), on peut suivre ses contributions aux côtés d'André Lorulot.

En 1947, à Rueil, elle rapporte sur *La Libre Pensée et les partis politiques*, question à l'étude du Congrès National de Limoges de la FNLP

En 1948, on cite sa présence aux côtés d'André Lorulot à Versailles et sa conférence sur le thème déjà traité à Rueil.

En 1949, elle participe au Congrès mondial de l'U.M.L.P., à Rome, aux côtés de Lorulot sous le patronage de Jean Rostand. Il y a été réaffirmé l'indépendance de la science par rapport à toutes les autorités politiques et religieuses.

En 1950, elle a donné deux conférences, l'une à Savigny-sur-Orge, l'autre à Villeneuve-Saint-Georges (*Libre Pensée et les problèmes scolaires*) pour alerter les laïques (thème repris dans une lettre du 26/11/1966) :

L'anticléricalisme, loin d'être dépassé, demeure parce que l'Église, elle, demeure, et face à l'indifférence générale (*sic*) il nous faut dénoncer :

Les violations constantes de la loi de séparation de l'Église et de l'État...

Les revendications de l'enseignement confessionnel satisfaites par l'État avec des fonds publics.

3. La date et le lieu de son décès ainsi que le lieu de son inhumation restent à préciser.

-II- MARIA DERAISMES...

Les collusions avec les tenants de l'idéologie catholique (accord CGT-CFDT). La position de l'Église catholique qui, sous des apparences conciliantes reste l'Église conquérante de toujours. La forme change, le fond demeure.

En 1951, elle est déléguée au Congrès National de la FNLP à Amiens.

En 1952, elle traite de *La Libre Pensée et la science* à Versailles sur la base des travaux du Congrès de Rome de 1904 et de sa contribution au Congrès National de Nantes.

De 1953, on connaît d'elle une causerie sur Victor Hugo à Versailles et le rapport *La Libre Pensée et la femme* au Congrès fédéral à Saint-Germain-en-Laye, comme contribution à la question à l'étude du Congrès national de Toulouse.

En 1954, conférence à Versailles puis à Villeneuve-Saint-Georges sur la base du rapport précédent.

Elle a publié *La Libre Pensée et la femme* ultérieurement en juillet-août 1967 dans *La Raison Militante* (sous le nom de D. Roman⁴) « un travail assez documenté » selon ses propos. Il fut présenté au congrès fédéral de Saint-Germain-en-Laye comme contribution à la question à l'étude du Congrès National de Toulouse de 1953. Elle a repris cette étude lors d'une conférence, l'année suivante, à Villeneuve-Saint-Georges bien que « son expérience personnelle se soit soldée par un échec douloureux » souligne-t-elle dans un courrier. « Progrès social, féminisme et libre pensée leur (aux libres penseurs) apparaissent comme entités solidaires et inséparables, la première ne pouvant être assurée que par le triomphe des deux autres »...

Elle écrit :

La cause véritable de l'attachement des femmes aux religions, c'est leur situation sociale, ce sont les conditions d'existence que ces religions elles-mêmes ont contribué à leur créer comme l'ont souligné Christine de Pisan, Condorcet ou Stendhal.

Elle y fait observer que peu de novatrices et de militantes féministes notoires « osèrent dénoncer la malversation de la religion et les responsabilités de l'Église dans le retard apporté à leur affranchissement ».

C'est le cas, selon ses propos, de femmes de 1789 comme Olympe de Gouges ou Manon Roland, de celles de 1848 comme Jeanne Deroin ou Flora Tristan.

Rares étaient celles qui voyaient dans la victoire sur le cléricalisme la seule

4. Denise Michaud : *La Libre Pensée et la femme* juillet-août 1967- dans *La Raison militante*.

solution rationnelle au problème féminin et au problème social comme l'ont vu Louise Ackermann, Maria Deraismes, Clémence Royer, Louise Michel, Nelly Roussel, Jeanne Humbert ou la doctoresse Madeleine Pelletier.

Elle se place dans le sillage de Nelly Roussel qui a fait ressortir le lien étroit qui unit le féminisme et la libre pensée en déclarant, en 1908, à Bruxelles : « Pas de féminisme sans libre pensée, pas de libre pensée sans féminisme ».

En 1954, laïque conséquence, elle alerte les laïques sur la tactique du « cheval de Troie » de l'Église : *Des prêtres ouvriers aux prêtres chiffonniers* (la *Libre Pensée*, avril 1954).

Tout en saluant la sincérité de l'abbé Pierre, elle souligne que le susdit aurait déclaré « Soulageons le mal, les causes ne nous regardent pas » et que, pour les « rationalistes impénitents », il convient de s'attaquer aux causes du mal, de « libérer la société des préjugés et de la résignation ».

En 1955, elle tient une conférence à Pontoise : « *la Libre Pensée et la société de demain* ».

De 1953-54-55, on lui connaît une dizaine d'articles dans *La Raison Militante* sur Jean Rostand, Louise Michel, Érasme, Joseph McCabe, sur l'école, sur le Congrès de Luxembourg de l'UMLP (1954).

En 1959, au congrès national de la FNLP à Paris, elle a encouragé les délégués à « continuer la lutte anticléricale » alors que se préparaient les manifestations du CNAL.

Les archives Roger Huron sont vides sur son activité contre la loi Debré (pétition, rassemblement Porte de Versailles, serment de Vincennes) en dehors de ces propos.

Vides aussi, en 1960, sur ses réactions au putsch des Généraux, en 1961, sur les morts à Charonne, comme auparavant sur la répression dans les colonies (Algérie, Cameroun, Madagascar), sur le Planning familial, sur la torture en Algérie...

Elle n'a pas renoncé pourtant à défendre l'école laïque et à exiger l'abrogation des lois anti-laïques...

Dans une lettre du 15 janvier 1964, on peut lire « Je ne conçois pas la défense laïque, en dehors de la lutte contre l'Église ». Elle indique qu'elle avait préparé pour une réunion du 26 décembre 1963 « un important exposé sur la question des aumôneries dans les collèges – 17 aumôneries étaient créées en Seine-et-Oise, en particulier à Versailles ». Elle y voyait l'occasion de relancer la LP à Versailles et autres lieux.

Ceci écrit, elle démissionne de la présidence fédérale et « rentre dans le rang ». Elle était souffrante, préoccupée par « une situation familiale difficile » et confrontée à la « léthargie » de la société « Science et Raison » de Versailles devenue exsangue.

Cette approche sommaire permet de placer Denise Michaud au panthéon de la Libre Pensée de Seine-et-Oise aux côtés de Maria Deraismes.

D'autres figures féminines ont contribué à l'essor de la Libre Pensée en Seine-et-Oise et d'André Lorulot, fuyant l'Église « en repoussant les cornettes ».

À commencer par celles dont on a cité les obsèques civiles dans les journaux de l'époque.

- En 1882, au Pecq, le cortège funèbre de **Jeanne Noble** « dépouillée de toutes les superstitions religieuses » a regroupé 700 personnes et les sociétés anticléricales de Saint-Germain-en-Laye, de Poissy, de Rueil, de Croissy, de Bougival ainsi qu'Anatole Ray, le maire libre penseur du Pecq.
- En 1895, la société de Versailles est représentée aux obsèques civiles de la citoyenne **Fouquet** à Garches.
- Le 25 décembre 1904, à Évry-Petit-Bourg, les obsèques civiles de Mme **Cotel**, membre de la Libre Pensée réunissaient 150 présents, dont beaucoup de dames. « Elle a repoussé les cornettes » « elle a terminé sa vie en Libre Penseuse » y a souligné dans son discours le président du groupe Maria Deraismes. Le groupe de Corbeil y était représenté par une délégation avec son drapeau et une couronne d'immortelles « À leur sociétaire, la Libre Pensée ».
- En 1905, **Blanche Brocharion**, décédée à 22 ans à Briis-sous-Forges, a eu droit à des obsèques civiles suivies de 500 personnes malgré la pression de la châtelaine du village. Sa famille a tenu bon.
- En 1905, la citoyenne **Theval** est enterrée civilement à Triel-Pissefontaine.
- En 1906, obsèques civiles de la citoyenne **Bourges** à Forges-les-Bains.
- En 1907, la veuve **Auger**, morte à 81 ans, à Grisy-les-Plâtres fut accompagnée au cimetière par la fanfare de Marines, par le groupe Maria Deraismes et par des élus.
- En octobre 1907, à Malassis-Limours, obsèques civiles de la fille **Bremont** avec la Libre Pensée.
- En 1908, 500 personnes ont constitué le cortège funèbre de Madame **Pitois** au Chesnay.

- En 1910, c'est la citoyenne **Force**, 26 ans, qui parle, à Videlles, au nom des Libres penseurs.

D'autres, à l'instar de Maria Deraismes et de Denise Michaud ont occupé des places de responsables dans les sociétés locales, dans les instances fédérales voire nationales et comme déléguées dans les Congrès internationaux.

- À Saint-Germain-en-Laye, **Suzanne Beulaguet** fut secrétaire du groupe de 1949 à 1973 et membre du Comité Fédéral de la Fédération reconstitué à la Libération.
- À Brunoy, la citoyenne **Masset** fut vice-présidente de la fédération de Seine-et-Oise à partir de 1947.
- En 1910, la citoyenne **Guillaume**, vice-présidente du groupe Maria Deraismes l'a représenté aux obsèques de Mme Feresse-Deraismes au cimetière de Montmartre.
- Madame **Lecuyer**, de Pontoise, a présidé l'assemblée trimestrielle de la nouvelle Fédération de Seine-et-Oise en 1913.
- La citoyenne **Lamy** est présentée comme vice-présidente du groupe « La Solidarité » de Villeneuve-Saint-Georges en 1902, 1903...
- **Rose Loison** fut membre du Bureau de la société de Bezons en 1933 alors que son mari Ernest Loison était secrétaire fédéral.
- Certaines ont occupé des postes moins importants : **Jeanne Gout** (bibliothécaire du groupe « Science et Raison » en 1902, 1903...), Madame **Lamy** (porte-drapeau en 1950 à Versailles).
- Ont été signalées aux congrès de la FFLP la citoyenne **Mode** de Pontoise et la citoyenne Noël de Soisy-sur-École.
- Les citoyennes **Leroux** de Montfermeil et **Pierrette Lorulot** – la fille adoptive d'André – furent déléguées aux Congrès Nationaux, la première à Limoges en 1947 et la seconde à Grenoble en 1929.
- Ajoutons qu'à Vélizy, la citoyenne **De Grosse** succéda à son époux à la présidence du groupe en 1974 dont **Hélène Thomas** fut la vice-présidente.

Échos partiels mais significatifs de la place de femmes dans la Libre Pensée en Seine-et-Oise.

Qui peut prétendre sérieusement que les femmes y étaient « allergiques » à la Libre Pensée, que la Libre Pensée ne s'y souciait pas de la défense des droits des femmes et qu'elles n'y furent que des utilités à l'ombre de leurs époux ?

-III- Roger Huron aux côtés d'André Lorulot de 1959 à 1963

Né à Choisy-le-Roi, le 9 décembre 1912, Roger Huron est décédé le 29 novembre 2001 à Orsay (*ibid* chap. II). Sa tombe est à Choisy-le-Roi. Il a étudié la physique nucléaire au CNAM et a fini sa carrière comme ingénieur, Chef de division à la RATP. Il s'y occupait des escaliers mécaniques.

À peine reçu « aspirant » à la RATP en 1949, il proteste auprès du Secrétaire Général du Comité d'Entreprise contre les prétentions d'un groupement catholique des transports parisiens à rechercher avec celui-ci les meilleurs moyens pour étendre sur le plan professionnel le rayonnement de leur foi. Pour Roger Huron, cela passait les bornes. Le Directeur, bien-pensant, tire argument du fait que *l'Humanité* était affichée dans les locaux pour autoriser les activités du groupement catholique (*sic*).

Roger Huron a souffert de cette prise de position courageuse dans le déroulement de sa carrière.

Son pacifisme, son humanisme, sa curiosité scientifique, son attachement à la laïcité l'ont conduit des jeunes catholiques à la Libre Pensée, en 1959.

Il s'en ouvre à Jean Rostand, en 1976 et nous livre à cette occasion des informations de première main sur ses activités de 1959 à 1963. Pour compléter cette partie de sa vie, il est indispensable de s'en remettre à la conférence qu'il a donnée à Longjumeau, en 1997, « Souvenirs, souvenirs ». Il y a évoqué ses « Souvenirs d'Exode » de 1940.

Dans l'Aisne, « on avait des canons et on a essayé de se défendre » « toutes les maisons étaient ouvertes et dans l'une, la table mise » « ils s'étaient sauvés emportant leurs papiers, leur argent et laissant tout ». Ses souvenirs de la Libération à Orsay indiquent que l'orphelinat de la ville de Paris à Orsay était tenu par des sœurs. « A l'exode, les sœurs se sont sauvées, elles ont laissé des malades qui sont morts dans l'hôpital ; mais ça, on n'a pas la preuve. Par contre, quand elles sont revenues, il manquait des malades... Il y a eu un scandale. Les familles qui ont perdu leurs parents ont fait un procès et les religieuses ont été virées de l'hôpital et c'est là qu'elles ont créé l'école privée Sainte Suzanne en 1960 ».

En 1969, l'orphelinat a fermé.

À l'opposé, le curé d'Orsay a fait partie d'un groupe de Résistants ainsi que le souligne Roger Huron.

Roger Huron défend la laïcité sur tous les terrains.

Il fut le premier secrétaire départemental de la FCPE (créée en 1946)

Père de quatre enfants - deux filles et deux garçons -, il tient la dragée haute aux cléricaux sur le terrain de l'école.

En 1956, il s'adresse à Madeleine Marzin, députée en vue contre la loi Barangé, au sujet de la subvention de 2,4 millions de francs versée à l'établissement médico-pédagogique de Saint-Maximin dans l'Oise, établissement privé d'enseignement secondaire pour les caractériels.

En 1957, le Cardinal-archevêque de Paris, Feltin, lui répond au sujet de l'enseignement religieux des enfants dans l'Enseignement Public.

En 1958, via Maurice Deixonne, député du Tarn et président du groupe socialiste à la Chambre des Députés, il saisit Bourgues-Maunoury alors ministre de l'Intérieur du cas d'une religieuse qui ferait l'objet d'un internement arbitraire.

Le 22 mai 1959, il interroge Albert Boisseau, Conseiller Municipal de Paris, au sujet de subventions aux écoles privées. Il est alors secrétaire du Conseil Départemental (de Seine-et-Oise) des parents d'élèves, en accord avec le S.N.I. (le Syndicat National des Instituteurs).

Le 12 juin 1959, il préside la conférence donnée à Palaiseau par Henri Perrodo-Lemoyne sur « l'offensive cléricale contre la laïcité » ; cette conférence a réuni plusieurs centaines de personnes libres penseuses et catholiques.

En 1959, il adhère à la Libre Pensée.

En 1961, « jeune et dynamique camarade », il préside le Congrès Fédéral de la Libre Pensée de Seine-et-Oise, à Montgeron.

En 1962, il apparaît comme membre du groupe des Libres Penseurs des vallées de la Bièvre et de l'Yvette ; il figure parmi les membres du bureau fédéral.

Il milite aussi à la Ligue des Droits de l'Homme comme Denise Michaud.

Ses multiples activités l'ont mis en rapport avec des personnalités à rayonnement national :

- Le Cardinal Feltin (archevêque de Paris en 1949, cardinal en 1949). En 1940, M^{gr} Feltin, alors archevêque de Bordeaux avait salué l'aube d'un ordre nouveau fondé sur Dieu, Famille, Patrie. En 1949, il déclare

-III- ROGER HURON AUX CÔTÉS D'ANDRÉ LORULOT DE 1959 À 1963

« l'Église n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais à son droit d'enseignement. Nous tenons à cette liberté comme à la prune de nos yeux ». Son « Dieu, Famille, Patrie » est devenu « Travail, Famille, Patrie » avec Pétain et son vœu de 1949 a inspiré Debré !

- Jean Cornec et René Labrégère : pour la FCPE.
- Madeleine Marzin, Maurice Deixonne, Bourguès-Maunoury, Jacques Mitterrand du Grand Orient : pour la S.F.I.O.
- Georges Cogniot : du PCF.
- Jean Rostand, le professeur Kahane, savants célèbres.
- Alfred Sauvy, économiste.
- Gilbert Cesbron : écrivain.
- Ainsi qu'André Lorulot, Jean Cotereau-Viala et Joseph Berny de la Libre Pensée.

L'engagement de Roger Huron dans la Libre Pensée se nourrit des positions laïques du CNAL, réaffirmées en 1955.

- Abrogation de tous les textes contraires à la loi de 1886 (lois Falloux, Astier, Marie-Barangé).
- Application intégrale de la loi de Séparation, notamment en Alsace-Lorraine.
- Vote d'une loi-programme fournissant à l'Éducation Nationale tout ce dont elle avait besoin.

En rejoignant la Fédération et André Lorulot, il se donnait des moyens supplémentaires sur les objectifs de 1955 dont il était partie prenante comme responsable FCPE auxquels s'ajoutait l'exigence de l'abrogation de la loi Debré.

Dans une lettre à André Lorulot du 18 octobre 1962, il sent que les initiatives des cléricaux, sur Verrières-le-Buisson, Palaiseau et Orsay pour l'établissement d'aumôneries dans les collèges, signifie qu'« ils ont déclaré la guerre scolaire ».

« Ce n'est pas à nous de se dérober ».

Les réponses du SNI, de la FCPE et du CNAL ne lui semblent pas à la hauteur de l'enjeu.

« Les cléricaux vont à de tous petits pas, mais ils ne s'arrêteront jamais de marcher ».

Il attend beaucoup de la Fédération Lorulot de la LP qui ne laissa jamais une action cléricale sans réponse.

Dès l'année suivante, il met en œuvre cette orientation.

17 collèges de Seine-et-Oise devaient être dotés d'une aumônerie (Versailles, Le Raincy, Montfermeil, Montmorency, Savigny, Étampes, Vaucresson, Marly-le-Roi, Saint-Leu-la-Forêt, Maule, Poissy). Roger Huron, en septembre 1963, insiste auprès du secrétaire de la LP de Seine-et-Oise, Michelin, pour que les « libres penseurs marquent dès la rentrée une action beaucoup plus énergique » que celle des associations de parents d'élèves, pour qu'il anime « une bataille que nous serons probablement seuls à entamer ».

Sur place, Roger Huron, parent d'élèves et libre penseur, avec la section locale des Parents d'élèves des écoles publiques d'Orsay-Centre et du Guichet, mobilise contre la création d'une aumônerie catholique (demande des parents de 80 enfants sur 500) rattachée au CEG de garçons et de filles d'Orsay en application de la loi scolaire du 30 décembre 1959, dite loi Debré.

Le 14 octobre 1963, le comité de l'Association s'élève, par 15 voix contre 6, pour qu'il ne soit pas donné suite à la demande des parents. Roger Huron, après 1963, a tenu bon sur l'orientation Lorulot (voir chap. VI).

-IV- M^{gr} Charles Gibier et la reconquête par l'Église du terrain perdu dans le diocèse de Versailles¹

« Sa Grandeur », M^{gr} Gibier réussit à « endormir » beaucoup de Libres Penseurs de son temps, en jouant la carte de la légalité et de l'apaisement.

Ce diocèse, en piteux état en 1906, a porté des Libres Penseurs à penser que l'Église y était moribonde et qu'il n'y avait qu'à attendre patiemment sa fin prochaine inéluctable ou à considérer que la question serait réglée par la révolution imminente qui devait concentrer tous leurs efforts militants. Nombre de socialistes, d'anarchistes et de syndicalistes comme Pierre Monatte pensaient ainsi.

Rien de tel ne s'est produit : en 1931, sous la houlette de cet évêque venu d'Orléans, le diocèse de Versailles est devenu au contraire un des plus riches de France, tandis que la Libre Pensée y sortait avec peine des « années sombres » de la guerre.

« Homme de foi, il réorganisa le diocèse, encouragea les vocations, soutint *Le Sillon* de Marc Sangnier² et favorisa l'enseignement catholique³ ». Cela alors que la Libre Pensée, sortie exsangue des années 1914-1920, peinait pour reconstituer une fédération.

Cet évêque, patelin à l'occasion, a su tenir une ligne modérée pendant les Inventaires. Il a su « s'incliner devant les dures nécessités » et accepter, par exemple, qu'Edmond Duval, le maire Libre Penseur de Saint-Germain-en-Laye (de 1908 à 1911) soit enterré religieusement, malgré son incinération, à la demande de ses proches en avril 1911.

En administrateur avisé du patrimoine et des revenus de l'Église, il a su se passer de ceux-ci après la suppression du budget des cultes, ce qui n'a pas peu contribué à leurrer les « séparatistes » qui comptaient porter un coup fatal à l'Église par cette suppression. Ce qui devait achever de ruiner le diocèse

1. Charles, Henri, Célestin Gibier, intronisé évêque du diocèse de Versailles le 25 juin 1906, évêque jusqu'à sa mort en 1931 après avoir été suppléé par un coadjuteur de 1926 à 1931.

2. Marc Sangnier (1873-1950), journaliste et homme politique, il s'est consacré dans *Le Sillon*, revue créée en 1894 et mouvement, à organiser un christianisme démocratique et social, condamné par le pape Pie X en 1910. On lui doit les Auberges de Jeunesse (1960) et le MRP à la Libération.

3. *Église et société dans le pays d'Étampes* - Cahiers d'Étampes - Histoire n° 7, Jacques Gélis.

à leurs yeux, s'est révélé au contraire un moyen de son relèvement, comme l'avait suggéré la duchesse d'Uzès dans le Figaro⁴.

Charles Gibier fonda à cet effet, en janvier 1907, l'œuvre du Denier du Culte⁵. En centralisant les cotisations versées par l'évêché et en redistribuant les fonds entre les paroisses, il a tiré les paroisses rurales de la misère qui touchait leurs desservants. Mieux, il a pu contribuer, *via* la Caisse interdiocésaine, à aider les diocèses les plus pauvres du pays.

Il a su dégager les moyens qui ont permis d'édification de plus de 30 églises⁶, de salles paroissiales entre 1907 et 1914 malgré l'interdiction d'être propriétaire qui frappait l'Église, en recourant à des associations paroissiales, à des sociétés ou à des laïcs.

Méfiant et prévoyant, il fit déposer des fonds dans des banques belges et suisses sous la couverture des Missions de la Providence. En 1910, il interdit aux prélats du diocèse d'être propriétaires des nouveaux lieux du culte par crainte de leur spoliation. Il a brandi la menace de l'excommunication

4. *Le Figaro* du 23 septembre 1904 rapporte ces propos inattendus de la duchesse d'Uzès. « Je pense... qu'il y a assez de catholiques en France pour que les souscriptions annuelles puissent couvrir les frais du culte [...] les conséquences morales de la séparation seront fort heureuses [...] la formule : l'Église libre dans l'État libre serait la meilleure de toute [...] que l'État ne soit pas libre de persécuter l'Église, c'est ce qui a lieu actuellement dans toutes les écoles laïques [...] ».

La duchesse se distingue ainsi des « grandes dames » opposées à la loi de Séparation et se trouve ainsi au côté des laïques catholiques minoritaires.

5. Le denier du culte permettait d'assurer un traitement de 900 FF à chacun des curés du diocèse. *Religion et laïcité en Yvelines* - colloque du 14 octobre 2006 à Maisons-Laffitte.

À cette époque : 1 kg de pain valait 0,38 F, 1 douzaine d'œufs 1,37 F, une automobile Peugeot 5 500 F, un parapluie 5 F, 100 kg de pommes de terre 10-12 F, 100 kg de pommes 40 F, un costume complet 23 F, ½ kg de bavette 1 F...

6. On a la trace de la construction de 30 églises et salles paroissiales de 1907 à 1914 pour accompagner l'urbanisation en cures : à Blaru (canton de Bonnières), à Sartrouville, à Brévannes, à Vigneux, à Villeneuve-Triage, à Neuilly-Plaisance, à Maule, à Ablis, à Porchefontaine, à Vaucresson, à Sèvres, à Rueil, à Viroflay, à Houilles, à Orgerus, à Saint-Cloud et Le Pecq. En 1922-1923, au Raincy, N.D. de la Consolation fut construite et surnommée « la Sainte-Chapelle du béton ». Elle est due à Auguste et Gustave Perret. *Un Jésuite venu du Pays Basque* - Françoise Rousseau, *La Raison* 91 : « Sans attendre, le Père Lhande organise l'offensive catholique. Entre 1925 et 1930, 52 chapelles ou églises sont construites en banlieue ainsi que 90 locaux de patronage, 40 dispensaires, 12 écoles, 12 jardins d'enfants et même 14 pouponnières (pour endoctriner dès le berceau) ».

à l'encontre des acheteurs de biens ecclésiastiques et congrégationnistes en 1907-1908 et encore en 1914⁷ en application des instructions pontificales.

Une étude systématique des écrits d'Amédée Thalamas dans *La Dépêche* ou d'Albert Maréchaux dans *Le Journal de Seine-et-Oise* n'a pas encore été menée pour connaître leurs réactions concernant les montages financiers de cet évêque.

« Homme de foi », il a développé le rayonnement du Grand Séminaire et relancé les vocations. Il a veillé au réveil religieux du Gâtinais, de la Brie, de la Beauce et du Hurepoix. Il a revivifié les pèlerinages⁸, les confréries⁹, les processions¹⁰. Il n'a pas hésité à appeler à constituer des comités de défense religieuse, en 1924, pour défendre les congrégations à nouveau autorisées et pour « lutter contre le réveil communiste ». Il a multiplié les visites pastorales, sur le terrain. Il a encouragé les quêtes à domicile. Il a su tirer parti de la Guerre pour avancer dans la reconquête grâce à l'Action Sociale de Seine-et-Oise, puis aux côtés de la Ligue des Droits des Prêtres Anciens Combattants (PAC) et de la Ligue des Religieux Anciens Combattants.

Il a mis en œuvre la doctrine sociale de l'Église. Il faut attendre les années 30 pour que la Libre Pensée dispose des écrits d'André Lorulot pour en faire l'analyse et un des axes de sa propagande.

En 1906, Charles Gibier soutient le Syndicat des Travailleurs Catholiques réunis à Saint-Germain-en-Laye.

On ne sait pas comment il a considéré « la supplique aux évêques » des 23 signataires, dont le Comte Maurice de Caraman, député de Seine-et-Oise, dits les « Cardinaux verts », favorables à la création des associations culturelles (le Figaro du 26 mars 1906).

7. *La Semaine Religieuse* 24 août 1905 - 6 juin 1909 - 15 février 1914 et dans *La naissance de la République laïque - 1881- 1908- Aux sources de l'histoire locale* et dans *Le Semeur* du Corbeil 1907.

8. Le mardi de Pentecôte à Buno-Bonnevaux (Sacré-Cœur), à Valpuiseaux, en l'honneur de Saint Vincent de Paul, au Val-Saint-Germain, en l'honneur de Sainte Julienne et aussi à Longpont.

9. Confrérie du Sacré-Cœur à Buno-Bonnevaux, confrérie de Saint-Joseph à Montlhéry, à Maule le 11 juin 1911 : procession, bannières déployées, pose de la première pierre.

10. Procession de la fête-Dieu à Marly-le-Roi en juin 1927, du quartier Saint-Louis à Versailles, à Valpuiseaux en 1910, du Saint-Sacrement à Rueil, de la Saint Fiacre à Chevreuse..

En octobre 1907, il peut s'enorgueillir du succès du Congrès des Cercles Catholiques de Seine-et-Oise (1 000 participants à Argenteuil).

En 1911, 200 instituteurs sont membres de l'Amicale pour l'Enseignement dit « libre » tandis que se créent des syndicats agricoles paroissiaux et des cercles de femmes catholiques.

Il peut compter sur des relais actifs à tous les échelons : sur la *Semaine Religieuse* et sur les éditoriaux hebdomadaires qu'il y délivre. En 1911, 109 bulletins départementaux les relayent, ainsi que les suppléments départementaux de *La Croix* (antisémite), *L'Assommoir* de Pontoise ou *Le Semeur* de Corbeil (attaché à ridiculiser les cérémonies civiles). Des conférenciers ont été mis à contribution pour « rechristianiser » le diocèse¹¹ contre les « hussards noirs » de la République, contre les francs-maçons, contre les Socialistes.

La Vicomtesse de Garets y est allée d'une conférence en 1911, à Vert-le-Grand, sur « l'Église et le progrès » : l'Église n'est pas l'ennemie du progrès, l'Église n'est pas l'obscurantisme (*sic*).

Des Associations paroissiales rassemblaient des milliers d'adhérents en 1911 : 500 à Palaiseau, 800 à Corbeil, 400 à Essonne, 200 à Orsay, 400 à Arpajon, 200 à Brétigny, 170 à Saint-Germain-lès-Arpajon, 100 à Châlo-Saint-Mars, 60 à Versailles, 130 à Angerville, 100 à Juvisy, 100 à Longjumeau.

Ces Associations devaient être hiérarchisées et hiérarchiques. Ce sont les curés qui nommaient quelques hommes sûrs au Conseil d'Administration à charge de regrouper le plus possible d'adhérents :

- hiérarchiques car soumis aux curés,
- hiérarchisées, des paroisses aux comités cantonaux et à leur tête, le bureau diocésien.

Elles constituaient l'arme essentielle, selon la *Semaine Religieuse* pour résister et conquérir en « serrant les rangs autour de l'Église ». Les comités cantonaux offraient : bibliothèques, conférences, habitations ouvrières, jardins ouvriers, bureaux de placement, consultations gratuites, assistances aux soldats sous les drapeaux, aux orphelins, aux malades, aux vieillards, aux pauvres...

11. Mathilde Guilbaud (Paris XIII-Université) *La reconstruction matérielle de l'Église Catholique dans le diocèse de Versailles après la loi de Séparation* (1905-1914) p. 155-168.

Actes du Colloque du 14 octobre 2006 à Maisons-Laffitte.

Elles ont ainsi permis à l'Église de résister et même de reconquérir en partie les masses populaires et la jeunesse. Elles ont abouti à reconstituer dans le diocèse de Versailles un rempart « autour du parti noir », plus redoutable que jamais, malgré sa défaite de décembre 1905.

Des propagandistes pugnaces ont été mis à contribution :

Hippolyte Gayraud : dominicain, prêtre, missionnaire apostolique, docteur en théologie, antisémite notoire, député du Finistère (1897-1911). Il donna cinq conférences à Versailles, au théâtre des Variétés, en mars-avril 1908 : « le vrai Dieu » le 8 mars, « la vraie religion » le 15 mars, « la vraie révélation » le 22 mars, « le vrai Christ » le 29 mars et, présidée par M^{GR} Gibier, « le vrai christianisme » le 6 avril (700 à 1 000 présents).

Jean Guibaud, agrégé de l'Université, rédacteur en chef de *La Croix* traite à Versailles, de « l'école unique », sous les auspices de la Ligue des Religieux Anciens Combattants, devant 500 auditeurs sous la présidence de M^{GR} Gibier.

L'abbé Daniel Bergey, fondateur de la Ligue des Prêtres Anciens Combattants (PAC), soldat dans les tranchées, plusieurs fois blessé, député de Gironde (1924-1932), orateur très apprécié, donne une conférence devant 1 600 présents en 1927, à Versailles.

L'abbé Bordron, Ancien Combattant lui aussi, s'adresse le 6 avril 1926 aux 6 500 congressistes au Parc du Grand Séminaire de Versailles, contre les lois de laïcité, contre les francs-maçons, pour les droits des religieux Anciens Combattants.

L'abbé-chanoine Desgranges, en janvier 1927, traite « du catholicisme et du progrès social » à Saint-Cloud devant 800 présents, de la nécessité de combattre le capitalisme et de lui opposer le christianisme social, le socialisme catholique auquel le prolétariat, selon lui, doit ses progrès.

À ces illustres conférenciers, on peut joindre l'abbé Godde, curé de Fourqueux qui se produisit le 14 nov. 1909, à Saint-Germain-en-Laye contre l'école laïque et contre la franc-maçonnerie, thèmes auxquels M^{GR} Gibier était particulièrement attaché et l'abbé Maniglier, curé doyen de Longjumeau, ancien curé d'Odessa qui traita de *La Russie vue par un témoin*, à Argenteuil, le 31 mars 1927.

Des contradicteurs accrocheurs sont intervenus dans les conférences libres penseuses :

L'abbé Brun à la tête des Jeunes Patriotes, apporte la contradiction à André Lorulot, en décembre 1930, à Versailles.

L'abbé Briand, vicaire de Bezons se défile en 1923 contre Lorulot : Il doit se contenter d'une contradiction écrite lue à la tribune !

L'abbé Violet apporta la contradiction à Han Ryner et à Maurice Bonnardot, à Rueil en 1926 (31 octobre).

L'abbé Kohlen, en juin 1922, s'appuie sur Jules Guesde pour soutenir comme lui que la lutte antireligieuse était inutile, contre André Lorulot qui, à l'instar de Lénine, était loin de considérer la question religieuse comme sans intérêt (cf. son argumentation à ce sujet dans *L'Antireligieux* 8 de février 1924, *Les Communistes et la Libre Pensée*).

Encore un sujet à défricher : l'influence des Davidées, entreprise de noyautage et l'infiltration cléricale de l'enseignement public à partir de 1916¹².

12. Les Davidées, société secrète regroupant des institutrices catholiques dans les écoles publiques. Celles-ci ont fait l'objet d'un rapport au Congrès de la Ligue de l'Enseignement de 1930 par Marceau Pivert, in la LP Cantalienne juin 2000.

-V- Des pionniers de la Libre Pensée et de la pensée libre à Mézy et dans le canton de Houdan

On connaît un peu les pionniers libres penseurs de Mézy, on connaît moins ceux du canton de Houdan. Qu'en est-il ?

Les auteurs de contributions à l'histoire de la Libre pensée¹ ou à l'histoire de l'anarchie² n'ont pas manqué de consacrer quelques lignes à l'une des premières associations de libres penseurs connues, par ailleurs, sise en Seine-et-Oise (la société des Libres Penseurs de La Flotte - île de Ré - prétend aussi à cette primauté).

Après la Société Démocratique des Libres Penseurs³ apparue à Paris, en mai 1848 et la Société des Libres Penseurs fondée par Paul Broca⁴, elle aussi en mai 1848, vint l'« Association des Libres Penseurs » fondée à Mézy, dans le canton de Meulan, en Seine-et-Oise⁵.

Dans la première nommée se retrouvaient Jules Simon (le fondateur), Jules Barni, le docteur Charles Pellarin et Henri Baudrillart, sur la lancée d'Amédée Jacques, le rédacteur en chef de *La Liberté de penser*⁶ qui parut du 15 décembre 1847 au 15 novembre 1851.

Ces premiers pas de la Libre Pensée organisée sont dus, en Seine-et-Oise, à quatre publicistes (journalistes) républicains « quarante-huitards », trois gascons et un périgourdin, deux plus anciens, Ulysse Pic et Anselme Bellegarigue, et deux plus jeunes, Joseph Noulens et Jean-Jules Clédat.

Anselme Bellegarigue était âgé de 25 ans en 1850 selon le rapport du sous-préfet de Mantes. Il serait né à Toulouse. Il aurait fréquenté le lycée d'Auch. On a retrouvé sa trace aux Etats-Unis - de La Nouvelle-Orléans à New-York, en 1847, puis à Paris, au moment de la Révolution de février 1848,

1. *Une histoire de la Libre Pensée*, Jean-Marc Schiappa p. 324.

Histoire de la Libre Pensée, IRELP, 2020, coordonné par L. Couturier, C. Eyschen, J.M. Schiappa.

2. Max Nettlau dans *Histoire de l'Anarchie* p. 77-79.

3. « La Société Démocratique des Libres Penseurs » (1848). *Histoire de la Libre Pensée* p. 65. On trouve aussi le 21 mars 1848 comme date de fondation dans « *La voie Régordane* » (www.chemin-regordane.fr).

4. Paul Broca, un géant du xix^e de Ph. Monod – 2005- ch. 9 et « Paul Broca, (1824-1880). Médecin, scientifique, libre penseur », dans *Histoire de la Libre Pensée* p. 87-96.

5. *Quelques Socialistes et Anarchistes dans le Mantois, de février 1848 à décembre 1851* par J.F. Beguin (sous-préfet de Mantes, 1951). Bulletin de la Société « Les Amis du Mantois » Mantes-Gassicourt. 1952 p. 5-9.

6. Sur « La liberté de penser et Amédée Jacques » *Histoire de la Libre Pensée* p. 57-63.

au club de Blanqui, « La Société républicaine centrale », comme collaborateur de *La liberté de penser* pour quatre articles, comme rédacteur en chef d'un journal toulousain *La Civilisation* lancé début mars 1849 (tirage 1 800 à 2 500 exemplaires selon Nettlau), et comme auteur d'une brochure de 84 pages publiée à Toulouse en 1848 (*Au fait ! Au fait ! Interprétation de l'idée démocratique*), brochure dans laquelle il considère que l'anarchie est l'ordre et que le gouvernement, c'est la guerre civile.

Après le séjour à Paris en février et juin 1848 et l'épisode toulousain, il s'établit à Mézy et y réunit ses quatre compatriotes, républicains et anticléricaux comme lui, pour fonder « l'Association des Libres Penseurs », qui n'aurait duré que quelques semaines, pour cause d'arrestations puis leur dispersion (Bruxelles, Amérique Centrale, Suisse, Algérie...) comme ce fut le cas pour Jules Barni, Jules Simon, Amédée Jacques, Ferdinand Buisson et Élie Reclus.

Une seconde grande figure des quatre de Mézy fut Ulysse Pic (né à Lectoure - Gers – en 1820⁷, décédé en 1896 à Villeneuve-Loubet), un pur gascon du Haut-Armagnac, un journaliste renommé pour avoir collaboré au *Moniteur* de Côte d'Or, au *Charivari* et à *L'Union de la Sarthe*. Il fut félicité par George Sand pour ses engagements républicains. On lui connaît plusieurs pseudonymes : Démocrite, Pic Dugers, Adam Lux... Il dut s'exiler à Bruxelles après le coup d'état bonapartiste puis échappa à une arrestation consécutive à sa participation à l'éphémère société de Mézy. Il revint à Paris en 1852 pour y être emprisonné.

Joseph, Marie, Éliacin Noulens (né à Condom dans le Gers en 1828, près de Lectoure, décédé à Paris en 1898), poète gascon qui paya son opposition à Napoléon III d'une déportation de 14 mois en Algérie.

Le plus jeune, Jean, Jules Clédat (né en 1832 à Montignac en Dordogne, décédé en 1887 à Paris), ex-séminariste à Brive, est connu pour ses poésies en langue d'Oc, comme Joseph Noulens et pour ses sympathies blanquistes. Il fut arrêté et proscrit après le coup d'état du 2 décembre 1851. Il n'a pu, vu son jeune âge, être le moteur de cette association comme cela a pu être écrit. Il est honoré à Montignac par une rue Jules Clédat.

Les travaux de J. F. Beguin, bien documentés, portent à penser que cette colonie « anarchiste » eut peu d'influence dans le Mantois, qu'elle n'a pas eu de rapports avec les francs-maçons de la loge « les Amis de l'Humanité » installée à Meulan depuis 1824, et qu'il n'existait pas à Mantes et à Meulan d'activités anarchistes connues des autorités. Le conseil municipal de Hou-

7. J. Lalouette fait naître Ulysse Pic en 1824 dans son ouvrage *La Libre Pensée en France* (1848-1940).

-V- DES PIONNIERS À MÉZY ET DANS LE CANTON DE HOUDAN

dan a manifesté sa sympathie pour le gouvernement issu de février 1848. Ce terreau républicain et anticlérical qui est attesté dans la région ne semble pas avoir bénéficié de cette initiative exogène et éphémère, ni en être à l'origine.

Un « phalanstère » fouriériste à Rouvray-la Hauteville, près de Condé-sur-Vesgre, a été fondé en 1836. Il survivait en 1849 sous forme d'une « Société agricole et manufacturière » qui périclitait.

Des propagandistes ne manquaient pas autour du maire de Condé-sur-Vesgre, M. Devay, réputé acquis « aux idées socialistes ».

Près de Houdan encore, à Gressey, un autre groupe s'agitait autour de l'adjoint au maire M. Jourdain et d'un M. Helix, charron. Le groupe couvrait Houdan, Richebourg et Gressey.

Un instituteur, à Condé-sur-Vesgre, le sieur Rongeaux partageait « entièrement leurs idées socialistes ».

Enfin, le débit de boissons d'un marchand de vins à Maule, Louis Presles, est connu comme le lieu de rendez-vous des socialistes de Maule et de sa région.

La Libre Pensée semble devoir plus à ces propagandistes « quarante-huitards » partisans de Fourier, de Proudhon, de Leroux, de Cabet qu'aux citoyens Bellegarigue, Pic, Noulens et Clédat, pour ses développements ultérieurs sur Juziers, Mantes, Meulan ou Montfort-l'Amaury.

Enfin, parmi les pionniers, il convient de citer Jacques, Marie Mondain (1770-1839), notaire, Libre penseur, conseiller municipal de 1820 à 1831 puis maire de Pontoise de 1831 à 1835.

-VI- À la recherche de Libres Penseurs disparus

La plupart des Libres Penseurs qui ont fait vivre la chaîne libre penseuse dans la Fédération de Seine-et-Oise sont oubliés.

Les registres nominatifs des sociétés ont été détruits ou ont en partie disparu au cours de l'été 1940. Les archives d'André Maille ont été dispersées pour cause de vente par sa nièce après le décès de Madame Maille en 1975. Les archives détenues par François Miramont seraient parties avec lui à Amboise, quand il a quitté Versailles en 1965, selon Madame Michaud. Les listes des abonnés à *La Calotte* et à *L'Idée Libre* ne sont pas connues, ni celles des organes nationaux. Beaucoup de sépultures délaissées ont disparu ou ont été christianisées.

À la faveur de nécrologies, de comptes rendus de cérémonies civiles et de réunions de Sociétés, les traces d'un demi millier de Libres Penseurs ont pu être retrouvées (voir page suivante), traces souvent incomplètes du point de vue biographique, trop souvent imprécises quant aux responsabilités municipales, aux activités professionnelles, aux liens avec la franc-maçonnerie, avec les libertaires, avec les socialistes et autres partis, avec les syndicats, avec la Ligue des droits de l'homme... Traces précieuses vu leur rareté.

Quid du maillage Libre Penseur ?

L'arrondissement de Versailles apparaît comme l'épicentre de la Libre Pensée (266 notices sur 568) et dans cet arrondissement, les trois cantons de Versailles comptent pour 110 notices, le canton de Saint-Germain-en-Laye pour 37 notices et celui d'Argenteuil pour 37 notices également.

Des foyers secondaires se dégagent : dans le canton de Boissy-Saint-Léger, autour de Soisy-sur-École (Soisy, Dannemois, Pringy, Saint-Fargeau, près de Corbeil), autour de Pontoise, de Montmorency, du Raincy et dans le Hurepoix (Dourdan, Limours, Briis-sous-Forges, Fontenay-lès-Briis, Forges-les-Bains, Vaugrigneuse, Angervilliers).

Croisées avec les données tirées du répertoire des élus (maires, maires-adjoints, conseillers municipaux), une centaine d'élus sont connus pour leur appartenance à la Libre Pensée. Cela permet une approche *grosso modo* du maillage libre penseur.

LIBRE PENSÉE ET LIBRES PENSEURS EN SEINE-ET-OISE

Analyse des 568 notices de Libres Penseurs

Arr.	1	2	3	4	5	6	7	8 – signalées	Nb.
Versailles	266	49 %	11	9	27	52 %	43	Cuenne, Béhu- ret, Guérand, Rousseaux, Muret, Chatel, Ray, de Mortil- let, Berteaux, Duval, Langot	11
Corbeil	101	16 %	7	2	7	13 %	28	Drézet, Goudin, Pinet, C. Neveu, Bergerey, Le- duc, Hemmer- schmidt	7
Étampes	29	8 %	3	1	3	5 %	12	Béliard, Lesage, Foucher	3
Mantes	19	7 %	2		4	6 %	7	Goust, Boissel	2
Pontoise	75	7 %	1		5	9 %	3	Leyge	1
Rambouillet	78	13 %	2	2	8	15 %	7	Ranc, Bouchez	2
Totaux	568	100 %	26	14	54	100 %	100 %		26

1- Nombre de notices par arrondissements

2- Pourcentage par arrondissements

3- Nombre de maires identifiés comme Libres Penseurs par arrondissements (*ibid* – chap. XI)

4- Nombre de maires adjoints (*id*)

5- Nombre de conseillers municipaux (*id*)

6- Pourcentage de conseillers municipaux recensés en 5 par arrondissements

7- Pourcentages établis à partir de la somme des rubriques 3+ 4+ 5

8- Maires recensés en 3

Quid de l'éventail des professions ?

Une centaine de notices seulement sur les 568 renseignent sur les professions.

48 % de cet échantillon sont des petits bourgeois, artisans, commerçants, cabaretiers, avocats, ingénieurs, juges, architectes, huissiers, artistes, publicistes (journalistes).

18 % sont des ouvriers et des employés (2/3 ouvriers et 1/3 employés), 2/3 des ouvriers sont déclarés comme carriers, maçons, ouvriers de la métallurgie.

15 % sont enseignants, essentiellement des instituteurs.

-VI- À LA RECHERCHE DE LIBRES PENSEURS DISPARUS

12 % font partie du monde agricole (cultivateurs, maraîchers, jardiniers, vignerons, bouilleurs de cru). On trouve aussi des sapeurs-pompiers (7 % du panel) et quelques gendarmes.

Malheureusement, le panel disponible est si réduit qu'on ne peut savoir s'il reflète les situations locales ou s'il est représentatif au niveau départemental. Voire s'il vaut pour toute la période considérée.

On peut distinguer, *grosso modo* :

- Une Libre Pensée « ouvrière » à Étampes, Pussay ou Palaiseau.

D'après le rapport du curé de Palaiseau à M^{gr} l'évêque (Pierre Goux) du mercredi 19 mai 1880, la classe ouvrière, d'opinions avancées est « plutôt hostile à la religion », ce qui n'est pas le cas de la « classe riche » non-résidente à l'année tandis que les militaires casernés au fort sont « étrangers à l'Église ». La confrérie de la Vierge s'y adresse aux jeunes filles, celle du Sacré Cœur aux « pieuses dames ». Une confrérie de la Communion Réparatrice y est en préparation. La municipalité anticléricale a interdit les processions dans la Grande Rue.

- Une Libre Pensée « rurale » à Soisy-sur-École.

Une Libre Pensée d'artisans, commerçants, ingénieurs, publicistes à Mantes, sans doute par ses intersections avec la loge.

- Une Libre Pensée plus hétérogène à Versailles, où se retrouvaient coiffeurs, cordonniers, enseignants, employés, patrons et syndicalistes de la Bourse du Travail.

Les pourcentages obtenus plaident en faveur d'une Libre Pensée « petite bourgeoise », « populaire » ou « vigneronne ». Ils nuancent les propos de Madame Lalouette¹ et ceux de Sam Ayache² qui généralisent les données relatives à Mantes et à la Vallée de la Seine et confirment ceux de René Lévêque (*ibid.* chap. X) qui penche pour une Libre Pensée plus « populaire » que « bourgeoise ».

1. *La Libre Pensée en France* (1848-1940) p. 93-104.

2. Sam Ayache (1949-2020), président de la Fédération de la Libre Pensée des Yvelines, considérait que la carte des sociétés de la Libre Pensée recouvrait entièrement le réseau des loges et que la Libre Pensée y était essentiellement agricole, voire viticole, « prolétarisée » ensuite.

Quid des rapports entre la Libre Pensée et les libertaires en Seine-et-Oise ?

Des rapports de police commandés par la préfecture³ font apparaître des convergences entre les Libres Penseurs et les Anarchistes sur Argenteuil-Bezons, sur Aulnay-Sevran, sur Le Blanc-Mesnil, sur Villeneuve-Saint-Georges, sur Ermont, sur La Ferté-Alais et Milly, sur Mantes, Juziers et Vernouillet, sur Longjumeau et Juvisy, sur Chevreuse et Châteaufort.

Versailles, Palaiseau et Corbeil semblent en dehors de ces liens.

Dans le canton d'Argenteuil, Ernest Girault, co-fondateur avec André Lorulot de la colonie « communiste » de Saint-Germain a dû être un pont entre les Libertaires (une dizaine sur le carnet B), et les Libres Penseurs des sociétés de Carrières, de Sartrouville, de Houilles, de Montesson, et d'Argenteuil-Bezons.

La même combinaison est possible à Milly-la-Forêt, à La Ferté-Alais et à Soisy-sur-École. Les Anarchistes se retrouvaient aux Grandes Vallées à Noisy, côté Seine-et-Marne.

L'anticléricalisme, l'anticapitalisme et l'antimilitarisme des uns et des autres constituaient un terreau favorable à une telle osmose.

Cette interpénétration peut être constatée ultérieurement dans le canton d'Ermont : Maurice Eberlin, fiché comme anarchiste par la police a rejoint la société d'Ermont de la Libre Pensée en 1976. André Maille, militant de l'Union Anarchiste en 1930-1936, fondateur de la Fédération Anarchiste, un des créateurs de la C.N.T., a été considéré comme une grande figure de la Libre Pensée par Roger Huron. Auguste Goriot, libertaire et libre penseur sur Pontoise et Montmorency y diffusait *La Calotte* et *L'Idée Libre*.

Des anarchistes notoires ont bénéficié d'un grand capital de sympathie en Seine-et-Oise : Louise Michel, Marie Murjas, Sébastien Faure⁴, Han Ryner, Charles-Auguste Bontemps ou encore Aristide Lapeyre⁵ et son frère Paul, Julia Bertrand et Madeleine Vernet.

Quid des autres interpénétrations : francs-maçons ? radicaux ? socialistes ? communistes ? trotskistes ?

Des liens évidents ont existé entre la Libre Pensée et la franc-maçonnerie du Grand Orient. Ceci a été magistralement présenté par Daniel Perron

3. A. D. Yvelines- 4M 30-31-32.

4. André Maille fut responsable des « Amis de Sébastien Faure ».

5. Il existe à Bordeaux, une société des « Amis d'Aristide Lapeyre »

-VI- À LA RECHERCHE DE LIBRES PENSEURS DISPARUS

sur Mantes⁶. Les membres fondateurs de la société de Mantes en 1883 sont aussi membres de la loge « Liberté par le Travail » installée à Mantes-la-Jolie en 1877⁷.

Il est révélateur de mettre en rapport les loges ou ateliers connus et les Sociétés de Libre Pensée par cantons⁸.

Saint-Germain-en-Laye	« La Bonne Foi »
Rambouillet - Neauphle	« L'Amitié Discrète »
Rueil	« Fidèles d'Hiram »
Meulan	« Amis de l'Humanité »
Mantes	« La Liberté par le Travail »
Maule	« Ordre et Progrès »
Thoiry	« Paix et Travail »
Argenteuil	« L'Espérance Fraternelle »
Versailles	« Les Amis Philanthropes et Discrets réunis » à partir de 1853
Palaiseau	« L'Espérance de Palaiseau »
Montmorency	« Jean-Jacques Rousseau »
Arpajon	« La Parfaite Union »
Corbeil	« Les Élèves de Mars et de Cérès »
Longjumeau, Juvisy	« Cérès ou les amis de l'agriculture » citée en 1916
Aulnay	« Raison et Laïcité » et « L'Aurore » dès 1938
Dourdan	Une loge existait en 1787, puis à nouveau en 1914. Est-elle la même que « La Loge Floréal », installée en 1914 à Étampes ?
Pithiviers	« La Fraternelle beauceronne en Gâtinais » qui a dû rayonner sur le Sud-Essonne
Le Pecq	Une loge est signalée en 1882. Houbbron en était alors le Vénérable.
Vernon	« L'Etoile neustrienne » a dû rayonner sur Bonnières
Villeneuve-Saint-Georges	« Union et Audace » est signalée en 1958

6. Daniel Perron, *Histoire de la loge maçonnique, Liberté par le travail, une loge maçonnique à Mantes-la-Jolie sous la Troisième République (1877-1940)* 1319 p. – 2002.

7. M. Vergoin, A. Serre, L. Buard, Boissel père et fils, A. Lefevre, E. Fricotte, J.B. Cacheux, E. Renier.

8. Selon le préfet, J.F. Beguin, il y aurait eu 11 loges actives en Seine-et-Oise en 1874 : Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Argenteuil, Corbeil, Longjumeau, Pontoise, Dammartin, Rueil, Montmorency, Neauphle-le-Château et Montlhéry.

Il apparaît que la plupart des groupements Libres Penseurs correspondent à des sièges d'Ateliers ou de Loges, à quelques exceptions près cependant : la plaine de France, la vallée de l'École, voire le nord Hurepoix (Limours, Briis-sous-Forges, Forges-les-Bains, Fontenay-lès-Briis), et à l'inverse, que l'existence de Loges n'a pas entraîné celle d'une société de Libre Penseuse (à Longjumeau, ou son maintien à Montlhéry - Arpajon).

La domination des francs-maçons à Mantes aurait cessé dès 1902-1904. Toutefois on ne peut préciser ce qui relève du Grand Orient (GO) et de la Grande Loge de France (GLF.).

D'illustres francs-maçons ont marqué la Libre Pensée en Seine-et-Oise, à commencer par Victor Schoelcher, Louise Michel, Maria Deraismes, Gustave Hubbard, Edmond Le Pelletier, Maurice Vergoin, Marcel Sembat.

Sont aussi à signaler d'autres maçons du GO : Édouard Béliard, Georges Langumier, Henri Fabre, Vincent Caviale, Edmond Ferrary, Auguste Goust, Louis Cyprien Muret, Louis Varenne, Lucien Buard, Lucien Le Foyer, Alfred Etelin, ou Louis Tribier, le compagnon de Madeleine Vernet, Germain et François Boissel. Il faudrait aussi pouvoir prendre en compte celles et ceux du Droit Humain, à l'instar de Maria Deraismes, et ceux de la GLF.

L'étude des relations entre les sociétés de Libre Pensée et les partis politiques ne peut s'appuyer que sur une dizaine de notices, autant dire que tout reste à faire dans ce domaine.

Le rôle des Radicaux et des Radicaux Socialistes fut important : Auguste Goust, Louis Cyprien Muret, Gustave Hubbard, Gaston Hemmerschmidt, Maurice Berteaux, Louis Tribier, Amédée Thalamas, Ulysse Beauflis ; celui des socialistes aussi : M. Sembat, E. Dufetre, F. Foucaud, A. Leyge, M. Hazard, L. Fournier.

Le rôle des communistes (E. Dufetre avant sa démission du PC, Julien Jenger, des jeunesses communistes de Bezons, et celui des trotskistes (Gérard Bloch, Jean Coutanceau, M^e Marcel Gilbert) demeurent moins connus ⁹.

Les liaisons attestées avec la Ligue des droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement et l'Union Rationaliste restent à étudier : on sait que Denise Michaud, R. Huron et Lucien Buard militaient à la LDH, que le Professeur Zuckerman militait à l'Union Rationaliste.

9. D'utiles précisions sont contenues dans la préface de Ch.Eyschen (supra p. 9)

-VII- Auguste Selve, Pierre Dagorn, Émilien Meche, Roger Huron : comment ont-ils rejoint la Libre Pensée organisée ?

Auguste Selve

(Secrétaire général de la Fédération de Seine-et-Oise en 1927, Président de la Société LP de Rueil en 1924).

Élevé dans un orphelinat dirigé par des sœurs, on me fit faire une première communion. Ensuite, en 1876 (j'avais douze ans et demi), mes grands-parents me prirent et me firent travailler. Je continuai d'être très assidu aux offices ; par piété, je n'aurais voulu manquer une messe le dimanche.

À la fin de l'année de 1878, voulant comme d'habitude communier à Noël, je demandai la permission d'aller à confesse et là j'eus la douleur de me voir refuser l'absolution. Malgré ce refus, pour plaire à mon patron très pratiquant, je me présentai à la table dite sainte et le prêtre qui officiait fut justement mon confesseur de la veille.

J'eus peur qu'il me refuse la communion, mais il n'en fit rien. J'en fus tellement surpris que mon petit cerveau travailla.

Aussi, de ce jour, je compris que la religion catholique mentait dans tout ce qu'elle prêchait et je cherchai le *pourquoi* de cette contradiction.

Quelques ouvriers avec qui je travaillais me donnèrent des explications. Plus tard, j'assistai pour la première fois à des obsèques civiles. Cela me conquit définitivement. Aussi, en 1886, après avoir fait mon service militaire, j'adhérai aussitôt à la Société de Libre Pensée qui venait de se constituer. Depuis, je n'ai cessé d'appartenir à la Libre Pensée organisée.

Pierre Dagorn

de Versailles (Président du Groupe Science et Raison de Versailles en 1936).

Épris d'abord de liberté, dès que j'eus l'âge de raison, né d'une famille catholique Bretonne, j'ai eu l'occasion d'étudier les principes fondamentaux de cette religion. Ainsi, j'ai pu constater que, dans l'Histoire « Sainte », il n'y a que mystère et mensonges...

Je fus donc amené à condamner les principes de cette doctrine fausse et contraire à la nature et je m'aperçus que le Dieu des nigauds n'existe que dans leur imagination.

Par contre, j'approuve le libre examen, qui est la méthode *la plus saine et la plus juste pour tous*, celle que j'enseignerai d'ailleurs à mes enfants, car elle conduit à la fraternité et à la solidarité.

Émilien Meche

de Croissy-sur-Seine (Secrétaire du Groupe LP de Croissy-sur-Seine de 1935 à 1954, Trésorier fédéral de 1948 à 1954), délégué de Seine-et-Oise aux congrès de Limoges en 1948 et du Mans en 1949).

Trois faits m'ont conduit à l'athéisme :

1° – J'avais dix ans lorsque, devant mes camarades d'école, je blasphémai la Vierge. Je reçus une telle volée de coups de pieds et de poings que je restai 15 jours au lit et j'en conclus qu'un Dieu si peu paternel ne pouvait exister.

2° – À vingt ans, discutant avec un curé (au sujet de la Bible), il me fit cette réponse : ce sont les copistes qui ont fait erreur, et avoua : que Jésus était le 7^e fils de Marie et non le premier : « Naturellement, si c'était le 7^e fils, elle n'était plus vierge ». Mais un Dieu permettant des erreurs pareilles (de la part de ses représentants) ne peut exister.

3°- En 1918, assistant au banquet de la Libre Pensée à Auchel (Pas-de-Calais), le président après l'éclatement proche d'un obus, dit : « Quelle belle affaire ça ferait pour le curé s'il en tombait un sur nous (un obus) : il pourrait dire que Dieu nous a punis. Le lendemain, nous voyions sur les journaux que dans cette même nuit du Vendredi Saint, 75 fidèles avaient été tués dans une église de Paris. Que penser d'un Dieu qui massacre ses fidèles dans une église à 80 km du front, et qui préserve les libres penseurs d'Auchel, banquetant à quelques kilomètres des lignes de feu, pour protester contre les croyances religieuses ?.

Roger Huron

Il quitte les jeunesses catholiques pour la Libre Pensée en 1959.

Il précise son cheminement dans une lettre à Jean Rostand, le 10 juin 1976 (ci-dessous).

Cher Monsieur,

En raison de plusieurs événements actuels, je me permets de vous écrire.

Peu après la mort d'André Lorulot, mes camarades de Seine-et-Oise me demandèrent d'assumer les responsabilités de la Fédération départementale.

L'impulsion que cet homme avait donné à la petite fédération départementale apparut alors plus nettement après sa mort, notamment dans nos rapports avec les autres fédérations. Nous étions la fédération pacifiste, humaniste, respectant tous les hommes quelles que soient leurs opinions, mais voulant discuter de ces opinions sans aucune barrière, ni censure.

Je voudrais expliquer, succinctement, comment je suis venu à la Libre Pensée : Je peux dire qu'un membre de votre famille m'y a aidé.

Je faisais partie d'un groupe de jeunes catholiques dirigé par un prêtre. Cet homme avait été aumônier à Verdun. Chaque fois que des soldats montaient aux tranchées, cet ecclésiastique était en butte aux sarcasmes des hommes, car il restait à l'arrière. Issu d'une famille lorraine, il supportait mal cette situation

-VII- COMMENT ONT-ILS REJOINT LA LIBRE PENSÉE ORGANISÉE ?

et il réussit à l'insu des officiers, à se joindre à ses camarades. Hélas l'attaque fut lancée dès leur arrivée et elle fut très meurtrière. Les quelques rescapés qui revinrent dans la tranchée firent remarquer la situation dangereuse de l'aumônier, sans arme. « Il faut que tu récupères le sac de grenades, à côté du macchabé, juste devant la tranchée et on te montrera comment ça marche... ». En effet la contre-attaque ne se fit pas attendre et c'est à coup de grenades que les rescapés défendirent leur position. Cet homme était obsédé par la guerre et quand il racontait cet épisode de la tragédie de Verdun, il terminait toujours par : « Et moi, prêtre, j'ai peut-être tué des hommes ». Cette horreur, il nous l'avait communiquée, vous voulions faire quelque chose. Nous décidâmes de passer le film « *L'homme que j'ai tué* » dans le cinéma de Choisy-le-Roi. Entre les séquences, des poèmes étaient magnifiquement dits par... Rosemonde Gérard. Ce fut une très belle réunion, mais j'ai gardé un souvenir attristé de la suite, puisque l'abbé fut déplacé sur ordre de l'évêque... pour avoir encouragé cette action pacifique. Le doute installé en moi aboutit quelques années après, à l'abandon de toute croyance.

Pour en revenir aux événements récents, c'est d'abord la parution de trois livres dont je voulais parler. Ces trois livres écrits par trois scientifiques français, et qui viennent de paraître presque simultanément, soutiennent la même thèse :

Je suis scientifique, mais cela ne m'empêche pas de croire en Jésus-Christ, bien sûr, chacun avec des nuances différentes. Mais pour « démontrer » leur foi tous les trois donnent une vision du monde sans croyance, inadmissible et parfois injurieuse pour les non chrétiens.

Jean Fourastié, avec beaucoup de modestie, il est vrai, explique sa position mais affirme : « Des croyances surréelles restent nécessaire à l'homme » (page 252).

Louis Leprince-Ringuet dans son livre (où la modestie est rare) affirme : « Notre civilisation a un très urgent besoin d'écouter ce message (celui du Christ) et de s'en pénétrer, sinon elle va vers un matérialisme accru, vers diverses formes de totalitarismes, même au travers des partis et des doctrines et finalement vers une dégénérescence... » (page 273).

Rémy Chauvin, prétend que pour les athées « l'univers est rigoureusement dépourvu d'intérêts » et il affirme plus loin « l'athée use inconsciemment de multiples substituts pour oublier la nature totalement invivable de sa conclusion ».

Voilà trois personnes honorablement connues, qui pour justifier leur foi essaient de le faire par opposition à ceux qui n'ont pas la foi, dont ils prétendent qu'ils sont dans un monde invivable... etc. Comment ces hommes qui, dans leurs activités scientifiques, utilisent avec perfection la méthode scientifique, peuvent-ils juger la situation d'autres hommes puisqu'aucun d'eux ne connaît cette situation et qu'ils ne l'ont sûrement pas expérimentée puisqu'ils sont issus de famille bien-pensante...

Un autre événement récent, la mort de Jacques Monod (1910-1976). J'en pro-

fite pour constater que Jean Fourastié et Rémy Chauvin citent dans leurs livres cet autre scientifique, mais que Rémy Chauvin se montre encore là d'une objectivité tout approchée... Il affirme que pour « Monod..., à cause d'a priori scientifique, la vie est un phénomène si rare qu'il n'a pu survenir qu'ici... (Il s'agit de la Terre).

J'ai relu « *Le Hasard et la Nécessité* » (de Jacques Monod – 1970), je n'ai pas retrouvé cette affirmation. Que le biologiste Monod en expliquant sa philosophie ait déclenché toutes les critiques du monde entier, cela est vrai, mais comment juger la méthode d'un scientifique pour critiquer un autre scientifique ?

Contrairement aux affirmations de ces personnalités, pour nous incroyants, la vie est parfaitement supportable, même si elle est parfois très modeste chez nos camarades de Seine-et-Oise et il suffit d'assister à nos réunions pour participer à notre plaisir et à notre désir de vivre. Une simple promenade en forêt, même par n'importe quel temps nous montre les beautés de la nature. Je serais tenté de croire que ceux qui ne voient pas la vie comme nous sont aveuglés par leur croyance, mais cela est une hypothèse car je ferais ici ce que je reproche aux autres. J'aime la promenade en solitaire en haute montagne, loin de tout et de tous pour admirer seul la nature, mais je ne redoute pas l'homme et je goûte toutes ses créations, musique, chant, peinture, sculpture, etc. et même les créations urbaines, parfois certains ensembles de béton ont un cachet remarquable.

Par contre, tout ce qui entrave la vie de l'homme ou tend à la supprimer me hérisse, les armes, les guerres et celles d'aujourd'hui doivent beaucoup aux religions... J'espère que vous voudrez bien excuser la longueur de cette lettre.

Notre Congrès Départemental a lieu le dimanche vingt-sept juin, je serais heureux si vous nous faisiez l'honneur de répondre à cette lettre.

Je vous demande d'accepter mes très respectueuses salutations. »

Roger Huron

-VIII- Les sépultures libres penseuses : des manifestes post-mortem

Tandis que les sépultures catholiques exhibent leurs croix, les sépultures des « mécréants » sont souvent discrètes. Elles se signalent quelquefois par des signes particuliers : pensées ou inscriptions gravées dans la pierre.

De tels signes témoignent de la volonté des libres penseurs de continuer, post-mortem, leur combat contre la « pieuvre cléricale ».

À Mantes, à Palaiseau, à Maincourt, à Gressey, à Orsay, au Mesnil-Saint-Denis, à La Ferté-Alais, à Brunoy... de tels témoignages ont résisté aux injures du temps et pérennisent cette volonté.

Le cimetière de Mantes présente encore un ensemble de monuments funéraires évoquant la Libre Pensée de manière ostensible :

- Tombe d'Auguste Goust (1859-1949) maire honoraire de Mantes-Gassicourt, syndicaliste des chemins de fer, franc-maçon, député de 1914 à 1928.
- Tombe et monument d'Augustin Serre.

Daniel Perron rapporte l'hommage posthume rendu à Augustin Serre dit Mathieu, décédé le 3 juillet 1899, lors de l'inauguration sur sa tombe d'un monument rappelant son souvenir le 8 juillet 1900.

Augustin Serre était honoré par les loges maçonniques, les groupes de Libre Pensée, les Comités Républicains de la région et par ses amis. « Il faut que la réaction, qui relève la tête, sache qu'elle a devant elle un parti bien décidé à défendre la République et la Libre Pensée. Les francs-maçons et les Libres Penseurs, arborant insignes et bannières se groupèrent autour du monument. Il y eut deux discours, celui de l'Orateur de la Loge et celui du Président de la Libre Pensée, pour honorer le défunt « un Franc-Maçon, un Libre Penseur, un Républicain, et un brave homme ».

Cette cérémonie fut l'occasion de dénoncer « la pieuvre cléricale » (elle envahit l'armée, la magistrature, l'administration, les arts, la presse, la finance, les sciences...), à laquelle sont associés les nobles de fraîche date, les nationalistes, les nouveaux riches...

Lucien Buard « père » du patronage laïque de Mantes est honoré par un monument à l'entrée du cimetière à l'initiative du conseil municipal : Libre Penseur, franc-maçon, membre de la Ligue des droits de l'Homme.

Alphonse Lefevre luthier, franc-maçon, Libre Penseur, conseiller municipal, dispose d'une stèle avec une pensée.

Maurice Martin, de la Fédération des Yvelines, signale les tombes de familles réputées libres penseuses : les Deshumeurs (Albert 1882-1963, Rose 1887-1968, Marcel 1911-1936), les Hazard-Petet (Eugène 1868-1920, Léontine, son épouse 1870-1940, Thérèse, une enfant mort-née en 1895), les Marigaux (Germaine née Perrec 1891-1923, Lucienne née Trechoux 1849-1905) et Charlotte Martin (1900-1924).

Au cimetière de Palaiseau, comme à celui de Mantes, des tombes libres penseuses sont situées ostensiblement à l'entrée du cimetière : celle de Louis Lemerle, en marbre blanc, présente l'inscription « Libre Pensée de Palaiseau », dans l'allée centrale, celle de la famille Muret, dont faisait partie Louis Cyprien Muret, la grande figure municipale, franc-maçon et Libre Penseur sans laquelle « rien ne se faisait dans le canton ». La sépulture de la famille Crétel est ornée d'un cippe – (Victor, Louis et Henri Crétel). On y trouve encore celle de deux édiles municipaux : celle de E. Taphalechat, Libre Penseur, conseiller municipal 1904-1927- adjoint au maire, secrétaire de la société de Libre Pensée et celle d'Auguste Durand, cordonnier, pompier, conseiller municipal dès 1904, mort en septembre 1907. Libre Penseur, il fut délégué au Congrès de Paris de la FFLP (1901). Sur sa tombe figure la pensée emblématique surmontée de l'inscription « la Libre Pensée de Palaiseau, au citoyen Auguste Durand ».

Durand, Muret, Taphaléchat, Collet, Renard, Lemerle et Crétel ont vertébré la vie municipale et cantonale au compte de la Libre Pensée ; ils ont voté la démolition de la croix centrale du cimetière en 1904.

À Orsay, Camille Tourillon, décédé en 1921, à 55 ans, honoré de la Société de Libre Pensée de Palaiseau est enterré près de l'allée principale. Une pensée est gravée sur la plaque, comme sur la tombe de ses « frères » en loge de Palaiseau.

Au Mesnil-Saint-Denis, Théophile Crosse et son épouse s'affirment, par deux stèles jumelles, fièrement libres penseurs au milieu d'une forêt de croix.

À La Ferté-Alais, la tombe d'Hippolyte Lesage, maire de La Ferté de 1863 à 1870, est ornée de la pensée emblématique. Elle est proche de celle du penseur libre Maxime Lisbonne, le « D'Artagnan de la Commune » selon Marcel Cerf, un compagnon de route des Libres Penseurs à Montmartre avant de finir ses jours à La Ferté-Alais.

À Argenteuil, Louis Varenne, Libre penseur et franc-maçon est inhumé dans une tombe avec obélisque.

À Brunoy, Jean-Nicolas Moreau repose dans une concession perpétuelle depuis 1891, date de son décès à 83 ans. Sa tombe est marquée par une belle céramique composée de 15 pensées sous l'inscription Libre Pensée.

-VIII- LES SÉPULTURES LIBRES PENSEUSES

À Ville d'Avray, au cimetière avenue Thierry, repose Jean Rostand.

À Maincourt, dans le paisible cimetière attenant à l'église paroissiale, on peut trouver des stèles en grès gravées de pensées : celle de jeunes carriers libres penseurs, sans doute victimes de la tuberculose des carriers dont Jean Lerondeau, décédé à 27 ans en 1884, et Théophile Mesle, décédé à 28 ans en 1885.

À Gressey, la tombe d'Amandine Mary décédée le 10 juin 1906, femme d'Honoré Roger, « très bonne épouse et bonne mère » présente une stèle sur laquelle est gravée l'inscription « Libre Pensée ».

À Rochefort-en-Yvelines, la stèle de Jean-Baptiste Duvivier, décédé le 21 juin 1835, arbore une pensée gravée dans la pierre. Dans ce cimetière de nombreuses colonnes sans croix ont échappé à « l'étreinte cléricale ».

À Étampes, la mémoire d'Édouard Béliard Libre Penseur, franc-maçon, peintre, maire d'Étampes (1892-1900) est honorée par une colonnade à l'entrée du cimetière Saint-Gilles.

À Saint-Germain-en-Laye, on peut trouver trois tombes de Libres Penseurs :

- Lucien Le Foyer, tombe E74/75/76/77 de l'ancien cimetière.
- Gabriel de Mortillet, nouveau cimetière B-1-13.
- Louis Fournier, ancien cimetière MUR-MB-63.

À Versailles, Edgar Lynch est inhumé au cimetière des Gonards (Canton i, allée L, 18^e rangée à droite, tombe 16).

Au cimetière du Vésinet, repose Jean, Marie, Félix Leclerc de Pulligny, franc-maçon, polytechnicien rationaliste anticlérical, Libre penseur, membre de l'Union des Libres Penseurs et Libres Croyants pour la culture morale. Traducteur de *Le monde sans Dieu* de M. Mangassarian.

Des figures éminentes de la Libre Pensée de Seine-et-Oise reposent en dehors de la Seine-et-Oise :

- André Lorulot et Jeanne Lorulot, incinérés, ont été inhumés au columbarium du Père Lachaise.
- Maria Deraismes repose au cimetière de Montmartre.
- Anne Feresse-Deraismes repose comme sa sœur Maria au cimetière de Montmartre.
- Sébastien Faure à Royan, près du caveau des Libres Penseurs.

- Émile Zola et Victor Schoelcher au Panthéon, le premier depuis 1908, le second depuis 1949.
- Amédée Thalamas à Luzillat (Puy-de-Dôme).
- Gustave Hubbard au cimetière Montparnasse ainsi qu'Edmond Duval qui fut maire Libre penseur de Saint-Germain-en-Laye.

Combien de sépultures libres penseuses ne sont-elles plus identifiables ou localisables, notamment dans les communes du Hurepoix où les enterrements civils étaient souvent majoritaires.

Une trentaine de Libres Penseurs avérés ont été inhumés à Fontenay-lès-Briis, à Briis-sous-Forges, à Limours, à Saint-Chéron, à Vaugrigneuse, à Angervilliers, à Pecqueuse, à Dourdan, à Souzy-la-Briche, à Gometz, aux Molières.

À Fontenay-lès-Briis ont dû exister (ou existent encore ?) les sépultures de la famille Berail, de Jules-Henri Ranc, l'ancien maire, de Connois le bedeau qui a eu, à sa demande, des « obsèques sans calotins » ou encore du cantonnier Meunier.

Dans les communes de Rueil, Versailles, Corbeil, Pontoise, Montesson, Montgeron, Persan, Sèvres, Savigny-sur-Orge, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le-Roi, Juziers ou Triel, l'essentiel des recherches reste encore à effectuer en toute urgence : laisser leurs tombes à l'abandon ne serait-ce pas faire subir une deuxième mort à ces vaillants combattants contre la « pieuvre cléricale » après des « obsèques sans calotins ».

-IX- Les hauts et les bas du fédéralisme libre penseur en Seine-et-Oise

Autant on peut suivre à la trace la Fédération à partir de 1920 et plus particulièrement de 1947 à 1963, autant sont rares, imprécises et discontinues les données qui éclaireraient les périodes précédentes, particulièrement celles qui couvrent les années 1880-1914.

La perte déjà évoquée des registres nominatifs, des testaments, des archives Maille et Miramont et des comptes-rendus des instances n'est pas la seule responsable. Les silences qui marquent la première période semblent aussi le produit des réticences persistantes des sociétés à choisir entre la FFLP et l'ANLP à partir de 1902 et de s'en tenir à leur repli sur le canton, expression de la persistance de l'« esprit de clocher¹ » plus vivace en Seine-et-Oise que dans d'autres départements.

En Seine-et-Marne, le regroupement des sociétés au sein d'une fédération fut plus précoce qu'en Seine-et-Oise. Un congrès « fédéral » se tint à La Ferté-Gaucher dès 1904. Sans lendemain semble-t-il puisqu'un congrès fédéral se tint l'année suivante à Brie-Comte-Robert « afin de se compter et d'organiser une fédération départementale ». 20 sociétés ont répondu à l'appel des groupes de Brie et de Torcy.

Dès 1887, l'idée de fédérer les sociétés de Seine-et-Oise y était aussi dans l'air² puisque Maurice Vergoin, député radical, franc-maçon est présenté alors comme « président de la Fédération de Seine-et-Oise. De quoi s'agit-il ? Président d'une fédération avec trésorier, secrétaire et commission exécutive ? ou président conjoncturel des assemblées départementales de la Libre Pensée ? Notons qu'il n'était pas dans les gènes d'une telle fédération d'avoir un président fédéral puisqu'il faut attendre 1947 et l'élection à cette fonction devenue statutaire d'André Lorulot.

Des données tirées de la biographie de Maria Deraismes fournissent un faisceau de faits permettant d'esquisser des réponses à ces questions. (*Ibid.* chap. II)

Le 13 octobre 1895, il n'est pas fait état d'une intervention fédérale à l'occasion de l'inauguration de son buste à Pontoise, rue Vieille de l'Hermitage. Gustave Adolphe Hubbard n'a pas fait allusion à une quelconque fédération de Seine-et-Oise dans son discours (il a seulement parlé au nom de la FFLP dont

1. *L'esprit de clocher* – Pierre Lévêque – *Idée Libre* n° 38 (août 1967)

2. G. Geslin *La Libre Pensée dans le Vauchuse* consultable à l'IREL.

L. Perouas *Limoges, une capitale régionale de la Libre Pensée à l'orée du xx^e siècle* - Annales du midi-1979, page 169 ainsi que les travaux de P. Bernard *3/4 de siècle de présence de la Libre Pensée en Drôme-Ardèche* (I.L. sept. oct. 1987) et *La Libre Pensée en Ariège*, d'O. Nouet, consultables à l'IREL.

il était alors le secrétaire général). Les comptes-rendus de la mobilisation nationale du 13 mai 1903 sont muets sur l'implication d'une fédération de Seine-et-Oise. Il en est de même à l'occasion de l'appel à tous les libres penseurs à se retrouver à Montgeron le 12 juin 1903 pour y contrer les « processionnards » le jour de la Fête-Dieu.

En l'état actuel des faits connus, on ne peut rien conclure. H. Rebins et L. Ré de Sèvres furent membres du Conseil Central de la FFLP à cette époque ainsi que E. Chemineau, Le Marchand et Aurèche de Villeneuve-Saint-Georges.

L'horizontalité restait la règle ainsi que l'adhésion directe ou individuelle aux Congrès et aux initiatives nationales.

Au congrès national de Paris de l'ANLP, en 1903, 13 sociétés de Seine-et-Oise ont adhéré. Elles furent représentées – en partie par des responsables nationaux – V. Charbonnel ou H. Berenger. Les sociétés de Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Corbeil, Étampes, Palaiseau, Soisy-sur-École, Sucy-en-Brie n'ont pas adhéré à ce congrès comme celles d'Épernon, de Vernon ou de Brie-Comte-Robert. (*La Raison* du 20 décembre 1903).

L'heure n'était pas encore venue de choisir en Seine-et-Oise comme ailleurs puisque le seul regroupement de sociétés adhérentes en 1905 fut la fédération régionale des groupes de Libre Pensée de la Franche-Comté conduits par les députés Beauquier et Dumont.

Tout semble changer à partir de 1905.

En décembre 1905, sur la lancée des Congrès Internationaux de la L.P. de Genève (1902), Rome (1904) et de Paris (1905), la société de Libre Pensée de Mantes lance un appel pour la constitution d'une fédération des groupes de Libres Penseurs de Seine-et-Oise.

Le 27 octobre 1907, une fédération de Seine-et-Oise est dite « inaugurée ». Elle est représentée au 5^e congrès national de l'ANLP du 1 au 3 novembre à Paris. Une assemblée générale de cette fédération dont le secrétaire général est Paupy se tient le 17 novembre.

L'existence de la FFLP – section française de la LPI – à la suite de la FFLP qui s'est maintenue à partir de 1901, en parallèle avec l'ANLP-F et *La Raison* poussait encore des sociétés à poursuivre le repli sur leurs cantons : on ne comptait que 15 groupes fédérés en 1904. La majorité des groupes choisissait l'autonomie.

On ne sait encore rien sur le secrétaire élu à cette occasion, le citoyen Paupy, ni sur les groupes fédérés de 1904 à 1907, déclarés ou non. Gustave Hubbard alors secrétaire général de l'ANLP-F et les citoyens Émile Moreau et Rol de Pontoise sont présentés comme ceux qui ont œuvré en 1909 et 1910 pour constituer une « fédération puissante et vivante ».

-IX- LES HAUTS ET LES BAS DU FÉDÉRALISME LIBRE PENSEUR

La carte d'adhésion de Charles Neveu à l'ANLPF, en mai 1910 n'est visée que par le trésorier national et par Charles Beauquier, le président. Pas encore d'échelon fédéral, ce qui porte à penser que la structure fédérale mise en place en 1907 est encore simple et légère. Elle a pourtant existé puisque le 17 novembre 1907 se tient une Assemblée Générale d'une Fédération dite Départementale de Seine-et-Oise, assemblée qui tient lieu de Congrès fédéral annuel.

Le 20 avril 1911, la *Dépêche* de Seine-et-Oise a annoncé que la « Libre Pensée de Seine-et-Oise (sans préciser s'il s'agit de l'Assemblée des sociétés ou de la fédération) a voté une motion de félicitation à la Chambre des députés pour avoir adopté la motion Sembat visant à « la limitation progressive et simultanée des armements ».

Le 25 avril 1912, *L'Écho de Versailles* rapporte qu'à l'initiative du groupe « Science et Raison » de Versailles s'est tenue une réunion pour « réorganiser la fédération de Seine-et-Oise ». Le 20 août, la réunion se tient : 80 participants. Le rapporteur est Gustave Hubbard. À l'unanimité, les présents votent pour la reconstruction de la fédération de Seine-et-Oise après une période de fusion entre la Seine et la Seine-et-Oise qui fut caractérisée comme « une faute ». Le fédéralisme a le vent en poupe.

Le 3 novembre 1912, la reconstruction est effectuée au Congrès fédéral à Paris, présidé par Edgar Lynch, de Versailles. Les rapporteurs sont Gustave Hubbard et H.E. Breton, de Villeneuve-Saint-Georges, Paul Hilaire et Firmin Villard, de Versailles.

Un bureau provisoire est élu : secrétaire général (Edgar Lynch), secrétaire adjoint (Firmin Villard), trésorier (Paul Hilaire). La Commission de Contrôle est composée de H.E. Breton, d'Albert Leyge (Persan), Louis Roger (Deuil).

Une assemblée générale trimestrielle est prévue dans les statuts : la première assemblée est prévue pour le 28 décembre 1912. La réunification réalisée au Congrès national de Lille (ANLP, FNLP, Cercles Pontviane) a dû contribuer à balayer des réticences de sociétés qui étaient restées à l'écart des précédentes tentatives, comme en témoigne la composition du bureau définitif élu en décembre 1913.

En août 1913, le congrès fédéral se réunit à Versailles. Il a été présidé par Georges Russacq, secrétaire général-adjoint de l'ANLP. Une soixantaine de délégués venus de tous les secteurs du département s'y retrouvent « emportés par le vent de l'union réalisée ».

Le 28 décembre 1913 se tient l'Assemblée générale statutaire. « Un succès sans précédent » à nouveau.

Une Commission Exécutive est élue pour 3 ans, par tiers renouvelable.

Le bureau fédéral est constitué ainsi :

Secrétaire général : Edgar Lynch de Versailles, directeur d'école.

Secrétaire adjoint : Émile Moreau de Pontoise.

Trésorier général : Paul Hilaire de Versailles (un cordonnier, trésorier du groupe « Science et Raison »).

Trésorier-adjoint : Charles Stanislas Neveu d'Arpajon, un instituteur alors conseiller municipal à Brétigny.

D'autres membres sans attribution précise font partie de ce bureau :

Albert Leyge, maire-adjoint socialiste de Persan.

Le citoyen Guillot, de Villeneuve-Saint-Georges.

Louis Roger, de Deuil-La-Barre, Margency.

Le citoyen Bourdon de Montlhéry.

Le citoyen Nede, de Limeil-Brévannes.

Les sociétés de Limeil-Brévannes, d'Arpajon, de Montlhéry et de Pontoise sont entrées au bureau. Celles de Mantes, RUEIL, Saint-Germain-en-Laye, Étampes, Palaiseau, Argenteuil-Bezons, celles du Hurepoix, de Meulan-Juziers, Maule, Triel, Poissy ou encore celles du canton du Raincy ne sont pas encore représentées dans ce nouveau bureau fédéral. Le sont-elles à la Commission Exécutive Fédérale ? À cette étape, la vie de la fédération semble encore dépendre des sociétés de Versailles et de Pontoise et son utilité n'est pas reconnue par tous.

À cette « vieille garde » se sont joints :

J. Michelin de Montesson, Ringot du Blanc-Mesnil, Nigon à Bougival, Farnault à Corbeil, Monique Auboin à Deuil-La-Barre, Marcel Dubourg à Élan-court, Tatin à La Celle-Saint-Cloud, Marandon à Meudon-Bellevue, Roul-Stanley à Rosny-sur-Seine, Le Guennec à Saint-Gratien, Lallement à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Dervez à Sucy-en-Brie, Claudio Barcelo à Vernouillet, Thomas à Villiers-Adam.

Ont disparu du maillage, les sociétés du Hurepoix, ainsi que celles d'Étampes, de Pussay et de Dourdan, celles d'Arpajon et de Montlhéry qui ne se sont pas relevées en 1932, des sociétés dynamiques avant-guerre comme RUEIL, Palaiseau, Pontoise, Mantes, Meulan, Triel, Poissy, Soisy-sur-École une des plus anciennes qui rayonnait en Seine-et-Marne, disparues aussi Montmorency, Écouen, Persan, L'Isle-Adam, Aulnay-sous-Bois. Combien parmi les sociétés recensées n'étaient plus que des coquilles vides ? Combien de sociétés non recensées étaient jumelées avec des sociétés recensées dans le Mantois, autour de Villiers-Adam, autour d'Ermont ou de Montgeron ?

Absents du congrès national de 1905, les Libres Penseurs de Mantes, qui avaient pourtant lancé l'appel dès 1905, ne sont pas représentés au bureau fédéral.

-IX- LES HAUTS ET LES BAS DU FÉDÉRALISME LIBRE PENSEUR

Il se peut que les sociétés liées à Rueil et à Saint-Germain-en-Laye aient considéré que leurs relations au sein de la Ligue des Cérémonies Civiles ou leurs liens directs avec une Fédération nationale suffisaient, ce qui expliquerait leur absence à cette instance fédérale intermédiaire (peut-être avaient-elles tout simplement le souci de ne pas alourdir leurs cotisations par une part fédérale ?).

Finalement, en 1913, « le vent de l'union » et le « fédéralisme » semblent quand même l'emporter en Seine-et-Oise grâce à Gustave Hubbard et aux élus de décembre 1913.

La première « remontada » puis la seconde, dès 1945 ont confirmé la prééminence de l'orientation favorable à la fédération des sociétés de Libre Pensée à l'échelle de la Seine-et-Oise, une fédération séparée de celle de la Seine.

Autant dire qu'en l'état de nos connaissances, il est encore difficile de mesurer la place du fédéralisme, de ses hauts et des ses bas, des premiers pas de la Libre Pensée à Mézy à la mort de son « dirigeant éponyme » André Lorulot, en 1963³.

3. 25 sociétés sont recensées par le trésorier fédéral adjoint, Didier Pingenet, en 1965 avant son adhésion à la fédération de la Seine, Roger Huron était le nouveau président fédéral et André Deslandes, le trésorier fédéral. Combien étaient-elles en 1963 ?

La moitié des Libres Penseurs considérés comme responsables de sociétés par Didier Pingenet l'ont été du vivant d'André Lorulot de 1945 à 1963 :

Fernand Tomasi à Brunoy (trésorier national 1960-1970)

André Maille à Ermont, aux côtés d'André Lorulot depuis 1930

Madame Lorulot à Herblay

Ciron à Houilles

Adolphe Béhuret à Montesson

Robert Chandelier à Montgeron-Crosnes ainsi que Georges Langumier et C. Landelier

G. Pertuisot – du groupe Voltaire – de Neuilly-sur-Marne, membre du comité fédéral dès 1949

Suzanne Beulaguet à Saint-Germain-en-Laye

René Thiercelin à Savigny-sur-Orge, libre penseur depuis 1951

André Dagorn à Sèvres, membre du comité fédéral en 1951

François Miramont, secrétaire du groupe de Versailles (1950-1964) et André Prudhommeaux, secrétaire vice-président puis président du groupe de Versailles

Buhler à Villeneuve-Saint-Georges.

-X- 1880-1889 : les rapides progrès de la Libre Pensée opérative en Seine-et-Oise pour « le triomphe de la raison, de la science et de la liberté de conscience »

De la fondation de la FILP à Bruxelles en 1880¹ à son 6^e congrès international à Paris, en 1889, les Libres Penseurs ont le vent en poupe particulièrement dans les arrondissements de Versailles et de Pontoise. Des sociétés sont constituées dans 18 cantons sur 37. Plusieurs sociétés cantonales sont relayées par des regroupements à rayonnements plus limités : la société de Saint-Germain-en-Laye par celles du Pecq et de Maisons, la société de Marly-le-Roi par celles de Poissy, de Rueil et de Bougival, la société de Montmorency par celles d'Ermont, de Deuil et de Saint-Leu-Napoléon, celle d'Arpajon par celle de Montlhéry.

Y eut-il des sociétés de Seine-et-Oise parmi les 207 sociétés signalées au congrès anticlérical de Lyon en 1884 ?

Dans les cantons de Meulan, de Longjumeau, de L'Isle-Adam, de Dourdan et de Limours, les Libres Penseurs ne sont pas encore gagnés à la fièvre opérative. Faute de données, il n'est pas possible de mesurer le pouvoir d'attraction des sociétés actives situées à la périphérie du département à Briec-Comte-Robert, à Fontainebleau-Avron, à Épernon, à Vernon ou dans le département de la Seine.

Les Libres Penseurs de Soisy-sur-École ont constitué une société avec des adhérents de communes voisines relevant de la Seine-et-Oise (Soisy, Saint-Germain-sur-École, Dannemois) et de la Seine-et-Marne (Saint-Fargeau, Pringy, Saint-Sauveur-sur-École, Fleury-en-Bière, Saint-Martin-en-Bière et Cély).

De 1881 à 1889 : de 4 sociétés à 26, voire à 32 sociétés

- En 1880, la fièvre opérative gagne 4 cantons, ceux de Rueil, d'Arpajon, d'Argenteuil (sociétés déclarées en préfecture), et de Saint-Germain-en-Laye, puis Croissy Le Pecq non déclarées en préfecture.
- En 1881, l'Union Démocratique de Libres Penseurs de Maisons puis Sartrouville, Noisy-le-Grand, Corbeil et Bougival.
- En 1882, viennent Carrières-Saint-Denis, Sèvres, Montmorency et Montlhéry.

1. Fondateurs: D. A. Benett (États-Unis), Giovanni Bovio (Italie), Charles Bradlaugh (Angleterre), Roman Chiès (Espagne), César Depaepe (Belgique), Wilhelm Liebknecht (Allemagne), Jacob Moleschot (Italie), Charles Renouvier et Clémence Royer (France), Herbert Spencer (Angleterre).

In Bulletin officiel de l'UFLP - 15 février 1902, et dans *Les Libres Penseurs et leurs Internationales*, ibidem, Louis Couturier.

- En 1883, les autorisations préfectorales sont accordées à Mantes, à Versailles pour la Pensée Libre, à Pontoise (« les Amis du Peuple ») et à Palaiseau.
- En 1884, vient Soisy-sur-École et ses environs.
- En 1885, viennent le groupe La Barre de Saint-Leu ex Saint-Leu-Napoléon, Étampes, Écouen et Sucy-en-Brie.
- En 1886, Montmorency, Ermont.
- En 1888, Deuil et à nouveau Arpajon (Arpajon intra-muros ?).

Ces éléments chronologiques ne sont qu'indicatifs.

Les années de constitution des sociétés, de leur déclaration en préfecture et celles de l'autorisation préfectorale ne coïncident pas toujours. La source principale reste les Annuaires de Seine-et-Oise qui se réfèrent aux dates des autorisations préfectorales. Les Annuaires ne tiennent pas compte de sociétés non déclarées (Saint-Cyr-l'École, Saint-Germain-en-Laye, Noisy-le-Grand, Sucy-en-Brie, voire Franconville... Et a fortiori des sociétés périphériques influentes en Seine-et-Oise, comme Brie-Comte-Robert ou Épernon par exemple.

Une synthèse provisoire reste cependant plausible du maillage libre penseur en 1889, à partir de ces données partielles et approximatives.

- Dans l'arrondissement de Versailles, il couvre, en 1889, les trois cantons de Versailles, ceux d'Argenteuil, de Sèvres, de Palaiseau et de Marly-le-Roi. Le canton de Meulan reste en dehors.
- Dans l'arrondissement de Pontoise, il couvre les cantons de Pontoise, d'Écouen, de Montmorency et du Raincy.
- Dans l'arrondissement de Corbeil, il couvre ceux de Corbeil et de Boissy-Saint-Léger.
- Un seul canton - celui de Mantes - pour cet arrondissement.
- Pour celui d'Étampes, les cantons d'Étampes et de Milly-la-Forêt sont concernés par ce mouvement.

Malgré l'existence avérée de Libres Penseurs à Maincourt parmi les carriés, à Gressey, à Villiers-Saint-Frédéric et à Briis-sous-Forges, il n'est pas question de sociétés déclarées ou non déclarées dans les cantons de l'arrondissement de Rambouillet.

Déclarées ou non déclarées, les 32 sociétés connues étaient encore loin de regrouper tous les libres penseurs du département.

Que savons-nous de ces libres penseurs ?

Somme toute peu de choses, faute de registres nominatifs.

La société de Libre Pensée de Brie-Comte-Robert, limitrophe, comptait en 1888, 56 adhérents dont cinq femmes, le maire et deux conseillers municipaux.

- 20 % étaient propriétaires, rentiers ou entrepreneurs,
- 20 % étaient cultivateurs dont une forte proportion de rosieristes,
- 8 % dont la profession était liée aux métiers du vin,
- 20 % étaient des artisans,
- 20 % étaient des ouvriers ou manœuvres,
- 12 % divers tels que huissiers, receveurs, receveurs buralistes, voyageurs ou représentants de commerce, marchand forain ou marchand de vins.

En l'absence de registres d'admission, il est actuellement impossible de savoir si cette composition sociale se retrouve à Sucy-en-Brie, à Pontoise, à Montmorency, à Arpajon, à Versailles ou à Saint-Germain-en-Laye... ou si elle est propre à cette société de Brie-Comte-Robert ou si elle a évolué dans le temps (*ibidem* chap. VI).

Qu'en était-il dans les communes où l'on connaît des élus ouvertement libres penseurs ?

Qu'en était-il à Saint-Fargeau (Foucher, maire), à Forges-les-Bains (Loyement, conseiller municipal depuis 1885), à Fontenay-lès-Briis (Jules, Henri Ranc), au Pecq (Anatole, Paul Ray, maire de 1878 à 1883), à Briis-sous-Forge (les citoyens Paragot et Bardel étaient conseillers municipaux). À Saint-Germain-en-Laye, Gabriel de Mortillet fut maire (de 1881 à 1888). Il y a fait ôter la croix qui ornait la porte du cimetière. Il y a laïcisé des noms de rues : la rue neuve de l'Église devint la rue de la République, la rue des Ursulines devint la rue Voltaire.

À Étampes, Édouard Béliard, conseiller municipal en 1878, puis maire en 1888, laïcisa l'école des filles et créa la Caisse des écoles. On connaît un conseiller municipal président de la société de Libre Pensée en 1888, A. Vassor.

À cette liste on peut ajouter, le citoyen Blain, conseiller municipal au Vésinet et Maurice Berteaux, conseiller à Chatou en 1883.

Ainsi, dans deux des communes importantes (Saint-Germain-en-Laye et Étampes) les Libres Penseurs tenaient le haut du pavé et poussaient, sur le terrain local, à la mise en œuvre des lois républicaines (école publique, gratuite, obligatoire et laïque, laïcisation des cimetières, expulsion des Jésuites, laïci-

sation difficile des hôpitaux et des tribunaux, lois sur les sonneries de cloches et sur le port de la soutane...).

Les Libres Penseurs seine-et-oisiens pouvaient compter, en plus, sur quatre députés radicaux socialistes, franc-maçon, anticléricaux : Paul Barbe, Gabriel de Mortillet, Gustave-Adolphe Hubbard et Maurice Vergoin.

À partir de statuts déposés à Montigny-le-Bretonneux (AD 78) et à Chamarande (AD 91) il est possible de connaître les motivations des Libres penseurs de Corbeil, de Carrières-Saint-Denis et de Soisy-sur-École.

À Corbeil :

La Société a pour but :

- 1° de poursuivre par tous les moyens légaux la réalisation des lois laïques
- 2° de combattre les superstitions religieuses quelles qu'elles soient
- 3° de garantir à ses membres l'exécution de leurs volontés en ce qui concerne leurs obsèques civiles
- 4° d'organiser des cérémonies civiles à l'occasion des principaux actes de la vie
- 5° de venir en aide aux familles nécessiteuses, des sociétaires décédés, ainsi qu'à ceux de ses membres atteints par la maladie ou l'adversité.

Un règlement type :

Art. 1 – La Société des Adhérents de la Libre Pensée assure, lors du décès, un convoi civil uniforme à chacun de ses Membres. Il sera statué par la Commission sur les secours à accorder aux familles nécessiteuses.

Art. 2 – Aucun signe religieux d'un ordre quelconque ne devra être exposé à la maison mortuaire.

Art. 3 – Les Sociétaires sont priés d'assister aux convois et inhumations. Ils se réunissent au domicile du défunt un quart d'heure avant la levée du corps.

Art. 4 – Chaque Sociétaire est porteur, aux enterrements, de l'insigne et de l'immortelle que fournit la Société : aux mariages et autres cérémonies, de l'insigne seulement.

Art. 5 – Deux Membres de la Commission administrative devront veiller à la bonne tenue des assistants.

Art. 6 – Aussitôt le corps descendu dans la fosse, un Membre de la Société adresse, s'il y a lieu, les adieux au défunt, le discours terminé, chaque Sociétaire dépose son immortelle sur la tombe.

Art. 7 – En cas de cérémonie religieuse faite par surprise, les Sociétaires se rendront directement au cimetière pour rendre les hommages au défunt.

Art. 8 – Aussitôt le décès d'un des Membres de la Société, ses parents ou amis sont priés d'en faire part au Président et au Secrétaire de la Société. Des convocations seront envoyées à tous les Sociétaires.

Art. 9 – La Commission administrative se réunira de droit le premier lundi de chaque mois. En cas d'urgence, le Président, ou en son absence le Vice-Président, est chargé de réunir la Commission. Ces réunions ont lieu au siège social.

Art. 10 – Lorsqu'un Sociétaire changera de domicile, il devra en avertir le Secrétaire.

Art. 11 – L'exécution du présent est acceptée par tous les Sociétaires, qui devront en outre, veiller à la bonne tenue et au bon ordre de la Société.

Le Président Le Secrétaire

Bonnefon

E. Villemaire Fils.

Modèle de testament libre penseur :

Ceci est mon testament

Mon intention formelle étant des funérailles purement civiles, je prie M. X..., à son défaut M. Y..., ou M. Z..., ou même encore le Président et le Secrétaire de la Société de la Libre Pensée de Corbeil, que par la présente, je constitue mes exécuteurs testamentaires ad hoc, de veiller à la stricte exécution de ma dernière volonté.

Quels que soient les sentiments de ma famille ou de mes héritiers, je proteste contre toutes les tentatives qui pourraient être faites pour me faire enterrer avec le concours des ministres d'une religion quelle qu'elle soit, étant donné que je les répudie toutes, et tiens formellement à l'accomplissement ponctuel de cette disposition dernière.

J'entends et ordonne, en outre, que tous frais quelconques que l'accomplissement de cette dernière volonté et de ce mandat pourrait occasionner à celui qui me rendra ce dernier service, lui soient remboursés sur les plus clairs biens de ma succession.

Écrit et signé librement de ma main, dans la pleine et entière possession de mes facultés, pour servir ce que de droit.

À le.....

Le double de ces déclarations était fait sur un livre à souche, spécialement affecté à cet effet, et comme l'original, écrit, si cela est possible, de la main de d'adhérent.

Les mêmes principes et les mêmes buts ont inspiré les auteurs des statuts des sociétés de Carrières-Saint-Denis, de Soisy-sur-École et de Versailles.

À Carrières, il est précisé que « La Libre Pensée » est ouverte aux citoyens et citoyennes des communes voisines.

À Soisy-sur-École, les fondateurs de la Société de Libre Pensée insistent sur leur volonté de « lutter contre les envahissements du cléricanisme en combattant la superstition, l'ignorance, le fanatisme et en propageant la doctrine (*sic*) de la Libre Pensée, c'est-à-dire à faire triompher la raison, la science et la liberté de conscience »

Il en est de même pour les fondateurs de la société « Science et Raison » à Versailles.

À partir de ces quatre exemples, on peut se risquer à extrapoler des préoccupations communes aux 26, voire aux 32 sociétés constituées, en partie tirées des statuts types en circulation et en partie le reflet des discussions locales :

- L'attachement à la liberté de conscience et à la séparation de l'Église et de l'État
- Le respect de la volonté des défunts
- Les moyens d'action légaux contre les superstitions : l'instruction, la presse, les conférences, les banquets
- La solidarité².
- Et des « silences » communs concernant :
- La nécessité de défendre l'école laïque
- Les rapports avec les loges, avec les partis politiques
- L'antimilitarisme, le pacifisme, l'oppression coloniale
- Les droits des femmes

La nécessité de se fédérer (fédération départementale ou régionale ou FILP) n'apparaît que dans les statuts de Corbeil.

Les motivations majeures restent l'anticléricalisme, le respect de la volonté des défunts et la liberté de conscience.

2. Pierre Lévêque – (*Idée Libre* n° 33-27 août 1967) permet de recouper ces préoccupations seine-et-oisiennes avec celles des Libres Penseurs de cette époque :

Recueillir les testaments pour éviter les obsèques religieuses

Propagande anti-religieuse

Banquet gras du « vendredi dit saint »

Conférences anticléricales

Surveillance des agissements des cléricaux

Interventions auprès des autorités

Après la fondation de la FILP à Bruxelles en 1880, des congrès nationaux de Libres Penseurs se sont tenus à Paris en 1881, 1882, 1883 et 1889, à Lyon en 1884 sous l'égide de la Ligue Anticléricale.

-XI- 1890-1905 : la Libre Pensée de Seine-et-Oise unie pour la Séparation

La Libre Pensée poursuit son essor en Seine-et-Oise en s'engageant aux côtés des « séparatistes » contre les « concordataires » menés par l'évêque de Versailles, Pierre Goux. Elle est représentée au Conseil Central et aux congrès de la FFLP, par Hilaire, Cadoret, et Bevalet de Versailles, par L. Ré de Sèvres et par Aurèche de Villeneuve-Saint-Georges.

Elle se trouve aux côtés de la Ligue de l'Enseignement animée en Seine-et-Oise depuis 1898 par Léon Robelin, des loges maçonniques, de la Ligue des droits de l'Homme, des élus Radicaux-Socialistes (députés, maires, conseillers municipaux), des cercles républicains et des citoyens anticléricaux.

Elle accueille, à Versailles, Paule Minck, Léonie Rouzade, G.A. Hubbard, M. Berteaux et J.B. Schacre pour des conférences.

Elle était portée par le succès des congrès universels de la FILP (Bruxelles 1890-1895, Madrid 1892, Genève 1903, Rome 1904, Paris 1905) relayés par la fondation de la FFLP : à Paris en octobre 1890¹, par la publication de *La Raison* hebdomadaire en 1901, de *L'Action* quotidien en 1902, de *L'Anticlérical*, par la fondation de l'ANLPF en 1902, par les lanterniers (*La Lanterne*, quotidien anticlérical depuis 1877), par *Les Corbeaux*, hebdomadaire illustré en 1902, et par le *Journal de Seine-et-Oise* imprimé à Meulan-Hardricourt par Albert Maréchaux.

Elle était favorisée par le vote de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations que trois députés de Seine-et-Oise ont votée : Berteaux, Sembat et Aimard. (Ont voté contre : Amodru, Argeliès, Caraman, Gauthier de Clagny et Lebaudy. Absent : Cornudet).

On passe de 38 sociétés connues (22 déclarées) en 1890 à 56 (26 déclarées) en 1905. Ces 18 sociétés supplémentaires (cf. tableau page suivante) témoignent des progrès de la Libre Pensée « opérative » tout en ne précisant pas ce qu'il en est du point de vue des effectifs organisés.

Les Bulletins mensuels de la FFLP n° 1 (janvier 1890) et n° 9 (septembre 1890) indiquent des noms de fondateurs de sociétés de la FFLP en Seine-et-Oise : A. et Jeanne Gout, V. Bévalet à Versailles, L. Roger, Jumel et L. Grenet à Deuil et environs, Mode, L. Robert et M. Deraismes à Pontoise et environs, L. Drevet et Ch. Robin à Corbeil, Trouillet à Montmorency, Angély au Vésinet, Boyer et Bergery à Brévannes, sans préciser ceux de Saint-Leu-Taverny.

1. Les bulletins mensuels de correspondance des groupes et adhérents fédérés à partir de 1890, disponibles à l'IRELP et à la BNF, permettent de connaître les instances, les activités régionales et locales, les Assemblées Générales, et des personnalités libres penseuses souvent occultées.

LIBRE PENSÉE ET LIBRES PENSEURS EN SEINE-ET-OISE

Arrondissements	Cantons	Nouvelles sociétés connues créées de 1890 à 1905
Corbeil	Boissy-Saint-Léger	Limeil-Brévannes 1890, Villeneuve-Saint-Georges 1894
Mantes	Limay	Juziers 1901
Étampes	Méréville**	Pussay 1903
Rambouillet*	Dourdan N **	Saint-Chéron 1905, Dourdan 1905
	Dourdan S **	Orphin 1896
	Limours **	Limours 1905, Briis 1904
Pontoise	L'Isle-Adam **	L'Isle-Adam 1903, Persan-Beaumont 1903
	Luzarches **	Luzarches 1903
	Montmorency	Groslay 1903
	Le Raincy	Gagny 1903
Versailles	Meulan **	Meulan 1901, Maule 1904, Les Mureaux 1903
	Sèvres	Garches 1900

*Nouvel arrondissement dans la « toile d'araignée » de la Libre Pensée

** Nouveaux cantons dans cette toile

L'appel du Convent du Grand Orient de 1890 à former des sociétés de Libre Pensée a été entendu en Seine-et-Oise.

On trouve la trace de 16 sociétés et de 4 loges de Seine-et-Oise adhérentes au 12^e Congrès de la FFLP en décembre 1903 (bulletin n° 66 de la FFLP) et adhésions individuelles :

- Fiat Lux d'Herblay
- La LP de Maisons-Laffitte - Sartrouville
- La LP du canton de Sèvres
- La LP de L'Isle-Adam
- La LP de Persan-Beaumont et environs
- Le Groupe La Barre de Saint-Leu
- La LP de Montmorency
- La LP de Groslay
- La LP de Pontoise (Groupe Maria Deraismes)
- La LP de Gagny
- La LP du canton de Corbeil
- La LP de Limeil-Brévannes
- La LP de Mantes
- La LP d'Orphin/Épernon
- La LP de Garancières
- La LP de Pussay « Ni Dieu, ni Prêtres »

-XI- 1890-1905 : UNIE POUR LA SÉPARATION

Plus la loge « l'Espérance fraternelle » d'Argenteuil, le Cercle Républicain de Triel, la loge « les Amis de l'Humanité » de Meulan, la loge « les Amis du Peuple » de Pontoise, la loge « l'Étoile de l'Avenir » de Seine-et-Oise.

La liste des municipalités qui se sont prononcées pour la Séparation serait très instructive mais elle n'est pas encore connue.

Une autre approche est possible à partir des réunions citées dans *L'Action* relatives à la levée en masse du 17 mai 1903 ; sans conteste, une bonne journée pour les Libres Penseurs et pour tous les « séparatistes » !

Arrondissements (3)	Cantons (12)	Réunions citées dans <i>L'Action</i> (24)
Versailles	Versailles (3 cantons)	Versailles (groupe républicain)
	Argenteuil	Argenteuil, Sannois, Houilles, La Frette-Herblay, Montigny-lès-Cormeilles, Bezons
	Saint-Germain-en-Laye	Saint-Germain, Maisons-Laffitte/Sartrouville
	Meulan (loge)	Meulan, Chanteloup, Triel
	Sèvres	Sèvres
Pontoise	L'Isle-Adam	Beaumont - Persan
	Montmorency	Groslay, Saint-Leu Taverny
	Le Raincy	Le Raincy, Neuilly-Plaisance, Livry-Gargan
Corbeil	Corbeil	Villabé
	Boissy-Saint-Léger	Limeil-Brévannes, Villeneuve-Saint-Georges

Quelques remarques :

La liste publiée par *l'Action* et par Maurice Gelbard (dans *1905 !*, Syllepse Ed. p. 105-110 et sur www.eglise-etat.org) est loin d'être exhaustive.

Toutes les sociétés mobilisées n'ont pas jugé utile d'adresser un compte-rendu à *l'Action*.

Certaines ont pu se regrouper pour une initiative commune : Étampes avec Pithiviers, L'Isle-Adam, Écouen, Luzarches avec Persan-Beaumont, Soisy-sur-École avec Fontainebleau ou Corbeil-Villabé.

D'autres sociétés liées à la FFLP ont pu tenir à garder leurs distances avec l'ANLPPF comme celles de Mantes, de Pontoise, de Montmorency, d'Orphin-Épernon, de Garancières, ou de Deuil et environs.

Combien de citoyens de Mantes et de Bonnières se sont-ils retrouvés parmi les 600 qui ont écouté l'ex-trappistine Marie Murjas à Vernon ?

Les Libres Penseurs d'Arpajon et de Montlhéry n'apparaissent ni en mai, ni en décembre 1903.

À l'inverse, des sociétés absentes du Congrès de la FFLP à Paris en 1903 ont fait connaître leur participation au 17 mai 1903 : celles du canton d'Argenteuil, de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye.

Les 24 réunions évoquées par 56 sociétés connues ne seraient qu'une partie d'une mobilisation menée en parallèle par des Libres Penseurs de la FFLP, de l'ANLPF ou indépendants et « zappée » par d'autres.

Il serait sous doute très instructif de rapprocher ces données des participants (50 000 selon les Corbeaux) à la manifestation Dolet, à Paris, du 2 août 1903, de la liste des participants au banquet radical-socialiste de juillet 1905, de celles des conseils municipaux qui se sont prononcés pour la fin du Concordat et pour la Séparation pour encourager les députés séparatistes et gagner les hésitants ainsi que la part seine-et-oisienne des 8 à 9 000 000 cléricaux signataires contre le projet de Séparation ! et de celle des participants au Congrès anticlérical de la FILP à Paris.

Adhérents par arrondissements et cantons présent au Congrès international de Paris de 1905

Arrondissements	Cantons	Nombre d'inscrits
Versailles	9/10	37
Pontoise	6/8	19
Rambouillet	3/6	5
Corbeil, Étampes, Mantes	4/12	4
6	22/36	65

Parmi ces 65 participants, on peut en relever :

- 13 des deux cantons de Versailles dont Bévalet, Cadoret, Godfroy, Hilaire et Thalamas, et 4 de Chaville,
- 6 du canton d'Argenteuil dont 4 de Sannois,
- 6 du canton de Saint-Germain-en-Laye dont 4 du Vésinet avec Leclerc de Pulligny,
- 5 du canton de Montmorency dont Charles Grenet, une grande figure de la FFLP,
- 5 du canton de Meulan venus de Maule, Montainville et Nézel,
- 4 du canton de Pontoise dont 2 de Vigny, dans le Vexin.

À ces 39, il faut ajouter Aurèche, de Villeneuve-Saint-Georges, une autre grande figure de la FPLP, Leyge et Levasseur de Persan, L. C. Muret et Tourillon de Palaiseau, S. Faure de Rambouillet, quelqu'un de Garancières, du Raincy et d'Orphin, les députés Marcel Sembat et G. Hubbard.

Notons l'absence de M. Berteaux, d'adhérents de Sucy-en-Brie, de Soisy-sur-École, de Reuil, de Corbeil, de Monthléry et des sociétés du Hurepoix.

Autant de chiffres, peut-être approximatifs, qui traduisent à la fois les engagements dans la FPLP et la FILP et les réticences à dépasser l'horizon de son clocher.

Les archives consultées à l'IREL, les archives départementales du 91 et du 78 et celles de la bibliothèque municipale de Versailles permettent de mesurer les « positions » municipales alors occupées par des édiles Libres Penseurs.

À Étampes, le Libre Penseur Édouard Béliard fut maire de 1892 à 1900.

À Villiers-Saint-Frédéric (canton de Montfort-l'Amaury), Aristide Bouchez, fut maire de 1893 à 1898 après y avoir été 1^{er} adjoint.

À Corbeil, la grande figure libre penseuse, Charles Drezet fut maire de 1892 à 1900 et conseiller d'arrondissement (il est honoré par une rue Charles Drezet au centre-ville).

À Limeil-Brévannes, Bergerey fut maire de 1891 à 1894.

Dans l'arrondissement de Mantes, les édiles Libres Penseurs sont à l'œuvre : Auguste Goust, élu maire en 1908, y a été secondé par des conseillers Libres Penseurs et francs-maçons comme lui, dont les convictions libres penseuses sont affichées jusque sur des stèles au cimetière (Augustin Serre dit Mathieu, Alphonse Lefèvre ou encore Mallevre). (*ibid.* chap. VIII)

Émile Gilbert, élu maire-adjoint de Juziers en 1895, y fut maire de 1896 à 1911, et des Leviell y furent conseillers municipaux.

Marcel Sembat, fut conseiller municipal de Bonnières (1888-1896) et un conseiller général « Libre Penseur intrépide et convaincu ».

Dans les deux cantons de Dourdan et dans celui de Limours, la « Libre Pensée opérative » fleurissait : Jules-Honoré Ranc était maire de Fontenay-lès-Briis, Antoine-Thomas Goujar fut conseiller municipal à Dourdan de 1891 à 1904 ; Edmond Gaut fut conseiller municipal à Briis-sous-Forges puis maire-adjoint ; Loyement, décédé en 1905 après 25 ans comme conseiller municipal, puis maire-adjoint à Forges-les-Bains ; Danvillier fut conseiller municipal à Vaugrigneuse.

Dans l'arrondissement de Pontoise, la Libre Pensée est au cœur de la vie municipale à Persan et elle rayonne dans le Vexin et la Plaine de France grâce à Albert Leyge, un socialiste participant aux Congrès mondiaux de Rome et de Paris, conseiller municipal dès 1892 puis maire-adjoint de 1897 à 1916.

Dans le canton de Saint-Germain-en-Laye, à Chatou, les Libres Penseurs pouvaient compter sur Maurice Berteaux, maire de 1891 à 1911 (conseiller municipal dès 1888), député de la 1^{re} circonscription de Versailles (1893-1911), membre de la Commission Exécutive Nationale de l'ANLP. En 1902, il votera la Séparation le 3 juillet 1905 comme Jean-Baptiste Argeliès, le maire non Libre Penseur de Juvisy (1900-1911), député de la 2^e circonscription de Corbeil (1889-1910).

Au Pecq, l'ancien maire Anatole-Paul Ray, Libre Penseur et franc-maçon, maire démissionnaire en 1883 reste une référence jusqu'à son décès en 1899.

Aux Mureaux, Louis-Charles Mangeret, ancien adjoint au maire, est salué au nom des Libres Penseurs par Albert Maréchaux, le 6 décembre 1902.

À Croissy et au Vésinet, la Libre Pensée fut honorée lors des obsèques de Victor-Adolphe Rousseaux, maire de Croissy (1889-1892), « un vrai et sincère républicain », « un Libre Penseur fidèle à ses principes », « un combattant de 1830, de 1848 et de 1871 selon les propos de Maurice Berteaux lors de ses obsèques civiles.

La Libre Pensée était incontournable à Versailles. Vincent-Victor Caviale de l'école Jules Ferry, vénérable de la Loge, Libre Penseur fut conseiller municipal de 1892 à 1910, ainsi que Edmond Ferrary, conseiller municipal cité en 1895, en 1897, en 1900 et en 1904. Hubbard et Berteaux ont été présents aux fêtes données à Versailles en l'honneur de Lazare Hoche, notamment au 124^e anniversaire de sa naissance, le 26 juin 1892 et aux banquets (fondés en 1868), au concert, au feu d'artifice « pour l'union de tous les républicains contre le cléricanisme et la réaction ».

Dans cet arrondissement, d'autres cantons constituaient des foyers Libres Penseurs : à Rueil, le « foyer » Libre Penseur rayonnait autour d'A. Cuenne, maire en 1904 et de 1909 à 1910 ; à Bougival, ce rôle était tenu par Benjamin Guérand, conseiller municipal de 1900 à 1914 ; à Palaiseau, Louis-Cyprien Muret siégeait depuis 1873 comme conseiller municipal puis comme Conseiller Général. Rien ne pouvait se faire dans le canton sans L.C. Muret disait-on alors.

Bien qu'il ne soit pas connu comme Libre Penseur, Léon Robelin² fut comme les Libres Penseurs et les francs-maçons, à leurs côtés, un infatigable anticléricale contre l'ingérence des prêtres dans les affaires publiques et contre les prétentions de l'Église au pouvoir temporel.

Il a tenu 10 conférences pour la Séparation en un mois en décembre 1905 : à Crosnes, au Plessis-Tréville, à Chennevières-sur-Marne, à Savigny-sur-Orge, à Santeny, à Marolles-en-Brie, à Wissous, à Longjumeau, à Villeneuve-Saint-Georges (aux côtés de Ferdinand Buisson).

En continuant à s'organiser parallèlement ou indépendamment du parti radical-socialiste, des loges maçonniques, des sections de la LDH et de la Ligue de l'Enseignement, les Libres Penseurs ont aidé les citoyennes et les citoyens de Seine-et-Oise à se dégager des étreintes de l'Église catholique soucieuse de garder sous sa coupe toutes les étapes de la vie, naissances, écoles, mariages et obsèques pour préserver leur gagne-pain et contrôler les consciences.

À partir de 1894, les Libres Penseurs ont été partie prenante de la Ligue des Cérémonies Civiles contre les prétentions des « voleurs de cadavres », pour le respect des dernières volontés des moribonds : Rueil, Chatou, Le Vésinet, Croissy, Montesson, Versailles, Carrières-Saint-Denis, Houilles et Saint-Germain-en-Laye étaient dans le champ d'activité de cette Ligue dont le centre était Rueil.

La loi Naquet de 1887 sur la liberté des funérailles et les tribunaux favorisait les obsèques civiles. En 1882, dans « *La Semaine Anticléricale* » n° 160, on peut lire cette remarque : « Il y a seulement quelques années, les Libres Penseurs traqués et insultés par les partisans de l'erreur et des mystères étaient obligés par ordre d'accompagner leurs morts la nuit par des chemins détournés, exposés aux insultes de leurs « adversaires politiques et religieux ».

Testament de Louis Levieil d'août 1896

Je soussigné, Levieil Louis-Sept Dormant, domicilié à Juziers à Ablemont ai fait le présent testament pour assurer l'exécution de ma dernière volonté relative à mon inhumation laquelle sera entièrement civile. Je nomme pour mes exécuteurs testamentaires ;
1° Gilbert, Émile, négociant, maire de Juziers ;
2° Langot, Jean-Louis, géomètre ;

2. Léon Robelin (1866-1938), né et mort à Longjumeau, maire radical de Longjumeau de 1896 à 1927 après y avoir été conseiller municipal. Homme de lettre, publiciste, mutualiste. Un des dirigeants de la Ligue de l'Enseignement aux côtés de Jean Macé à partir de 1892, puis comme secrétaire général à partir de 1899 et président jusqu'en 1925. Dirigeant de l'Union Nationale des présidents de sociétés de secours mutuels de France et au sein de la Mutualité scolaire.

3° Nigon, Ernest, cordonnier ;

4° Levieil, Louis-Hippolyte, cultivateur ;

5 °Chappée, Louis-Alexandre, cultivateur,

Tous domiciliés à Juziers, lesquels auront le pouvoir d'agir conjointement ou séparément afin de donner à mes obsèques le caractère qui convient à la cérémonie.

Les membres du Comité de Limay dont je fais partie seront invités d'assister à mon convoi ; je désire que plusieurs d'entre eux me conduisent au cimetière dans le corbillard dont j'ai fait don à la Commune.

Je donne en dépôt à Émile Gilbert qui accepte en présence des sus nommés la somme de mille francs pour payer les dépenses suivantes :

Un cercueil en sapin qui sera fait par Georges Charpentier menuisier ; le drap mortuaire qui sera demandé à la loge de Meulan (dont) l'on donnera cinq francs ; l'achat d'immortelles pour la cérémonie.

Le travail nécessaire dans le cimetière pour placer mon corps avec celui de ma femme.

Deux cent cinquante brioches à vingt centimes l'une, pour être distribuées à la sortie du cimetière principalement aux dames et aux enfants.

Un banquet dirigé par lesdits exécuteurs testamentaires aura lieu aussitôt après mon enterrement ; en seront tous les hommes et tous les jeunes gens qui auront assistés à mon convoi ; toutes les dépenses ci-dessus ainsi que celles non prévues qui seraient jugées nécessaires seront payées sur ladite somme en dépôt, et s'il en reste à Émile Gilbert en disposera pour l'achat de prix qui seront distribués aux jeux des enfants de la commune à la fête du 14 juillet.

Le soussigné

Levieil, Louis-Sept Dormant

Juziers, le 19 août 1896

La famille Levieil, les Libres Penseurs et les élus républicains ont permis que la cérémonie funèbre soit conforme à ce testament : exclusivement civile.

« Le cercueil a été recouvert d'un drap noir entièrement entouré d'une bande blanche dentelée. Au milieu de ce drap et de chaque côté des versants du cercueil, se détachait en lettres blanches l'inscription : Libre Pensée.

Qui croire, ceux qui, à Briis-sous-Forges considéraient « que les cérémonies civiles y sont devenues la norme », ou à Meulan, que « nous ne sommes plus au temps où les cérémonies civiles auraient – plus que toujours – un caractère de combat » ou ceux qui déploraient, comme à Herblay à l'occasion d'un mariage civil, qu'« une cérémonie civile est si rare dans notre pays » ?

Dans les cantons de Limours, de Dourdan ou de Limay - Meulan la situation est-elle exceptionnelle ou est-elle la partie émergée d'une lame de fond favorable aux cérémonies civiles dans l'ensemble du département ?

La réflexion du Libre Penseur d'Herblay, et la forêt des croix qui ont accompagné les tombes après la laïcisation des cimetières, plaident pour l'option « caractère exceptionnel » et contre celle d'une « lame de fond ».

Ajoutons que faire respecter les dernières volontés n'était pas toujours chose facile y compris à Briis-sous-Forges et à Saint-Chéron.

- Blanche Brocharion – 22 ans, en 1905- est enterrée civilement à Briis-sous-Forges, suivie par 500 personnes avec la fanfare. Sa famille a tenu bon mais dès le lendemain des obsèques, la châtelaine de Briis a licencié le père de Blanche qu'elle employait.
- À Saint-Chéron, il a fallu que le président de la Libre Pensée en personne, se rende au parquet de Rambouillet pour que la famille du citoyen Bray respecte les volontés formulées par le défunt dans un testament (déposé au siège de la Libre Pensée) : le défunt a eu gain de cause. Il avait la loi de 1887 pour lui.

De même, l'exemple d'Émile Zola³ à Médan et celui de Victor Schoelcher à Houilles, celui de Connois l'ancien bedeau de Forges-les-Bains qui voulait des « obsèques sans calotins », celui de Louis-Sept Dormant-Levieil dont le testament exige une « inhumation entièrement civile », celui d'Anatole-Paul Ray, un artiste décédé en 1899, à 84 ans, ancien maire de Croissy, « un vrai et sincère républicain » « un libre penseur fidèle à ses principes » n'ont pas manqué de provoquer « la rage des cléricaux » et d'encourager les Libres Penseurs à tenir bon.

La Libre Pensée en Seine-et-Oise était loin d'avoir gagné la partie sur le terrain ; seuls deux députés y ont voté pour la Séparation : Berteaux et Argeliès. Huit députés de Seine-et-Oise ont voté contre la Séparation⁴.

L'Église pouvait compter sur de généreux mécènes, sur *La Croix* et ses suppléments, sur *La Semaine Religieuse* de la Vallée et du diocèse de Versailles, sur *Le Semeur* de Corbeil, sur *Le Pèlerin*, sur *Le Renseignement* hebdomadaire à Versailles. On peut considérer *La Semaine Religieuse* comme la voix de l'évêque, jusque dans les paroisses les plus reculées de Vexin, du Parisien ou de la vallée de l'École.

3. Émile Zola, le « Grand Zola » pour *Les Corbeaux*, et un « ciseleur d'obscénités pour la vermine cléricale » (*sic*) restera jusqu'à sa fin « affranchi de tout dogme ». Aucun prêtre ne l'accompagnera jusqu'à sa tombe le 11 octobre 1902.

4. Députés opposés à la Séparation : Maurice de Riquet de Caraman, Pierre Rudelle, Albert Gauthier de Clagny, Laurent Amodru, Georges Berthoulat, Paul Lebaudy, Roger Ballu, Joseph Cornudet des Chaumettes.
Députés favorables à la Séparation : Berteaux et Argeliès.

Ce réseau avait montré son efficacité, au cours de l'année 1905 en collectant 4 000 000 de signatures contre la Séparation sur le pétitionnement proposé par la Ligue de l'Enseignement catholique (dont le siège était à Versailles). Combien en Seine-et-Oise ? Où ?

Les « fils de croisés » n'avaient pas perdu la guerre, seulement subi une défaite.

Enfin, la Libre Pensée pouvait compter sur un groupe parlementaire depuis 1902 : en 1903, son président était Gustave Hubbard assisté de trois vice-présidents, Sembat, Rabier⁵ et Lafferre⁶, d'un questeur, Girod⁷ et de quatre secrétaires, Bagnol⁸, Dumont⁹, F. Fournier¹⁰ et Vigne¹¹. Encore une piste à creuser !

5. Fernand Rabier, 1855-1933, Maire d'Orléans, député du Loiret

6. Louis Lafferre, 1861-1929, député de Béziers

7. Louis Girod, 1856-1922, député de Seine-et-Marne

8. Henri Bagnol, 1862-1905, député de la Seine

9. Charles Dumont, 1867-1939, député du Jura

10. François Fournier, 1866-1941, député du Gard

11. Octave Vigne, 1867-1945, député du Var

-XII- 1905-1914 : une fédération « aux pieds d'argile »

En apparence, tout semble sourire aux « fils de Voltaire » au cours des « années folles ». Elles auraient constitué une « Belle Époque » pour eux aussi en quelque sorte.

Le vote de la Séparation et le vote des élus républicains au cours de la période précédente constituaient des victoires écrasantes contre la « Bastille noire¹ ». Beaucoup pensaient que l'Église et le christianisme allaient sombrer et qu'il en serait de même pour le capitalisme !

Les années 1905-1914 sont marquées par le relâchement des forces qui avaient été victorieuses du « parti noir » en 1905. Les « fils de croisés » étaient en perte de vitesse et un vent de panique avait soufflé sur le diocèse. Toutefois, on reste dans le vague pour tout ce qui concerne la Libre Pensée spéculative.

Le diocèse de Versailles est alors un des plus déchristianisés de France. Peu de « messalisants » (environ 11 %), peu de « pascalisants » (environ 11 % des femmes et 2 % des hommes). Versailles intra-muros reste un îlot catholique (92 % des naissances sont baptisées et 85 % des mariages sont religieux). Versailles reste une place forte de la tradition catholique conservatrice et nationaliste où l'on peut compter sur le groupe versaillais de l'Action Française et sur son journal gratuit hebdomadaire, sur la Ligue de l'Enseignement Catholique forte de 1 700 membres, sur deux députés « concordataires » - Pierre Rudelle et Albert Gauthier de Clagny, députés de la 2^e et 3^e circonscriptions de Versailles, sur les dons du Comte Bernard de Vezins et sur quelques desservants prompts à se dresser avec les fidèles contre la République et contre les décisions de laïcisation.

Sombre époque selon les vicaires capitulaires Leblanc et Gentil en charge du diocèse entre la mort de M^{gr} Goux et l'installation de M^{gr} Gieber.

Au nom des lois républicaines de laïcisation, l'Église y a été légalement chassée des tribunaux, des prétoires, des institutions charitables, de l'Instruction Publique. L'encadrement congrégationniste a dû partir en exil dans les colonies et les pays voisins. Les Jésuites ont été chassés de France. La raréfaction des vocations les inquiète, le diocèse ne compte plus que 538 prêtres sur les 700 nécessaires. Les vicaires noircissent certainement la situation : il y a loin entre le vote des lois et leur mise en œuvre sur le terrain. Le maire de Saint-Germain-en-Laye n'a pu laïciser l'hôpital et la Bienfaisance. Il n'en reste pas moins que la laïcisation a le vent en poupe dans le diocèse. Les cimetières d'Orsay et de Palaiseau sont laïcisés, ni croix à l'entrée (une simple boule), ni calvaire.

1. *Les parlementaires de Seine-et-Oise lors du vote de la Loi de Séparation, en 1905*, par Catherine Lecomte p. 123-133 – Actes du Colloque du 14 octobre 2006 à Maisons-Laffitte.

Le caractère limité des incidents liés aux inventaires (5 %) est l'illustration de cette situation : les « fils de croisés » ont fait profil bas².

Du 6 février 1906, début des opérations à novembre 1906, fin des inventaires, la préfecture de Seine-et-Oise n'a relevé que 61 incidents sur 1 190 visites, tous établissements religieux confondus.

- 41 en raison de l'opposition du clergé et des fabriques : 11 à Versailles, 13 à Pontoise, 7 à Rambouillet, 5 à Corbeil, 4 à Mantes, 1 à Étampes.
- 5 en raison de l'opposition du public : 4 à Versailles, 1 à Corbeil.
- 15 n'ont fait que ralentir l'inventaire : 5 à Versailles, 4 à Pontoise, 4 à Corbeil, 2 à Étampes.

Les incidents les plus nombreux ont été relevés dans l'arrondissement de Versailles (20), dans celui de Pontoise (17), dans celui de Corbeil (10), dans celui de Rambouillet (7), 4 seulement à Mantes et 3 à Étampes.

En fait, la plus vive réaction n'a touché que quatre paroisses à Versailles : Saint-Symphorien, Sainte-Elisabeth, Notre-Dame et la cathédrale Saint-Louis, instrumentalisée par les « apaches de sacristies » de l'Action Française et quelques desservants pourfendeurs de la « séparation » (le chanoine Leblanc, l'abbé Poulain, l'abbé Baslier, l'abbé Brière).

Quelques autres récalcitrants se sont fait remarquer : l'abbé Bornard à Tremblay-sur-Mauldre, le curé de Senlisse, le curé d'Auvers-Saint-Georges (près de La Ferté-Alais), le curé Le Herissé de Bonnières, le curé de Saint-Germain-en-Laye ou le curé Brandel d'Épinay-sur-Orge.

L'extinction progressive du budget des cultes prive au fur et mesure les curés des paroisses du traitement versé par l'État.

En décembre 1905, 75 prêtres du diocèse estiment qu'ils ne pourront demeurer dans leur paroisse après la séparation.

Dans le doyenné de Marines, le curé-doyen pense qu'il faudrait abandonner la desserte de 11 des 21 paroisses tandis que dans les 10 autres, il ne compte plus que sur les châtelains locaux. Même constatation dans le doyenné de Bonnières de la part du curé de Bonnecourt.

La fin du Concordat condamne les membres du Clergé à abandonner la jouissance de l'évêché, du séminaire, des presbytères.

2. *La résistance aux inventaires de 1906, en Seine-et-Oise et à Versailles* par Jacques Marec du Cercle Historique de Maisons-Laffitte (Actes cités).

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

Le 13 décembre 1906, l'évêque de Versailles est expulsé du palais épiscopal. Les séminaristes et les professeurs sont à leur tour expulsés du Grand Séminaire peu après.

Cependant, rares sont les municipalités qui ont expulsé leurs curés de leurs presbytères comme à Senlis puisque en septembre 1907, la moitié des 470 presbytères du diocèse restaient occupés gratuitement comme à Santeny et à Fleury-Mérogis, et l'autre moitié était mis à disposition à des conditions avantageuses, de - 10 % à - 50 % de leur valeur locative, comme à Cheptainville où la valeur locative était de 350 F et le loyer 110 F. Les « fils de Voltaire » trouvaient moins de raisons à un anticléricalisme virulent sur le terrain, en dehors de Versailles ou de Pontoise où les « ratichons » dénonçaient la loi « d'apostasie », vilipendaient le calendrier Libre Penseur³ qu'ils jugeaient « burlesque », s'en prenaient à la Grammaire laïque de Larive et Fleury, continuaient à sortir en surplus, pavoisaient les presbytères avec des drapeaux tricolores avec l'effigie du Sacré-Cœur, dénonçaient le manque d'instituteurs ou s'en prenaient à eux, prétendaient interdire la fréquentation des cafés le dimanche, s'en prenaient aux filles qui transgressaient leur interdiction de danser le dimanche et de porter des colifichets, s'accrochaient à toutes les occasions de soutirer de l'argent (baptêmes, mariages, funérailles, ventes de cierges, rangs à la première communion, places à l'Église...) ; « morutistes » ils s'en prenaient aux « saucissonneurs » qui mangeaient gras le vendredi et, pire pour eux, le vendredi-dit-saint.

De leur côté, les « fils de Voltaire », républicains, fils de la Révolution et de la Commune connaissaient des moments enthousiasmants.

Le 3 septembre 1905, les Libres Penseurs de Seine-et-Oise n'ont pas manqué de se féliciter de la manifestation monstre de plusieurs dizaines de milliers de « séparatistes » à Paris pour l'inauguration de la statue du Chevalier de La Barre, face au Sacré-Cœur. On ne connaît pas le détail de leur participation.

Le 8 septembre 1905, journée faste pour le groupe « Science et Avenir » de Versailles, Saint-Cyr-l'École et Viroflay. Le président du groupe, Bévallet, le trésorier, Paul Hilaire, le secrétaire, Cadoret, l'ex-conseiller municipal, Godfroy ont accueilli 500 des participants au Congrès universel qui venait de se prononcer pour la Séparation. Ils ont eu les honneurs de *l'Humanité* et du *Petit Parisien* du lendemain. La fine fleur de l'internationale de la Libre Pensée (la FILP) était à Versailles avec celle de l'ANLP.

3. En lieu et place des « saints » y étaient honorés Maria Deraismes, Clémence Royer, Félicien David *, Jules Barni, Victor Hugo, Garibaldi, Engels ou Blanqui.

* Félicien David (1810-1876) : musicien, saint-simonien, Libre penseur mort à Saint-Germain-en-Laye ; monument funéraire au cimetière du Pecq, élevé par souscription en 1895.

Les congressistes à Versailles
(l'Humanité du 9 septembre 1905)

Les membres du Congrès international de la Libre Pensée se sont rendus hier à Versailles sur l'invitation des groupes libres penseurs de cette ville.

Les excursionnistes étaient au nombre d'environ cinq cents, en grande majorité des étrangers, qui avaient profité de cette occasion pour visiter le château et le musée.

À leur tête se trouvaient : MM. Petitjean, sénateur de la Nièvre ; le citoyen Furnémont, secrétaire général de la Fédération internationale de la libre pensée et M. Victor Charbonnel, secrétaire général de l'Association nationale des libres penseurs.

Parmi les notabilités étrangères on remarquait : MM. Sergi, de Rome ; Hector Denis, Hoffmann, député au Reichstag ; Heaford, etc. un certain nombre de dames avaient pris part à l'excursion.

Les visiteurs ont été reçus à dix heures à la gare de Versailles, rive gauche, par MM. Godfroy, Hilaire, Cadoret et Bevalet, représentants des groupes libres penseurs de Seine-et-Oise.

M. Godfroy leur a, en quelques mots, souhaité la bienvenue.

Le citoyen Furnémont a répondu et fait quelques présentations. Puis les congressistes se sont rendus au château.

La matinée a été consacrée à la visite de la salle du Congrès, de la salle du Sénat et de la salle de jeu de Paume.

À 11 H $\frac{3}{4}$, un apéritif d'honneur a été servi dans l'Orangerie, où a eu lieu un banquet qui a été offert aux congressistes.

L'après-midi a été consacré à la visite du château, du musée et du parc.

D'autres « fastes journées » ont entretenu l'enthousiasme des Libres penseurs :

En 1906, la fête de la Raison, a réuni au Trocadéro plusieurs milliers de Libres Penseurs pour écouter Ferdinand Buisson.

À Palaiseau : la fête annuelle en l'honneur d'Étienne Dolet à la mi-août (le 18 août en 1907).

À Pontoise : la fête annuelle de la Libre Pensée à la mi-août (en 1910) et le pèlerinage annuel au buste de Maria Deraismes, à l'Hermitage.

Les Libres Penseurs – « les libres panseurs » (*sic*) – dansaient, fêtaient, chantaient, banquettaient, tout allait bien pour eux. Les fêtes républicaines dont ils étaient partie prenante avec leurs amis francs-maçons et les associations radical-socialiste marquaient la vie locale, autant d'agapes fraternelles.

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

À Mantes, le 2 décembre 1906⁴ pour l'inauguration du monument à la République et lors de la manifestation suivie d'un banquet de 480 couverts, le 31 décembre 1911.

À Versailles en 1905, pour les fêtes annuelles en l'honneur de Lazare Hoche à l'occasion du 137^e anniversaire de sa naissance à Versailles.

À Vert-le-Petit de juin 1909 à la fête civique et républicaine.

Aux banquets du Vendredi-dit-saint à Mantes à l'Hôtel du Soleil d'Or, à Saint-Ouen-l'Aumône à l'« Hôtel du Grand Cerf », à Triel à l'« Hôtel de l'Image », à l'Hôtel Bellevue à Corbeil, ou encore à Versailles, seuls ou avec Sèvres.

Au déjeuner des Libres Penseurs de Paris et de Seine-et-Oise le 30 novembre 1911 avec Beauquier et Hubbard.

Participation au grand bal des Libres Penseurs au Palais d'Orsay, à Paris le 28 novembre 1904.

On ne se privait pas d'allusions anticléricales dans les menus « gras » servis aux « libres penseurs » pour 3 F ou 4 F, l'équivalent de 3 à 4 douzaines d'œufs au marché (*sic*) de cette époque, environ 30 € à 40 € actuels ou 8 heures de travail d'un coursier de Vigneux en 1907.

4. En 1903, un Comité regroupant les « républicains de l'arrondissement » s'est constitué pour lancer une souscription afin d'ériger un monument à la gloire de la République. 1409 personnes ont souscrit et deux jeunes artistes (Maurice Lerouge et Félix Fevola) ont réalisé le monument qui fut présenté en 1905 au Salon des Artistes Français à Paris. Les statues sont en bronze et sur le socle en marbre blanc est écrit : « *A la République, la Démocratie reconnaissante* ». Il fallait choisir un emplacement : à l'entrée de l'Avenue de la République, au croisement vers la gare de Mantes. Mais le Maire, Arsène Collet, de droite, mécontent de ne pas avoir été invité à siéger au Comité, va s'y opposer, arguant que le monument gênerait la circulation (!). Mais le préfet a confirmé l'emplacement prévu et le Maire-qui a assisté tout de même à l'inauguration- a cependant « boycotté » le banquet organisé par la fédération Radicale-Socialiste. Ceci le 2 décembre 1906.

Cependant, en 1926, le nouveau maire (Auguste Goust) a dû se rendre à l'évidence : le monument, qui n'était pas au centre de la place, gênait effectivement la circulation automobile et, à la demande du Touring Club de France, le monument fut déplacé en 1928 dans le square Briecussel (derrière la Mairie). Et en 1942, le préfet de Seine-et-Oise ordonna qu'il soit retiré et le bronze fondu... au profit de l'occupant allemand ! (Notes fournies par Maurice Martin).

Menu servi à Juziers

Potage archevêque
Blanquette de veau Vatican
Flageolets à la Sixtine
Gigot maigre à la sanglier gras
Salade de Carême
Biscuits, petits fours eucharistiques
Fruits de saison
Café-liqueurs-vin de Juziers (1 bouteille par convive)

Menu servi à Pontoise

Potage calotin
Saucisson de vicaire
Lapin sauté aux champignons à la Freppel⁵
Haricots à la sauce Goux⁶
Fromage à la tête de mort
Salade de capucin
Café au jus de chapeau de Léon XIII⁷
Cognac de Lourdes
Une bouteille de vin de l'adoration perpétuelle par personne
Pain enchanté à discrétion

Menu du banquet du vendredi dit-saint - 1923 à Rennes

Pot-au-feu de l'Enfer
Potage au pain eucharistique ou au Vert Missel
Beuf de l'étable de Bethléem
(moutarde fournie par le moutard de la crèche)
Hors d'oeuvre
(tirés du cochon de Saint-Antoine)
Légumes du Jardin des Oliviers
Rôti de veau... biscum⁸
Vrai pain des anges (fournisseur Chéron)
Cidre de pomme d'Adam (Ève, fabricante)
Salade romaine du Bloc National
Dessert surprise de séraphin
Nombreux quarts de pinard du Bon Cru...cifié
Café soeur Thérèse de Jésus mioche
avec béatification de spiritueux de marque
Sermon, litanies, cantiques, chants anticagots

5. Freppel : évêque d'Angers, député de Brest.

6. Goux « Sa Grandeur Monseigneur Pierre, Antoine, Paul Goux » Comité romain, assistant du Trône pontifical, évêque de Versailles de 1877 à 1904, assisté de deux vicaire capitulaires.

7. Léon XIII, pape promoteur du catholicisme « social ».

8. Jeux de mots sur veau biscum (de Dominus vobiscum) et sur Vert Missel (vermicelle).

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

Ces menus sont inspirés des menus des banquets francs-maçons : potages, hors d'œuvres, relevés (poissons) suivis des entrées (poularde et agneau), puis des rôtis (chapon, poulet), des légumes, des entremets (glaces), des desserts (fromages, fruits, petits-fours, friandises) arrosés de 5 vins dont champagne et pour finir, café et liqueurs. (« La Franc-maçonnerie ». Édition BNF – 2016-p. 237)

Toutefois, ils sont moins copieux et moins arrosés et beaucoup moins chers. La bouteille de vin de Juziers ne pouvait rivaliser avec le Mâcon, le Chablis, le Bordeaux, le Moulin-à-Vent, le Madère et le Champagne servis aux convives francs-maçons de l'Orient d'Alsace en mars 1905 !

Le « désintéressement de la lutte anticléricale » par les groupes de Libre Pensée en France, en général, a été stigmatisé par Eugène Hins – secrétaire général de la FILP – au Congrès International de Lisbonne en octobre 1913. Il y a souligné « le recul formidable de la lutte anticléricale en France. Il y a dénoncé les Libres Penseurs qui éparpillent leurs efforts sur toutes espèces de sujets qui n'ont que des rapports éloignés avec la lutte contre l'Église et les religions laquelle constitue la raison d'être de nos regroupements ».

Faute de disposer des thèmes développés par les orateurs des banquets, des assemblées, des cérémonies civiles et des éditoriaux de Thalamas dans la *Dépêche* ou de Maréchaux dans le *Journal de Seine-et-Oise*, on ne dispose que des échos rapportés dans ces journaux relatifs aux conférences de Sébastien Faure, de Charles Galilée, de Victor Charbonnel, de Louis Kosciusko, d'Henri Arnould, aux pièces de Gustave Hubbard et au feuilleton sur Jésus-Christ par Georges Russacq.

Les Libres Penseurs de Versailles ont applaudi Sébastien Faure en 1909, 1911, 1912, pour ses communications sur « *Dieu, l'homme et la science* », « *De la mort de tous les dieux, à la mort de tous les hommes* » et « *sur les 12 preuves de l'inexistence de Dieu* ». Ils ont applaudi, comme ceux d'Étampes, les trois pièces en un acte de Gustave Hubbard ; « *Ferrer* » « *l'Attentat* » épisode de la vie de Lazare Hoche et « *Pour entrer à l'Académie* ». Charles Galilée a traité de « *l'Internationale criminelle financière et religieuse* », « *de la séparation de l'Église et de l'État et de la séparation entre le prêtre et la famille* » à Mantes.

La Séparation a fait l'objet d'une communication de Gustave Hubbard à Étampes.

En 1907 et 1910, à Chars et à Pontoise, Louis Kosciusko a délivré une causerie sur « *Religion et Libre Pensée* ».

En 1910, à Arpajon, Victor Charbonnel traite de *Enseignement de l'Église et Enseignement de la République*.

Le feuilleton de Georges Russacq *Jésus-Christ a-t-il existé ? Comment fut inventée l'histoire de Jésus ?* parut de décembre 1908 à juin 1909 puis en novembre 1909. Cette question fut traitée à nouveau en 1922 dans l'*Antireligieux* (arch. IRELP) et en 1924.

Philon⁹ vit dans le temps où l'on a placé l'existence du Christ ; il est déjà célèbre avant que le Christ naisse ; il meurt plusieurs années après le Christ ; il accomplit à l'égard du judaïsme la même transformation, la même hellénisation, la même platonisation qui fut l'œuvre des Évangiles, et spécialement du quatrième ; il parle du « Logos » ou du « Verbe » exactement comme le quatrième Évangile ; et pourtant il ne nomme pas une seule fois le Christ ! Jamais, dans aucun de ses nombreux ouvrages !

N'y a-t-il pas là la preuve que Jésus-Christ ne fut pas un personnage historique et réel, mais une création mythologique et métaphysique, à laquelle contribua plus que tous Philon lui-même, qui écrivit comme un chrétien sans rien savoir encore de ce nom de chrétien, qui parla du Verbe sans connaître le Christ, et qui enseigna une doctrine identique à celle que l'on a attribuée au Christ sans même soupçonner l'existence du Christ ?

Si Philon a pu parler du Verbe et écrire comme un chrétien avant le Christ, sans rien savoir et sans rien dire du Christ, n'est-ce pas la démonstration que le christianisme se produisit sans le Christ, par des œuvres précisément de ce même Philon, qui ne dit pas un seul mot de la personnalité humaine, de l'existence matérielle et historique de Jésus Christ ?

Non, Jésus n'a pas existé ; car, s'il avait existé, Philon n'aurait pas pu ne pas parler de lui.

Philon, le Platon juif-alexandrin, contemporain du Christ, cite tous les événements et tous les grands personnages de son temps et de son pays, sans même oublier Pilate ; il connaît et décrit avec force détails la secte des Esséniens, qui vivaient aux environs de Jérusalem et sur les rives du Jourdain ; sous le règne de Caligula, il fut envoyé à Rome pour défendre les Juifs, et cela fait supposer en lui une connaissance exacte des choses et des hommes de sa nation ; inmanquablement, si Jésus avait réellement existé, il aurait été obligé d'en faire au moins mention.

**Le silence de tous les historiens ne peut s'expliquer que par
la non-existence de Jésus.**

On peut ajouter les propos d'Amédée Thalamas¹⁰, en 1907, à Palaiseau sur « La liberté de penser », une conférence à Sèvres, en novembre 1907 sur « Qu'est-ce-que la Libre Pensée ? ».

9. Philon (-13 + 54), d'Alexandrie. Il a cherché à concilier la Bible et l'hellénisme. Néo-platonicien, il a influencé les Pères de l'Église

10. Amédée Thalamas, directeur de la « *Dépêche de Versailles et de Seine-et-Oise* » Il y publia un feuilleton « *Jeanne d'Arc, l'histoire et la légende* » de janvier à avril 1905.

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

Il ressort de ces échos que les sociétés étaient plus à la recherche de propos contre « les idioties cléricales » « contre les préjugés », contre les turpitudes des curés et des moines pédophiles, que des réflexions sur la politique sociale de l'Église (sur *Rerum Novarum*), sur le syndicalisme chrétien, sur l'actualité de « Guerre à la Guerre », sur les immixtions « sournoises » mises en œuvre par M^{gr} Gibier, sur le combat des féministes, sur la non mise en œuvre de la loi de 1905 sur le terrain et dans les colonies (notamment en Algérie).

Certes, la lutte contre « les préjugés » faisait partie de l'ADN de la Libre Pensée en Seine-et-Oise. Il était nécessaire de la poursuivre mais elle s'est révélée insuffisante pour préparer les libres penseurs au choc de l'été 1914. Même réunifiée, la Libre Pensée en Seine-et-Oise après la loi de Séparation, était devenue une fédération « aux pieds d'argile » dont la vigilance anticléricale avait été endormie par l'entreprise de reconquête, orchestrée par Monseigneur Gibier.

Au vu de ces éléments, je suis porté à penser qu'en Seine-et-Oise la guerre n'a fait que révéler une situation qui couvait avant 1914. Il ne semble pas, par exemple, qu'il y ait eu une riposte appropriée, en 1907, aux attaques cléricales contre les 10 instituteurs (dont le directeur d'école de Villeneuve-Saint-Georges) accusés de violences à l'école communale de la part des Patriotes de France pro-congrégationnistes, traités par ces derniers de « bourriques » ou encore d'« olibrius ». L'inspecteur primaire et Gaston Hemmerschmidt, le maire libre penseur, les ont soutenus.

On ne manquait pas de brocarder le clergé et la « vermine cléricale » en chantant « le pape et les cardinaux ».

Qui aime bien les mouquères ?
C'est l'Église, le Couvent, le Presbytère !
Qui aime les confesser ?
Les abbés, les vicaires, le clergé !
Près des femmes, qui s'expliquent ?
Les curés, les bedeaux, la fabrique !
Qui leur fait des marmots ?
C'est le pape, les évêques et les cardinaux !

L'Hymne à Garibaldi, La Carmagnole, Leur Bon Dieu, La Marche anticléricale, Le Chant des Travailleurs, L'Anticléricale étaient repris avec entrain selon les échos rapportés avec gourmandise par *Les Corbeaux*.

Le plus souvent ces agapes fraternelles étaient suivies de bals, de tombolas, de discours, et les fêtes se concluaient par des feux d'artifices. Il en fut ainsi des fêtes pour célébrer les élections des députés Libres Penseurs (Berteaux, Thalamas, Marcel Sembat et Auguste Goust) ou des édiles Libres Penseurs.

Les cérémonies civiles (Noël « humaine », parrainages laïques, mariages civils, enterrements civils) furent des occasions de dénoncer la « pieuvre cléricale » et de brocarder les calotins : *processionnards, ensoutanés, frocards, bigots, cagots, morutistes, cafards, cléricafards, cléricanailles, cléricochons, ratichons, voleurs de cadavres, culs bénits*. Les « mal pensants », les libres « pansants » n'étaient pas à court de qualificatifs péjoratifs à cette époque.

À Argenteuil, en juillet 1906, obsèques civiles de l'ancien maire Le-moine-Rivière.

À Ballancourt, obsèques civiles d'Honoré Auguste Pinet, le maire défunt en 1908.

À Chatou, en 1911, obsèques civiles, de Maurice Berteaux, maire, conseiller général et député.

À Rueil, obsèques civiles de Léon Godfroy, conseiller municipal en 1911.

Un cortège funèbre de 400 personnes à Cergy aux obsèques d'Anatole Dallemagne ; de 300 à Briis-sous-Forges aux obsèques d'un conseiller municipal Libre Penseur, Paragot ; de 500 au Chesnay en 1908 pour accompagner Madame Pitrois « une personne libre ».

À Grisy-les-Plâtres, à Fontenay-lès-Briis, à Angervilliers, à La Celle-les-Bordes, à Pecqueuse, les Libres Penseurs ont bravé la « rage des cléricaux » par des convois civils.

Dans leur marche qu'ils croyaient irrésistible, les Libres Penseurs n'ont pas vu que « le ver était dans le fruit » comme le souligne l'ordre du jour (la résolution) adopté par le Congrès Fédéral de Versailles en 1913.

Le Congrès Fédéral de la Libre Pensée en 1913

Article publié dans la « *Dépêche de Versailles et de Seine-et-Oise* » d'août 1913.

Le Congrès de la Libre Pensée de Seine-et-Oise, qui s'est tenu dimanche à Versailles, sous la présidence de Georges Russacq a remporté un succès sans précédent, en présence du citoyen Dobelle de l'Union Fédérative.

Malgré les élections cantonales, qui avaient empêché un grand nombre de militants d'y participer, une soixantaine de délégués étaient venus de tous les points du département.

Étaient représentées : la Ligue anticléricale française, la Ligue de Défense républicaine et laïque des cheminots, la Fédération départementale de l'Oise, ainsi que de nombreuses Jeunesses républicaines. L'Union Fédérative était représentée par le citoyen Dobelle.

Le Congrès s'est clôturé par l'ordre du jour suivant, voté par acclamations :

La Libre Pensée de Seine-et-Oise considérant :

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

Que depuis la promulgation de la Loi de Séparation, les groupes de libre-pensée ont cru bien à tort leur œuvre terminée et que nombre de leurs membres se sont à peu près désintéressés de la lutte anticléricale.

Que profitant de cette attitude passive, les membres du clergé romain se sont immiscés sournoisement, sous le couvert du socialisme dit socialisme chrétien, et du syndicalisme, dans tous les milieux spéciaux, pour mener le combat hors l'Église où ils se sentaient nettement battus.

Qu'à l'aide d'un faux libéralisme ils sont arrivés à glisser nombres de leurs créatures dans les Parlements, avec mandat d'obtenir la non-application des dispositions gênantes de la loi de Séparation, ainsi qu'une tolérance abusive envers les établissements religieux d'éducation, légalement supprimés, mais néanmoins maintenus à l'aide de sursis scandaleux.

Qu'il convient de réagir activement contre les faiblesses et la complicité de certains gouvernants et de nombreux élus sous l'étiquette républicaine, en reprenant plus activement que jamais la lutte en faveur de la liberté de conscience, de la défense des écoles et des œuvres d'assistance laïques.

Que ce résultat ne pourra être obtenu que par la reconstruction des groupements d'autrefois, révisés et modernisés.

Adresse en conséquence un chaleureux appel à tous les républicains qui ont pour devoir de venir grossir les rangs de la Libre Pensée.

Invite également les groupes existants à réaliser une solide Union Nationale de leurs forces qui constitue le seul moyen de substituer à un mouvement de résistance trop passive, une offensive qui n'a déjà que trop tardé ; car il en va du sort de nos écoles laïques et de toutes les institutions républicaines.

Effectivement, l'œuvre de la loi de 1905 n'était pas terminée ni sur le terrain local en matière de laïcisation, ni au niveau national (non-extension de la loi en Algérie, cléricisme des missionnaires).

Chaque composante du mouvement victorieux a lâché prise et s'est concentrée, y compris la Libre Pensée, sur un champ d'action spécifique.

Il en fut ainsi pour la Ligue de l'Enseignement, pour la Ligue des droits de l'Homme, pour les socialistes, pour les anarchistes, pour les francs-maçons et pour les syndicalistes de la CGT, comme on peut le déduire de l'article ci-dessous.

Pour se libérer de la tyrannie et de l'oppression des classes dominantes, la classe ouvrière s'est constituée en groupements différents, qui, pour ne pas marcher tous vers le même but, n'en sont pas moins les milieux où se forge, s'accomplit la résolution intellectuelle du prolétariat.

Ces différents groupes sont : sociétés de Libre Pensée, universités populaires, groupes d'études sociales ou politiques, syndicats, etc.

Pour la Libre Pensée, la classe ouvrière veut s'affranchir des préjugés.

Les socialistes : à la conquête du pouvoir¹¹.

Le syndicat qui réunit des camarades d'intérêts communs ayant un ennemi commun à combattre, le capitalisme, recrute des camarades d'opinions différentes.

(Extrait d'une tribune sociale parue dans *La Dépêche de Versailles* du 23 juin 1906)

Cet éparpillement des forces victorieuses en 1905 a miné le mouvement anticlérical en Seine-et-Oise comme ailleurs dans l'hexagone. Les loges étaient du GO, de la GLF ou restaient indépendantes.

Les Libres Penseurs furent écartelés entre la FNLP, la FFLP, les sociétés indépendantes ou hors sociétés, et entre les « éradicateurs » à la Allard et les « socialo-papalins » à la Briand, entre la FNLP et l'Union des Cercles civiques de Marcelin Berthelot après 1911.

Les socialistes de leur côté furent aussi écartelés entre ceux qui ont continué à agir au sein de la Libre Pensée comme Marcel Sembat et Albert Leyge et ceux qui attendaient tout de votes à la Chambre.

La toile d'araignée des édiles Libres Penseurs couvrait Palaiseau, Rueil, Bougival, Saint-Germain-en-Laye, Étampes, Villeneuve-Saint-Georges, Persan, Mantes, Bonnières, Ballancourt mais les pressions cléricales en baisse rendaient la Libre Pensée opérative moins indispensable.

Côté syndical : dans la CGT fondée à Limoges en 1895 se retrouvaient les carriers de Chevreuse¹², les ébénistes d'Étampes, le bâtiment d'Orsay, les caoutchoutières d'Argenteuil, les membres de la Bourse du Travail de Versailles dont Paul Hilaire était le trésorier. A l'instar de Pierre Monatte dans *La Vie Ouvrière* on attendait l'issue via la préparation de la grève générale des peuples contre la guerre (« Guerre à la Guerre ») qui s'opposerait au ralliement à la « guerre démocratique contre la barbarie prussienne ».

Des Radicaux-Socialistes et des francs-maçons ont dû désertier la Libre Pensée en considérant que son œuvre devenait inutile. Peut-être faut-il y voir les raisons de la disparition de sociétés de Libre Pensée de l'Annuaire officiel de Seine-et-Oise dès 1910, comme l'Union Fraternelle de Sucy-en-Brie

11. « *Les parlementaires de Seine-et-Oise lors du vote de la Loi de Séparation, en 1905* », par Catherine Lecomte, p. 123-133, Actes du Colloque du 14 octobre 2006 à Maisons-Laffitte.

12. Les carriers de Chevreuse étaient à la tête d'un syndicat actif de la CGT, syndicat engagé et organisateur de la grève des Sablières, en 1908, à Vigneux, Draveil et Villeneuve-Saint-Georges. On ne peut mesurer l'implication des Libres Penseurs dans les manifestations et les souscriptions en faveur des grévistes et des victimes de la répression.

-XII- 1905-1914 : UNE FÉDÉRATION « AUX PIEDS D'ARGILE »

et la société de Carrières-sur-Seine (ex-Carrières-Saint-Denis) ? Disparition probable des sociétés d'Écouen, de Luzarches, de L'Isle-Adam, de Limeil-Brévannes, de Gagny, de Noisy-le-Grand, qui ne sont plus évoquées dans des publications pourtant favorables aux Libres Penseurs. Situation complexe puisque parallèlement à ces disparitions d'anciennes sociétés, une société est déclarée à Villeneuve-le-Roi - Ablon le 13 février 1914 et d'autres non déclarées sont signalées à Dourdan, à Saint-Chéron, à Briis-sous-Forges, à Orphin, à Pussay, à La Ferté-Alais, à Videlles, à Étampes intra-muros (en 1908). On ne sait rien de l'évolution des effectifs des sociétés qui ont maintenu leurs activités à Versailles, à Sèvres, à Mantes, à Triel, à Pontoise, à Palaiseau, à Persan, à Deuil - Montmorency, à Saint-Germain-en-Laye, à travers fêtes, cérémonies civiles, banquets, conférences « contre les idioties religieuses » et les « préjugés » qu'elles pérennisaient. On ne sait encore rien de précis sur l'activité du groupe parlementaire libre penseur constitué. On n'en sait pas plus sur l'évolution du lectorat de Seine-et-Oise de *La Raison*, de *l'Action*, des *Corbeaux*, de *La Lanterne* et des journaux bienveillants à l'égard de la Libre Pensée, *La Dépêche de Versailles* d'Amédée Thalamas, le *Journal de Seine-et-Oise* de A. Maréchaux ou *Le Libertaire*.

On n'en sait pas plus sur l'investissement des Libres Penseurs seine-et-oisiens au sein des Lanterniers, ou dans l'Union de Cercles Civiques, aux côtés de Marcelin Berthelot à partir de 1911 ou encore dans l'Union des Libres Penseurs et Libres Croyants de Ferdinand Buisson à partir de 1907. Combien recevaient l'Annuaire Illustré de la Libre Pensée ? Combien, à partir de 1911, recevaient *La Libre Pensée de France* d'Émile Noël ? Combien étaient destinataires et lecteurs du Bulletin Mensuel de l'ANLP ? Combien se procuraient *La Calotte* après 1906 ? Quelles furent, en Seine-et-Oise les commandes d'affiches, de tracts, de papillons gommés, de cartes postales anticléricales, de calendriers, d'almanachs très en vogue en ce temps-là ? Quel fut l'écho des brochures de la Ligue Anticatholique ?

Y eut-il une riposte en 1904, à La Ferté-Alais à la mise en quarantaine de 3 instituteurs républicains par les Patriotes ?

Y-a-t-il eu une riposte libre penseuse, en novembre 1909, aux propos de l'abbé Gayraud qui s'est fait le porte-parole des parents choqués par des livres mis entre les mains de leurs enfants, contraires à leurs croyances, dans les écoles publiques, ceux d'Alphonse Aulard et d'Albert Bayet notamment ? Et aux autodafés de livres d'Histoire à défaut de brûler les auteurs.

La mise en demeure des parents d'envoyer leurs enfants à l'école religieuse fut-elle limitée à ceux de Mende ou d'Auch ?

-XIII- 1914-1926 : des années sombres pour la Libre Pensée en Seine-et-Oise : « la duperie de l'Union sacrée »

Pour étayer notre propos sur ces « années sombres de guerre et de révolution », nous devons nous contenter de documents de documents très partiels. « La connaissance de la Libre Pensée pour cette période est encore devant nous » a souligné à juste titre Jean-Marc Schiappa dans *l'Idée Libre* en mars 2006. L'examen de la situation en Seine-et-Oise apporte plus d'interrogations que de réponses sur les sociétés devenues exsangues voir disparues, pulvérisées par la guerre et par l'Union sacrée alors que la Fédération y était encore fragile malgré le succès du Congrès Fédéral tenu à Versailles, de novembre 1913.

Des têtes libres penseuses de la période précédente ont disparu :

- Henri-Maurice Berteaux le député, maire, conseiller général de Chatou, un des responsables de la Société des Cérémonies civiles, membre de la Commission Exécutive de l'ANLPP était mort d'un accident sur le terrain d'aviation d'Issy-les-Moulineaux le 21 mai 1911.
- L'infatigable journaliste-imprimeur de *L'Indépendant de Seine-et-Oise*, Albert Maréchaux et son épouse étaient morts en 1913.

D'autres morts avaient affaibli la Libre Pensée, celle de François Boissel en 1916 (il fut trésorier de la Société de Mantes), celle de Germain Boissel son fils en 1917, ancien maire de Gassicourt, ancien président de la Société Libre Penseuse du canton de Mantes.

- Edmond Duval, maire Libre Penseur de Saint-Germain-en-Laye était mort en août 1911.
- La Société « Science et Raison » de Versailles fut affectée par la mort en 1911 d'Edmond Ferrary, ancien conseiller municipal, et par le départ d'Amédée Thalamas, après sa non-réélection à la Chambre en 1914 pour la 3^e circonscription de Versailles et sa nomination comme Vice-Recteur de Corse à la rentrée de 1914.
- La société d'Étampes refondée en 1908 fut affaiblie par la perte d'Alfred Henriot, membre du syndicat des mouleurs d'Étampes, Libre Penseur dé-

cédé en 1908 (trois cents personnes constituèrent le cortège funèbre¹) et par celle d'Édouard Béliard, maire d'Étampes de 1892 à 1900 et conseiller municipal de 1904 à son décès en 1912.

Les sociétés de Libre Pensée de Versailles, Mantes, Meulan, Chatou, Rueil, Saint-Germain-en-Laye, Étampes avaient déjà marqué le pas avant les mois décisifs de l'été 1914, faiblesses dans la lutte contre les cléricaux et les congrégations, dans la lutte pour le pacifisme, dans la lutte contre le Capital pour les raisons évoquées au chapitre précédent.

Le maire de Mantes, Auguste Goust, Libre Penseur notoire, fraîchement élu député en 1913 siégeait avec Marcel Sembat anticléricale, Libre Penseur comme lui rallié de 1914 à 1916 à l'Union sacrée, ministre du Gouvernement Viviani. Comme maire, il abandonna le combat anticléricale et de laïcisation pour privilégier l'action sociale. Il organisa la collecte des réquisitions militaires. Il créa un Comité de Secours aux personnes. Il fonda un Comité de Prévoyance et de Secours en faveur des personnes pauvres. Il veilla au maintien des contacts des civils avec les combattants.

En fut-il de même à Persan, à Palaiseau, à Corbeil, à Villeneuve-Saint-Georges ? On peut le conjecturer dans la mesure où les partis aux affaires, radicaux-socialistes ou socialistes, étaient engagés dans l'Union sacrée et, qu'à l'instar des Loges, les sociétés de Libre Pensée, isolées, déboussolées par les ralliements à l'Union sacrée, n'ont pu subsister au mieux qu'au ralenti. Elles ont dû se contenter d'échanges sur la situation militaire, d'envois de colis aux soldats, de dénonciations au nom de l'Union sacrée, des prêtres « planqués » exemptés de tranchées. L'Union Fédérative était tombée à 2 496 adhérents en 1919 contre 12 000 en 1914.

La fédération de Seine-et-Oise sombra, elle aussi. Elle a dû passer de quelques centaines d'adhérents à quelques dizaines, victime des ralliés à l'Union sacrée comme son secrétaire général Edgar Lynch qui, dans les quelques numéros connus de *L'Action Sociale et les Libres Penseurs de Ver-*

1. 1908 Fondation d'une Société de Libre Pensée à Étampes

On nous prie d'insérer :

À l'issue des obsèques du regretté Alfred Henriot, un groupe d'étampois a résolu de provoquer la création d'une société de Libre Pensée.

Cette société n'aura aucune nuance politique. Les libres penseurs de tous les partis y seront admis.

La cotisation prévue sera de 0,25 fr. par mois.

Les personnes désireuses d'adhérer sont priées de se faire inscrire à l'agence de publicité Pouyaud, 32, rue Saint-Jacques, où un registre spécial est déposé à cet effet.

Cette adhésion ne sera définitive, et le paiement des cotisations ne commencera à courir qu'à dater de l'assemblée générale consécutive.

Le Bureau provisoire.

sailles (JO - 65906 BNF) puis dans *Le Cri de Versailles*² emboucha les trompettes du chauvinisme et glorifia les poilus³ contre les barbares prussiens.

Les Libres Penseurs étaient déboussolés, tétanisés.

Les « fondamentaux » de la Libre Pensée furent mis au placard en attendant la paix par les ralliés pour justifier leur capitulation. Pas de dénonciation des versements accrus de fonds publics pour arroser généreusement les missions chrétiennes dans les colonies. Pas de campagne contre la suspension des lois de 1901 et de 1904 contre les congrégations. Pas de dénonciation de l'infiltration des écoles publiques par des institutrices cléricales en remplacement des instituteurs laïques mobilisés. Pas de dénonciation « des curés doucereux et habiles » qui se glissaient sournoisement auprès des blessés sur le front pour profiter de leur désarroi et tenter de les ramener *in extremis* dans le giron de l'Église. Plus d'organe central de la Libre Pensée avant la disparition de la 2^e série de *l'Idée Libre* en juillet 1917 ou du *Libre Penseur du Centre* d'Émile Noël avant février 1918. Plus de Congrès de l'Union Fédérative avant le congrès semi-clandestin réuni à Tours en août 1918.

Malgré l'isolement, malgré la surveillance policière et la censure, quelques fidèles au drapeau de la Libre Pensée n'ont pas cédé aux sirènes de l'Union sacrée ou s'en sont détachés après avoir hésité.

Ce fut le cas de Sébastien Faure et de Julia Bertrand à Rambouillet comme celui de Madeleine Vernet et de Jean-Louis Tribier à Épône.

Malgré le ralliement de Jean Grave, de Petr Kropotkine, de Charles Malato et de Paul Reclus, (manifeste des Seize⁴ publié le 14 mars) les antimilitaristes restent majoritaires dans le mouvement anarchiste. Sébastien Faure se retrouva aux côtés d'Errico Malatesta, de Ferdinand Domela-Nieuwenhuis, de Voline, d'Emma Goldman contre le manifeste des Seize. Il fonda le 2 avril 1916 le journal *Ce qu'il faut dire* (CQFD) qui aura droit à la censure⁵. Il se retrouva aux côtés de Lorulot et de Léon Prouvost installés à Saint-Raphaël auteurs du tract « *L'Église profiteuse de la guerre* » diffusé en 1917.

À la Ruche, près de Rambouillet avec Julia Bertrand, l'école libertaire et l'imprimerie continuent jusqu'en 1917. Des tracts pacifistes y sont imprimés. En liaison avec eux, avec Madeleine Vernet et son époux Jean-Louis Tribier, l'Orphelinat Ouvrier à Épône près de Mantes maintint ses activités depuis

2. Dans Jean-Marc Schiappa, *Une histoire de la Libre Pensée* p. 238-239 et JO – 65906, BNF.

3. Les poilus : les soldats français de la Première Guerre mondiale.

4. Dans Hélène Hernandez, *Celles de 14*, Éditions Libertaires, p. 78 – 80.

5. Sur CQFD et Sébastien Faure, *ibidem* p. 80.

son installation en 1908, activités qui conduisirent Madeleine Vernet à fonder la Ligue des Femmes contre la guerre en 1919 et à s'engager dans la Ligue d'Action Anticléricale de Lorulot.

Émile Giraud, anarchiste qui avait accompagné Louise Michel dans ses tournées de conférences, s'est installé à Bezons. Il s'y fit oublier : selon la police qui le suivait de très près, il n'utilisa plus son imprimerie pour tirer des tracts antimilitaristes.

Pour avoir une vue d'ensemble, écoutons André Lorulot et le bilan qu'il présenta en 1924 dans un supplément à l'*Idée Libre* de cette période⁶.

Nous avons connu la duperie de l'Union sacrée. Beaucoup de militants de gauche et d'extrême-gauche ont été dupés. Ils ont soutenu le « jusqu'au boutisme » et ils ont prêché la haine de l'Allemagne.

La Libre Pensée a manqué de clairvoyance en ne démasquant pas les responsabilités de la Guerre et en ne réagissant pas avec rigueur contre « le bourrage de crâne » gouvernemental. Elle aurait dû combattre : l'Impérialisme russe, le mercantilisme anglais, les intrigues vaticanesque – au même titre que le Pangermanisme.

Elle aurait dû montrer que la guerre était l'œuvre des fabricants de mitraille de tous les pays, des diplomates hypocrites, des gouvernements vendus, des prêtres partisans de « la Grande saignée rédemptrice » et des rapaces de tous les pays sans exception.

L'Église a su profiter de la guerre pour fortifier ses positions et regagner une grande partie du terrain qu'elle avait perdu.

Il s'agit maintenant de l'en déloger.

Pour une connaissance plus détaillée, il faudrait être en mesure de répondre à de nouvelles questions encore sans réponses.

Quels furent les abonnés aux bulletins de la FFLP et à *La Libre-Pensée française* ?

Quels furent les lectorats du *Ce qu'il faut dire* de Sébastien Faure ? de *l'Idée Libre* en 1917-1918 ? du *Libertaire* ?

Des isolés et des groupes de Libres Penseurs de Seine-et-Oise ont-ils adhéré et participé au « Congrès » de Tours de la Libre Pensée en août 1918 ?

6. *L'Idée Libre* n° 288 p. 210, *supra* p. 125-135.

-XIII- 1914-1926 : « LA DUPERIE DE L'UNION SACRÉE »

Avec qui Émile Chauvelon, Émile Noël, Pierre Monatte, Louis Lecoin, Alphonse Merrheim puis Hélène Brion, Fernand Loriot, Marie Guillot, Marcelle Cappy, Louise Saumonneau ou Lucienne Colliard ont-ils correspondu ?

« Pendant la guerre, on n'entendait plus parler de la Libre Pensée » constata, désabusé, Léon Prouvost après-guerre.

Apparemment, il n'a pas eu connaissance du maintien de l'activité de la Fédération de l'Oise pendant la Guerre grâce à Émile Marielle connu pour ses activités de Trésorier national de l'UFLP avant et après la Guerre. De tels propos ne visaient pas A. Lorulot mais Bonnardot, Dobelle ou Bazire.

La Libre Pensée opérative en Seine-et-Oise sortit exsangue de la Guerre au point qu'il fallut attendre 1920 pour qu'elle soit regroupée au Congrès Fédéral de Puteaux et en 1926 pour qu'une Fédération de Seine-et-Oise soit présente au Congrès National de Saint-Étienne.

La Société d'Arpajon et celle de Soisy-sur-École ont disparu de l'Annuaire tandis que de nouveaux points d'appui ont été fondés : la Ligue Anticléricale en 1920 par André Lorulot à Conflans (André Lorulot et Julia Bertrand l'ont représentée au Congrès National de Paris en 1922⁷).

Des sociétés à Conflans, Bezons, Argenteuil, Versailles et Rueil ont été les premières à se réorganiser, semble-t-il. En 1926 seulement, les pages sombres semblent en partie tournées.

7. Voir Louis Couturier (*ibidem*)

-XIV- Après les années d'effondrement : la remontée de la Libre Pensée organisée (1926-1940)

Pour cette étude, je n'ai pu compter que sur de rares échos seine-et-oisiens tirés de *L'Action antireligieuse*, de *L'Antireligieux* et de *La Libre Pensée* (archives de l'IRELP).

De nombreux échos parus dans la presse locale restent à dépouiller. Toutefois, dans ces données incomplètes, on trouve des traces utiles, le plus souvent inédites, d'instances fédérales et d'activités des sociétés et des propagandistes libres penseurs. Nous ne sommes pas informés sur les souscripteurs éventuels de Seine-et-Oise à l'emprunt persistant de V. Croissac pour *l'Intégrale* entre 1922 et 1935¹.

Au cours de ces années, les cantons de Versailles, de Pontoise, du Raincy, de Boissy-Saint-Léger, de Marly-le-Roi, de Poissy, d'Argenteuil sont en pointe et, à un moindre degré, ceux de Gonesse, de Saint-Germain-en-Laye ou de Mantes. À contrario, la dispersion n'est pas encore surmontée dans les cantons d'Écouen, de Montmorency, de Limours, voire de Meulan et de Palaiseau, pionniers avant-guerre.

Un tournant en 1926.

En juin 1926, les Libres Penseurs du canton de Marly-le-Roi (une soixantaine) ont été en mesure de manifester contre les « processionnards » encadrés par les Camelots² du Roi.

En août 1926, une fédération régionale (Seine & Seine-et-Oise) est citée au Congrès National de Saint-Étienne ainsi que la Ligue d'Action Anticatholique. Cette fédération avait été absente des congrès nationaux précédents, tant de l'Union fédérative que de la FNLP (ex-FFLP).³

Cette année 1926 marque donc un tournant, si l'on ajoute à ces faits une manifestation, en janvier, à Pontoise, pour le respect de la liberté de conscience et l'édition de *La LP devant le fascisme* où André Lorulot met en garde les « esprits avancés ».

1. Croissac, Victor, et « *l'Intégrale* », communauté fondée sur le travail agricole à Puch-d'Agenais, sur le commerce des livres et sur l'imprimerie... sans patrons.

2. Vendeurs de journaux royalistes entre les deux Guerres.

3. Pour l'Union fédérative : Le Mans 1919, Nevers 1920, Périgueux 1921, Paris 1922, Lens 1923, Marseille 1924.

Pour la FNLP : Lyon 1921, Vichy 1922, Bordeaux 1923, Clermont-Ferrand 1924.

Le fascisme, c'est la sauvagerie, c'est la négation des libertés ; il abolit la liberté de la presse et de réunion ; il assujettit les syndicats, il fait l'apologie de la guerre.

La Libre Pensée apparaît comme un catalyseur pour l'unité contre le fascisme.

En 1927, la Libre Pensée opérative continue à regagner du terrain. Tous les 3 mois, un comité fédéral se réunit.

En janvier, une fédération départementale est dite seulement « en formation » autour de Bezons, de Noisy-le-Grand (qui progresse et déclare 27 cotisants), de Pontoise, de la Ligue des Sociétés Civiles et de la Ligue Anticatholique.

En avril, elle est dite « en bonne voie » autour de Selve (Rueil) qui est cité comme secrétaire et trésorier fédéral, de Gohier (Noisy-le-Grand), de Moreau (Pontoise), de Lorulot (Conflans-Herblay). La société implantée à Marines a été absente de ce Comité Fédéral.

La société de Villeneuve-le-Roi, représentée dès 1920, décide de se fédérer. Un groupe est en voie de se reconstituer à Villeneuve-Saint-Georges. Une société est reconstituée à Argenteuil.

On sait que la Fédération de Seine-et-Oise a disposé de 264 mandats au Congrès National de Strasbourg en 1927. Ces mandats provenaient en grande partie de deux sociétés (124 par Rueil et environs, 29 par Noisy-le-Grand). Les autres mandats, une centaine, provenaient d'Argenteuil (en cours de reconstruction), de Pontoise, de Marines, de Versailles, de Villeneuve-le-Roi, de Villeneuve-Saint-Georges et d'isolés.

23 sociétés actives dans la période d'avant-guerre ne sont plus citées : Deuil et environs, Étampes, Garches, Groslay, Montmorency, Poissy, Saint-Leu et environs (groupe La Barre), Soisy-sur-École, Sucy-en-Brie, Persan, La Ferté-Alais, Videlles, Carrières-sur-Seine, celles du Hurepoix (Dourdan, Saint-Chéron, Briis-sous-Forges), Orphin, Pussay, Juziers, Triel, Meulan, Maule, Les Mureaux...

Cette « remontada » est encore loin d'avoir réalisé les objectifs que se fixait André Lorulot : « réorganiser les groupes que la guerre avait dispersés, vidés et trompés et reconstruire la fédération ».

Parmi les sociétés « non citées », certaines ont pu néanmoins s'être maintenue, sans qu'on ait retrouvé des traces de leur existence, ni dans les publications de la FNLP, ni dans celles de la FFLP.

-XIV- LA REMONTÉE (1926-1940)

- La société de Mantes, restée en marge, a pour but de se maintenir autour des édiles Libres Penseurs dont le maire Auguste Goust, député-maire de Mantes.
- La société de Persan a dû se trouver dans la même situation avec à sa tête, le maire Libre Penseur A. Leyge qui est cité comme membre du bureau fédéral en 1923.
- La société de Palaiseau, un des piliers du maillage Libre Penseur d'avant-guerre, a dû se maintenir autour de Louis-Cyprien Muret, puis à travers le comité Bara⁴ actif de 1936 à 1934.
- Par contre, la société d'Arpajon a coulé suite au naufrage de la FFLP, celle de Saint-Germain-en-Laye n'aurait pas survécu à la mort du maire Libre Penseur Edmond Duval et celle de Juziers, à la mort du maire, Libre penseur lui aussi, Émile Gilbert.

Après le Congrès Fédéral de Paris, en 1928, A. Selve (Rueil) cumule encore les fonctions de secrétaire et de trésorier fédéral. Il participe activement, comme André Lorulot au Congrès National de Reims⁵ puis à celui de Strasbourg (ils y poussent les Libres Penseurs à reprendre « la lutte contre le cléricalisme et les religions »). Ils ont pu compter sur Julien Jenger de Bezons gérant de « *l'Action Antireligieuse* » et secrétaire général de la FNLP en 1925-1926.

Ils étaient relayés par des têtes anciennes : Gaston Hemmerschmidt et Henri-Edouard Leduc à Villeneuve-Saint-Georges, les sus nommés, Louis-Cyprien Muret, Albert Leyge, Auguste Goust, ou encore Charles Drezet à Corbeil, Auguste Cuenne et Benjamin Guérand à Rueil-Bougival (canton de Marly-le-Roi).

André Lorulot s'est employé à contrer « l'ingérence cléricale forte de la faiblesse des pouvoirs publics et de l'indifférence des éléments avancés ».

- À Versailles en traitant de la *Rentrée des Congrégations de France* devant 200 participants.
- À Pontoise en présentant *La Libre Pensée et la Religion*.
- À Argenteuil en revenant sur la question des Congrégations : *Faut-il autoriser les congrégations à l'exploitation dans les couvents*.
- Ailleurs sur *Pour ou contre l'Église*, sur *Le crime de 1914*, sur *Lourdes*, sur *La vérité sur Bernadette*, le mercantilisme de « la Grotte ».

4. Joseph Bara (1779-1793), né et honoré à Palaiseau, place Joseph Bara et collègue ; hussard de l'armée républicaine en Vendée, sommé de crier « Vive le Roi », il répond « Vive la République » avant d'être fusillé.

5. A. Selve est élu au bureau du Congrès de Reims en 1928 et à la commission de propagande. Délégué au Congrès de Strasbourg en 1927 avait demandé au nom de la fédération le retour de la statue du Chevalier de La Barre au pied du Sacré-Cœur.

Ces brochures imprimées à Herblay répandaient ses propos.

En 1929, la réorganisation des groupes et de la fédération piétine encore.

Au Comité Fédéral trimestriel du 9 juin 1929, il n'est plus question de Bezons (J. Jenger s'est retiré).

Les nouvelles sociétés annoncées à Villeneuve-Saint-Georges et à Argenteuil ne sont pas représentées. Les sociétés de Pontoise, de Villeneuve-le-Roi et Marines sont absentes, excusées. Restent comme piliers Noisy-le-Grand, Conflans/Herblay, Rueil, Versailles (« Science et Raison »).

Autrement dit, la réorganisation des groupes et de la Fédération autour de la Fédération Nationale de Libres Penseurs et des colonies réunifiées en 1924-1925 où s'activaient Lorulot et Selve, piétine.

Faut-il voir là l'influence de forces centrifuges internes de la Libre Pensée ?

- La « FFLP maintenue » de P. Dobelle en dehors de Montlhéry-Arpajon.
- Les Sans-Dieu de la FILPP au-delà de Villeneuve-Saint-Georges, Corbeil, Villeneuve-le-Roi, Essonnes, Villiers-sur-Marne et Saint-Cyr-l'École où ils étaient très influents.
- L'Union des Libres Penseurs de France et de la Libre Pensée Nouvelle de Victor Croissac.
- La persistance de « l'esprit de clocher ».
- Faut-il y voir le résultat d'une autre reconquête : celle qui a été menée par Charles Gibier dans le diocèse ?

La Fédération des Libres Penseurs de la Région Parisienne délègue Henri Ferdinand de Versailles (titulaire) et Jeanne Lorulot du groupe d'Action Anticatholique d'Herblay-Conflans (suppléante) au Congrès National de Grenoble (1929).

À partir de 1930, de nouvelles « têtes » émergent :

- René Talamont à Rueil.
- Henri Ferdinand à Versailles.
- Eugène Soitel à Aulnay-sous-Bois.
- A. Barthélémy à Villeneuve-le-Roi.
- Pierre Dagorn à Versailles puis à Sèvres.
- Émilien Meche à Croissy.
- Eugène Dufetie à Brunoy.
- Un propagandiste : Raymond Offner, sur Houilles et Le Blanc-Mesnil chargé de la propagande fédérale en 1936.
- Des secrétaires fédéraux : Ernest Loison de Bezons (1931-1934) auquel succède Louis Launay de Garches.

-XIV- LA REMONTÉE (1926-1940)

- Des trésoriers fédéraux : Charles Champenois de Rueil (1933-1934) auquel succède E. Breton de Houilles.

En 1931, une dizaine de sociétés coordonnent leurs actions : Bezons, Argenteuil, Pontoise, Rueil, Noisy-le-Grand, Marines, Villeneuve-le-Roi, Poissy, Houilles, Vélizy (groupe De Grosse) où se tient le Congrès fédéral de la Seine-Seine-et-Oise.

Une société est fondée à Brunoy en 1932 autour de E. Dufetre suivie par celle de Crosnes en 1933. La société « Science et Raison » de Versailles annonce 78 adhérents en 1936, contre 50 en 1935 malgré l'existence de sociétés voisines à Vélizy, au Chesnay et à Saint-Cyr. Dans les trois cantons de Versailles, la Libre Pensée paraît en essor et profite de la nouvelle réunification votée au Congrès National de Châlons-sur-Saône (1936).

De nouvelles sociétés sont signalées : en 1937 (Vigneux-sur-Seine), 1938 (réorganisation d'une société à Sartrouville, séparée de Maisons-Laffitte), en 1939 (Saclas et Sèvres). En mai 1939, la société « Science et Raison » édite une carte postale en l'honneur de curé de Noyers⁶.

En 1939, un banquet de 60 couverts, à Aulnay-sous-Bois atteste de la vitalité de la Libre Pensée dans le canton du Raincy. Le groupe revendique 40 adhérents sur Aulnay, Sevran, Le Blanc-Mesnil, Livry-Gargan.

En novembre 1939, le Comité (ou Congrès ?) fédéral est présidé par A. Lorulot.

- Le compte-rendu donne la liste des sociétés représentées :
- Bezons, dont Ernest Loison, le secrétaire fédéral.
- Versailles.
- Aulnay-sous-Bois, par E. Soitel, soldat en permission, secrétaire de la Société pour le canton du Raincy.
- Rueil, dont C. Champenois (ex-trésorier fédéral).
- Villeneuve-Saint-Georges.
- Houilles, par E. Breton, nouveau trésorier fédéral.
- Saclas, canton de Méréville.
- Absence excusée du représentant de Villeneuve-le-Roi.

6. « Égalité, ici, repose le citoyen Eugène Courson, curé de Noyers, décédé le 12 décembre 1905 dans sa 81^e année. Il avait recommandé à son neveu d'être enterré civilement, ne voulant pas que son cercueil fut profané par les simagrées de ses anciens confrères ». Noyers est situé près de Lorris dans le Loiret.

Des sociétés répertoriées dans l'Annuaire de Seine-et-Oise⁷ restent en dehors des instances fédérales : canton de Corbeil, de Deuil, d'Étampes, de Mantes, de Montmorency, de Palaiseau, Saint-Leu, société de Saint-Cyr-l'École. Sont-elles encore en vie en 1939 ?

D'autres sociétés ne sont pas répertoriées dans cet annuaire ; leur existence était avérée avant 1914 : Dourdan, Saint-Chéron, Briis-sous-Forges, Persan, L'Isle-Adam, Écouen, Luzarches.

Malgré l'absence de données quantitatives, malgré ces trous dans le maillage, on peut considérer que l'été 1940 a frappé une fédération solidement organisée et conquérante.

Elle a su, avec la Fédération Nationale, préserver son indépendance des partis politiques en ralliant la motion présentée par Louis Perceau, au Congrès National de Boulogne-sur-Mer en 1938⁸ majoritaire pour la sortie de la Libre Pensée du Front Populaire.

Des propagandistes de talent avaient contribué à préparer les adhérents aux problèmes de l'heure. Des brochures reprenaient les propos tenus à Versailles, à Argenteuil, à Rueil, à Villeneuve-le-Roi par A. Lorulot, J. Cotereau-Viala, S. Faure, J. Claraz, R. Offner, contre « la main tendue », contre le fascisme, sur le syndicalisme chrétien, sur le cléricalisme, sur le fascisme contre la République espagnole, sur « les crimes de colonisation », sur « l'action antireligieuse en Russie soviétique », sur « l'Église contre les travailleurs »... (archives IRELP).

Ni André Lorulot, ni Auguste Goust, démis par Vichy en 1941, ni A. Leyge maire démissionnaire en 1941, ne se sont ralliés à Pétain.

L'été 1940 est très loin d'avoir été la répétition de l'été 1914 pour la Libre Pensée en Seine-et-Oise. En 1914, Edgar Lynch s'est rallié à l'Union sacrée ! En 1940, André Lorulot a tenu bon⁹ !

7. L'Annuaire de Seine-et-Oise peut être consulté aux Archives départementales à Montigny-le-Bretonneux (78) et à Chamarande (91).

8. La motion de Boulogne-sur-Mer (1938) publiée dans *Une histoire de la L.P.* p. 189-194 et dans *La Libre Pensée* n° 75 du 1^{er} septembre 1938.

9. Archives IRELP et BNF.

-XV- 1945-1963 : des années florissantes pour la « Fédération Lorulot¹ » après quatre années terribles, quatre années d'hibernation pour la Libre Pensée (1940-1944)

Faute de faits précis pour la Seine-et-Oise, on doit se contenter, à ce jour, de transposer les propos du « Message fraternel » à tous d'André Lorulot dans le n° 1 de *La Libre Pensée* parue en avril-mai 1945. La FNLP a été dans l'impossibilité de « poursuivre ses activités » : les archives ont été cachées ou détruites ainsi que les draps mortuaires, les drapeaux et les bannières. La Fédération de Seine-et-Oise et les sociétés libres penseuses ont été mises en hibernation marquée par « une vie discrète ».

- Refus de Kollaborer (*sic*)².
- Poursuite de la diffusion des publications et des œuvres rationalistes³.
- Organisation de la solidarité envers les prisonniers et celle des funérailles des amis libres penseurs.

La fédération nationale des Libres Penseurs de France et des Colonies, après plus de quatre années de silence, vient de reprendre son activité.

Dès le mois d'octobre 1940, en effet, le gouvernement Pétain nous avait notifié l'interdiction de faire vivre et d'administrer notre chère Fédération nationale. Nous avons considéré cette interdiction comme un hommage rendu à la Libre Pensée et à son esprit d'indépendance, car nous avons toujours combattu l'hitlérisme, le fascisme, toutes les dictatures qui font obstacle à la liberté de conscience et d'opinion. C'est pour ce motif que nous nous sommes refusés à kollaborer (*sic*) sous une forme quelconque. Sous le régime de Pétain, il ne pouvait y avoir de liberté

1. C'est en 1973 que Roger Huron a qualifié la Fédération L.P. de Seine-et-Oise de « Fédération Lorulot ». Contrairement à la FNLP qui ne consacrait que 9 % de ces dépenses à la propagande, la « Fédération Lorulot » consacrait une part plus importante à ces dépenses qu'aux frais de fonctionnement.

2. Des Libres Penseurs seine-et-oisiens qui se sont engagés dans la Résistance et dans la guerre pour la Libération : Georges Langumier – Montgeron, M^c Marcel Gilbert – Mantes (Avocat des Malgaches), Adolphe Béhuret – Montesson, le docteur Josette Bienvenu – Chevreuse, Jacques Prince – groupe Orsay Armée De Lattre, le docteur Josette Lamy – Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Pierre Denoyelle – Mantes – F.T.P., Gérard Bloch – Orsay – déporté, rescapé de Dachau.

3. De cette période, la BNF ne possède que 5 brochures d'André Lorulot – alias Professeur Hursus – relatives à des problèmes de santé, ce qui échappait à la censure : *La meilleure méthode pour guérir* – 1942 – 31p., *L'art de supporter les restrictions... et de vivre à bon marché* – 1940 – 32 p., *Peut-on soigner sans médicaments ?* – 1941 – 31 p., *La santé par la déconstipation* – 1943 – 32 p., *L'art de supporter les restrictions... et de garder un bon moral !* – 1944 – 31 p.

que pour les ennemis de la liberté !

Un grand nombre de nos sections et de nos fédérations départementales ont néanmoins continué à vivre de façon discrète, organisant la solidarité envers ceux de nos membres qui étaient prisonniers, assurant les funérailles de nos amis et de nos sympathisants décédés, faisant même du recrutement et de l'éducation par la diffusion des publications et des œuvres rationalistes.

Aujourd'hui, l'heure de la libération a sonné. Bâillonnée pendant quatre années terribles, la France aspire à une vie digne et libre. Elle se remet au travail et s'efforce de panser les blessures que lui ont faites les traîtres de tout acabit. Chers amis Libres Penseurs de la France entière, c'est à la faveur de notre liberté reconquise que la Libre Pensée vous parle et vous adresse par ma voix le fraternel salut de la Fédération nationale des Libres Penseurs.

Ce salut fraternel, je l'adresse également à toutes les Françaises et à tous les Français sans exception, dans une commune affection pour notre indépendance nationale, base inébranlable et nécessaire de notre relèvement et de nos futurs progrès.

Les laïques, les rationalistes, les antidogmatiques (qui sont en France au nombre de plusieurs millions) n'ont pas le droit de rester inactifs. Qui donc, mieux que la Libre Pensée, pourrait se réjouir de l'effondrement de ce fascisme mondial contre lequel nous nous sommes dressés depuis le jour même de son apparition et sous les coups duquel tant des nôtres ont succombé ? Qui donc serait mieux qualifié que la Libre Pensée pour glorifier la liberté de la conscience humaine et cette vertu élémentaire mais essentielle que nous appelons la tolérance...

André Lorulot

Des années florissantes succèdent aux années « d'hibernation ».

La Libération a permis à ces forces contraintes au silence de se réorganiser rapidement au grand jour comme les partis et les syndicats.

Dès 1945, les Libres penseurs ont réorganisé des sociétés-avec des instances élues et des assemblées régulières – et remis sur pied un maillage des sociétés en Seine-et-Oise.

Ils ont bien sûr pâti de la disparition de grandes figures de l'avant-guerre : Auguste Cuenne (1937), Émile Noël (1938), Han Ryner (1938), Maria Vérone (1938), Jean-Marie-Félix Leclerc de Pulligny (1939), Albert Leyge (1941), Louis Perceau (1942), Sébastien Faure (1942), Jules Claraz (1944) ou Louis Martin (1944).

La fédération a pu cependant compter à nouveau sur l'engagement d'une douzaine de cadres qui ont survécu à la guerre : à commencer par André Lorulot, Ernest Loison (Bezons), Louis Launay (Garches), Charles Champenois (Rueil), Emilien Meche (Croissy), Eugène Dufetre et Julien Menager (Brunoy), Émile Moreau (Pontoise), Henri Leduc (Villeneuve-Saint-Georges), A. Goust (Mantes) ou encore Julia Bertrand et la poète Lucien Le Foyer (Saint-Germain-en-Laye).

Une trentaine de nouvelles têtes ont assuré la relève :

- À Versailles : Denise Michaud, le docteur Raymond Bourriaux, Roger Besnier, Louis Fournier, Haweker, François Miramont, César Fayolle, André Prudhommeaux ; à Saint-Cyr, Anatole Faubert ; à Versailles et à Sèvres, Pierre Dagorn.
- Dans le canton de Boissy-Saint-Léger : F. Tomasi à Brunoy ; Georges Langumier, Pasquier et Robert Chandelier à Montgeron et Crosnes : Buhler et Joseph Siauve à Villeneuve-Saint-Georges et dans le canton voisin, de Longjumeau, à Villeneuve-le-Roi, Chaumont et Mazeras.
- À Savigny-sur-Orge : Alfred Etelin, la citoyenne et le citoyen Charrier, et Madame Chalin.
- À Montesson-Chatou : Adolphe Béhuret du groupe Alfred Lesage et J. Michelin.
- À Sèvres : Roger Lefevre (groupe Roger Salengro).
- À Ermont : Raoul Frager-Dondemont et André Maille dit Hainer (des Amis de Sébastien Faure).
- À Bougival/Rueil : les citoyens Nigon, Laude et Mercier.
- À Dourdan : Ulysse Beaufiles et Maurice Gouiric.
- À Gif - Orsay : Roger Huron et Jacques Prince.
- À Saint-Rémy-lès-Chevreuse : Gérard et André Truchon, André Paysan et le docteur Josette Lamy pionnière du Planning Familial.
- À Brou (en Seine-et-Marne), rattachée à la fédération de Seine-et-Oise : Leroux.
- À Neuilly-sur-Marne : le groupe Voltaire est relancé par Auger et G. Peruisot.

Des orateurs talentueux ont contribué au réveil de la Libre Pensée :

- André Lorulot, en tête, a marqué chaque congrès fédéral et assuré le succès des initiatives locales à Versailles, Montgeron, Palaiseau, Brunoy, pour regrouper les forces dispersées et contrer les cléricaux.
- Denise Michaud, élue propagandiste fédérale a aussi marqué chaque congrès fédéral et répondu à l'invitation des Libres Penseurs de Versailles,

Brunoy, de Pontoise, de Savigny-sur-Orge, de Villeneuve-Saint-Georges notamment.

- Henri Perrodo-Lemoyne fut invité à Brunoy, Montesson et Palaiseau.
- Georges Las Vergnas, détroqué comme Perrodo-Lemoyne, fut un brillant conférencier à Versailles, Brunoy, Montmorency, Ville d'Avray.
- Charles-Auguste Bontemps déjà une des « stars » avant-guerre intervint avec succès, à nouveau, en Seine-et-Oise.
- Émilien Meche, Jean Cotereau-Viala, Aristide Lapeyre, René Labrégère, Jean Rostand et le libre penseur malgache Johnson-Rajona ont contribué à nourrir l'élan libre penseur et la réflexion de tous à l'occasion de leur participation aux banquets traditionnels du vendredi-dit-saint, aux assemblées statutaires et aux fêtes républicaines.

Les cérémonies civiles (parrainages républicains, mariages et obsèques civils) ont repris en toute liberté de telle sorte que beaucoup (la plupart ?) n'ont pas eu d'échos dans les publications locales anticléricales de l'époque, exception faite des obsèques civiles de François Foucaud, en 1952, à Savigny-sur-Orge avec les Anciens Combattants, les Socialistes et la Libre Pensée ; d'Alfred Etelin de la société de Savigny-sur-Orge, en 1957 ; d'André Lorulot, au Père Lachaise, le 16 mars 1963.

La fédération Lorulot s'est mobilisée, comme et avec la FNLP contre les attaques du Sabre, du Goupillon et du Capital : contre la guerre, sur la tactique du « cheval de Troie » de l'Église, sur les prêtres ouvriers et les prêtres chiffonniers, contre les lois anti laïques Marie-Barangé, Debré, contre l'oppression coloniale, pour la défense de la science, sur le Nucléaire, sur l'Eugénisme, sur le Féminisme, sur la LP et les partis... contre la Sainte-Trinité (le prêtre, le soudard et l'exploiteur = le goupillon, le sabre et le capital).

La fédération Lorulot a été particulièrement vigilante sur l'offensive cléricale contre la laïcité de l'école, contre les violations de la loi de 1905, sur les coalitions contre-nature avec les tenants de l'idéologie catholique, sur la nécessité d'exercer l'esprit critique sur tous les plans, y compris sur les positions des instances nationales de la FNLP.

Rappelons-le, pour Roger Huron, la fédération Lorulot se distingua de beaucoup d'autres – dont celle de Paris – par le souci de « ne laisser aucune action anticléricale sans réponse ». Deux exemples illustrent cette position :

- La mobilisation contre l'interdiction de vendre de la viande, le vendredi-dit-saint à Savigny-sur-Orge
- L'action contre l'attribution d'une subvention municipale pour le chauffage de l'Église à Savigny-sur-Orge, en 1953.

-XV- 1945-1963 : DES ANNÉES FLORISSANTES

- Roger Huron gardera ce cap. Lorsqu'il succédera à André Lorulot comme président de la fédération, il la dressera :
- Contre la garantie communale accordée par le maire socialiste Claude Germon à l'Association culturelle luthérienne pour l'Église Saint-Marc en 1963, à Massy.
- Contre le projet de dotation d'une aumônerie catholique dans 17 collèges publics de Seine-et-Oise dont Versailles, Le Raincy, Montmorency, Savigny, Étampes, Vaucresson, Marly-le-Roi, Saint-Leu-la-Forêt, Mantes, Poissy, Orsay...

À l'issue de ces « années florissantes », la maillage libre penseur est basé sur 34 sociétés structurées autour des résolutions de 19 congrès fédéraux⁴ et par la tenue régulière d'instances fédérales.

Dès novembre 1945, 10 sociétés sont représentées au Conseil Fédéral tenu à Paris, Herblay, Conflans, Brunoy, Villeneuve-le-Roi, Aulnay-sous-Bois, Montesson, Montfermeil, Houilles, Chaville, Croissy, Pontoise. André Lorulot a présidé les sociétés de Rueil et de Versailles (groupe Science et Raison) qui sont alors considérées en renaissance.

En 1946, Vélizy, Rueil, Savigny et Sèvres rejoignent l'instance fédérale. Le congrès fédéral se tient à Brunoy, le premier en Seine-et-Oise depuis celui de Versailles en 1939, preuve que la répression et les interdictions n'ont pas éteint la pensée libre dans ces localités. Les nouveaux responsables fédéraux sont A. Lorulot, E. Dufêtre, E. Meche.

Denise Michaud y est chargée de la propagande fédérale.

En 1947, à Rueil, s'ajoutent les sociétés de Saint-Germain-en-Laye, d'Ermont, de Crosnes, de Chatou, de Poissy et de Mantes. Le rassemblement des forces dispersées est en bonne voie mais encore incomplet. Sur la lancée du congrès international de Rome et du congrès fédéral de Versailles, Argenteuil, Mantes et Dourdan se fédèrent en 1948. La fédération se dote à nouveau d'un drapeau par souscription. On ignore encore qui furent les souscripteurs et comment ont évolué les effectifs des sociétés fédérales.

En 1949, la société de Chatou-Montesson est en mesure d'organiser le congrès fédéral où participent aussi Saint-Cyr-l'École et le groupe Voltaire

4. Liste des congrès fédéraux de 1946 à 1963 : 1946 – Brunoy, 1947 – Rueil, 1948 – Versailles, 1949 – Chatou-Montesson, 1950 – Savigny-sur-Orge, 1951 – Villeneuve-Saint-Georges, 1952 – Saint-Rémy-lès-Chevreuse, 1953 – Saint-Germain-en-Laye, 1954 – Versailles, 1955 – Pontoise, 1956 – Montesson, 1957 – Brunoy, 1958 – Ermont, 1959 – Sèvres, 1960 – Palaiseau, 1961 – Montgeron, 1962 – Versailles, 1963 – Achères.

de Neuilly-sur-Marne, deux nouvelles venues qui portent à 26 le nombre des sociétés fédérées.

En 1950-1951, la fédération est renforcée par les sociétés de Vaucresson, de Villeneuve-Saint-Georges, d'Eaubonne, de Villeparisis-Bron, de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, d'Achères, de Montgeron, de Sartrouville.

En 1956, on signale un sous-groupe à Saclas et en 1962, un groupe de la Bièvre et de l'Yvette.

Maria Deraismes, G.A. Hubbard, A. Selve l'ont rêvé, l'équipe Lorulot - Dufetie - Tomasi - Michaud - Meche l'a réussi.

On pouvait compter au moins sur le papier, sur plusieurs dizaines de sociétés et sur plusieurs centaines d'adhérents : 35 sociétés et 450 adhérents dès 1949.

Restaient en dehors de la LP opérative, les adhérents de Corbeil, Étampes, Écouen, Soisy-sur-École, La Ferté-Alais, Videlles, Juziers, Orphin, Arpajon et ceux du Hurepoix.

Cette approche incomplète ne peut donner qu'une idée partielle de la réalité. Approximative mais assez fondée pour montrer que la Libre Pensée n'est pas morte en 1940 : elle a su résister aux guerres, aux scissions et aux turbulences internes, fédérales comme nationales !

La mort d'André Lorulot n'arrête pas l'élan de la Libre Pensée opérative au moins en 1964.

En 1964, de nouvelles sociétés se fédèrent ou renouent leurs liens avec la fédération : Le Blanc-Mesnil, Élancourt, Brétigny, La Celle-Saint-Cloud, Rosny-sur-Seine, Vernouillet, Corbeil, Villiers-Adam, Meudon.

En 1965, malgré les efforts de Roger Huron et de son équipe, le maillage se réduit à 25 groupes, une quinzaine de groupes ont « disparu ». La société « Science et Raison » de Versailles tombe en léthargie, ce qui désespère Denise Michaud et contribue à miner sa santé. La tendance générale est à la dislocation de groupes devenus squelettiques. À Brunoy, le groupe a tenu jusqu'en 1970. À Vigneux, on ne cite bientôt plus qu'un seul adhérent. Il en est de même dans les communes de Crosnes, Montgeron, Limeil-Brévannes et Sucy-en-Brie. La majorité des Libres Penseurs retournent à la Libre Pensée spéculative ou adhèrent directement à la FNLP.

Les obsèques d'André Lorulot au Père Lachaise furent l'occasion de témoigner *in fine* de la visibilité de la Libre Pensée et du rayonnement d'André Lorulot.

-XV- 1945-1963 : DES ANNÉES FLORISSANTES

- Télégrammes des amis de l'Union Mondiale des Libres Penseurs.
- Lettres et télégrammes des fédérations Suisse, Belge, Allemande, Autrichienne, Italienne, des amis canadiens, de la Fédération rationaliste, de la LDH, de la Ligue de l'Enseignement, de la Fédération des délégués cantonaux, du groupe Chevalier de La Barre.
- Présence d'une délégation de la CNT, du GO de France, du Droit Humain, de la Fédération Anarchiste... Jean Cotereau, Aristide Lapeyre et René Labrégère y furent les porte-parole de la Fédération Nationale de la Libre Pensée.
- Les drapeaux des différents groupes et sections de la Libre Pensée – dont ceux de la Fédération Lorulot – ont formé une haie au passage du corps d'André Lorulot.

-XVI- La Fédération Lorulot tient bon de 1964 à 1983 grâce à Roger Huron

Les vingt années de présidence Huron furent vingt années d'une activité de tous les jours pour étudier, organiser les réunions des instances, les conférences, les congrès fédéraux, répondre aux courriers, classer les demandes et les réponses, lire la presse, participer et contribuer aux congrès nationaux. Un travail colossal !

Le 36 rue du Châteaufort à Orsay, son adresse personnelle, devint l'épicentre de la Libre Pensée en Seine-et-Oise pendant toutes ces années.

Roger Huron manifeste sa préoccupation fondamentale :

Il faut rassembler les enseignants et chercher avec eux comment on peut développer l'esprit critique, préparer l'examen libre des idées et enseigner l'utilisation correcte de la méthode expérimentale.

Cette préoccupation conduira à l'organisation d'un colloque à Dourdan en 1975 « Croire le moins possible afin de penser le plus possible » selon la formule de Jean Guéhenno¹.

Enfin, Roger Huron n'hésita pas dans les années 1970 à se dresser contre la C.A.N. elle-même alors qu'elle se plaçait sur le terrain de la « défense des croyances », formule de Michel Debré reprise dans le Programme Commun, à partir de 1972, en lieu et place de la « défense des croyants », la position de base de la Libre Pensée.

Il n'hésita pas à ne pas suivre Jean Cotereau-Viala, son ami, dans son apposition de principe aux recours devant la justice administrative. Il déposa, avec Gérard Bloch², une requête tendant à l'annulation de la décision du Conseil Municipal d'Orsay de programmer la reconstruction de l'orgue auprès du Tribunal Administratif de Versailles. Une première pour la Libre Pensée.

La requête n'a pas abouti mais elle a ouvert la voie à celles qui ont, depuis, abouti à des jurisprudences, qui sont des points d'appui pour les « libres penseurs et les défenseurs de la loi de séparation du 9 décembre 1905.

Il précise dans une lettre au président de Comité de parents d'élèves des écoles d'Orsay (3 juin 1968) que les statuts du Conseil « interdisent aux parents de s'immiscer dans le travail professionnel des enseignants ».

1. Marcel Guéhenno, dit Jean (1880-1978), écrivain, Inspecteur Général de l'Instruction publique.

2. Gérard Bloch (1920-1987), mathématicien, déporté à Dachau, trotskyste, libre penseur.

Il fut administrateur du CREA (Comité Régional de l'Enseignement et de l'Adolescent Inadapté).

Durement frappé par la mort accidentelle de son fils Bernard en 1976, il lança l'AFVAC (Association Française des Victimes des Accidents de la Circulation en 1979).

Il publie « *Ne pas mourir sur la route* », ouvrage édité par la Pensée Universelle. L'AFVAC a pu s'exprimer à plusieurs reprises en 1981, 1982 sur France Inter. Alfred Sauvy lui consacra un article dans *Le Monde*.

La « Fédération Lorulot » a ainsi survécu à son illustre président, au fractionnement administratif de la Seine-et-Oise en 6 départements, en 1964, par la mise en place progressive des fédérations départementales (78-91-92-93-94-95) à partir de 1983 comme le souligne Christian Eyschen dans la préface.

-AI- La Seine-et-Oise des années 1870 d'après Malte-Brun¹

6 arrondissements	36 cantons	686 communes	population de l'arrondissement	10 députés
Versailles 49 847 h.	10 Argenteuil Marly-le-Roi Meulan Palaiseau, Poissy Saint-Germain-en-Laye Sèvres Versailles (3 cantons)	115	207 157	3
Corbeil 6 392 h.	4 Arpajon Boissy-Saint-Léger Corbeil Longjumeau	93	75 584	2
Étampes 7 840 h.	4 Étampes La Ferté-Alais Méréville Milly	69	39 684	1
Mantes 5 649 h.	5 Bonneuil Houdan Limay Magny-en-Vexin Mantes	125	55 255	1
Pontoise 6 412 h.	7 Écouen Gonesse L'Isle-Adam Luzarches Marines Montmorency Pontoise	165	117 490	2
Rambouillet 4 750 h.	6 Chevreuse Dourdan (2 cantons) Limours Montfort-l'Amaury Rambouillet	119	66 820	1

C'est le seul département qui en entoure un autre : la Seine-et-Oise en-

1. Malte-Conrad Brun, dit Malte-Brun, géographe français (1775-1826), *L'ancien département de Seine-et-Oise (Histoire-Géographie-Statistiques, Administration)*, réédition 1883, puis 1990 Le Bastion.

tourne la Seine depuis sa création en 1790. 5 604 km²-561 990 habitants. 686 communes dont 2 de plus de 10 000 habitants : Versailles et Saint-Germain. Argenteuil, Rueil et Étampes ont entre 7 et 10 000 habitants.

La Seine-et-Oise comprenait alors les 17 communes détachées en 1964 :

Boissy-Saint-Léger, Chennevières-sur-Marne, La Queue-en-Brie, Le Plessis-Tréville, Limeil-Brévannes, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie, Noisieu, Ormesson-sur-Marne, Périgny-sur-Yerres, Santeny, Sucy-en-Brie, Valenton, Villecresnes, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Villiers-sur-Marne.

En 1931, Mantes et Gassicourt ont fusionné.

En 1959, Chatou et Montesson ont aussi fusionné.

Un diocèse, où la pratique religieuse est réputée faible.

Du point de vue de la religion catholique, la Seine-et-Oise ressortissait du diocèse de Versailles à la tête duquel était installé Pierre, Antoine, Paul Goux (évêque de Versailles de 1877 à 1904), assisté de 2 vicaires capitulaires.

L'Église catholique y exerce un quasi-monopole en matière de bienfaisance, de santé et d'école.

Les enfants, les vieillards, les indigents, les infirmes, les malades y relevaient le plus souvent d'Ordres Religieux (Jésuites, Frères de la Doctrine Chrétienne, Capucins, Assomptionnistes, Sœurs de la Charité, Sœurs de la Providence de Chartres, Sœurs de la Croix Saint-André, Hospitalières de Saint-Augustin, Bénédictines...).

La plupart des cérémonies civiles passaient par l'Église pour son plus grand profit et assuraient le gagne-pain des curés.

De grandes familles abondaient les caisses de Diocèse et des Ordres Religieux :

- Les Cornillon de Vaudreuil de Soisy-sur-École.
- Les châtelains du Vexin.
- Les Pommeret de Varennes, les Petit de Laborde et le comte et la comtesse de la Bigne à Étampes.
- Les Amodru à Chamarande.
- Les comtes de Caraman à Saint-Jean-de-Beauregard.
- Les vicomtes de Cornudet.
- Les comtes de Vezins et les De Vergès à Versailles.
- Les Galignani à Corbeil.

- Les de La Rochefoucauld à la Roche-Guyon.
- Les Colbert de Bourbon-Bichet à Ballancourt.
- Edmond Bartissol des vins de Banyuls au Château de Fleury-Mérogis.
- Les de Garets et les Despreaux de Saint-Sauveur à Ballainvilliers.
- Les Chodron de Courcel à Athis-Montconseil et à Vigneux-sur-Seine.
- Les sucriers Lebaudy, chatelains de Rosny-sur-Seine.

Les protestants² y étaient 5 000 en 1878 très disséminés. Ils relevaient de deux paroisses avec 7 pasteurs :

- Celle de Versailles qui couvrait les arrondissements de Corbeil, d'Étampes et de Rambouillet plus les cantons de Versailles, Marly, Palaiseau et Sèvres (70 % des fidèles réformés du département).
- Celle de Saint-Germain-en-Laye qui couvrait les arrondissements de Mantes et de Pontoise et les cantons de Saint-Germain, d'Argenteuil, de Poissy, et de Meulan (un temple existait alors, à Limay).

La franc-maçonnerie, opposition à l'Empire, y demeurait active. Le préfet de Seine-et-Oise relevait 11 loges actives en 1973³.

Les maçons de ces loges se retrouvaient chaque année aux fêtes solsticiales comme ce fut le cas à Pontoise en 1874 ou encore à Rueil en 1876.

La communauté juive – 500 environ – venait d'être renforcée par l'arrivée de rapatriés d'Alsace-Moselle après 1871. Une partie des médecins, des professeurs, des juristes, des ingénieurs de religion juive qui ont opté pour la France se sont installés à Versailles et à Saint-Germain. Ils ont trouvé un rabbin et une synagogue à Versailles.

2. Deux figures protestantes à signaler : Jean-Jules Clamageran, sénateur de Paris, retiré à Limours, de 1890 à 1903, « un libre penseur ferme dévoué à la République » selon Berthelot, un protestant libéral ; le citoyen Loyement qui fut élu municipal à Briis-sous-Forges pendant 20 ans.

3. Loges et ateliers qui n'apparaissent pas dans la liste citée au chapitre V : Pontoise « Les amis du Peuple » puis « Maria Deraismes » en 1894. Pour en savoir plus sur les loges du GODF en Seine-et-Oise : D. Perron *L'Histoire de la loge maçonnique, liberté par le travail de Mantes* – 2002, B. Durand, in Bulletin de la Société d'Histoire de Dourdan-en-Hurepoix – n° 35 p. 9 et 20, P. Barbier, SHARY, Rambouillet – *Les fêtes solsticiales des loges de Seine-et-Oise du G.O.D.F. durant la seconde moitié du xix^e siècle* p. 54-66 dans « Religions et Laïcité en Yvelines » - Colloque du 14 octobre 2006 à Maisons-Laffitte.

Les Libres Penseurs étaient plus discrets sur le plan « opératif » :

Quelle part revient aux Libres Penseurs dans la campagne de signatures de la pétition de Jean Macé pour l'école gratuite et obligatoire (21 808 signatures en Seine-et-Oise, 6^e rang départemental). Quels conseils municipaux de ce département ont fait partie des 3 000 qui l'ont appuyée ?

C'est très loin d'être exhaustif, toutefois, ces données font apparaître de futurs foyers d'organisations libres penseuses : Saint-Germain-en-Laye, Croissy, Rueil, Juziers, Meulan, Briis-sous-Forges et le Hurepoix ou encore La Ferté-Alais et Soisy-sur-École.

Autant dire que l'essentiel des prodromes de la Libre Pensée opérative en Seine-et-Oise reste encore à découvrir !

-AII- Quelques repères bibliographiques de référence accessibles au siège de l'IRELP

Sur les congrès mondiaux de l'Internationale des Libres Penseurs (1880-2017) :

COUTURIER (Louis). *Les Libres Penseurs et leurs internationales*, L'Harmattan, juin 2018.

Sur le pétitionnement laïque de 1866 à 1872 et sur la journée de mobilisation du 17 mai 1903 :

SCHIAPPA (J. M.). (coord.) *1905 !*, Syllepse, 2005.

Sur les guerres scolaires en Belgique, sur l'école nouvelle de Bruxelles, sur I. Gatti de Gamond et sur les Libres Penseurs belges combattant pour la laïcité de l'instruction :

200 ans de laïcité en Belgique, CAL, Charleroi édit. 1989.

Dictionnaire Historique de la laïcité en Belgique POL Defosse (Direct.) 2005.

BOUCHET (Gérard) *Laïcité, textes majeurs*, A. Colin, 1997.

Sur les lois et décrets scolaires de la III^e République, en France (P. Bert, R. Goblet, C. See, J. Ferry, Jean Zay...) :

MOPIN (Michel). *Les grands débats parlementaires de 1875 à nos jours*, La documentation française, 1988.

EYSCHEN (Christian). *La Libre Pensée contre l'Église*, 2000.

La loi Debré contre l'école laïque, FNLP, édit. 2012, ouvrage collectif.

GEORGES (Guy). *La bastille de la laïcité*, Sudel édit., 2008.

SCOT (J.P.). *L'État chez lui, l'Église chez elle*, le Seuil, 2005.

COUTURIER (Louis). Lorulot et la guerre scolaire en France in *La Libre Pensée et les femmes*.

Sur l'Église, l'État français et la laïcité :

EYSCHEN (Christian). *La Libre Pensée contre l'Église*, 2000.

De et sur Sébastien Faure :

FAURE (Sébastien). *La Libre Pensée*, Ed. Libertaires et Ed. Libre Pensée (2000) et

LEDUC (Alain Georges). Article dans *l'Encyclopédie anarchiste (1925-1934)*

DAVY (Ivan). *Sébastien Faure et La Ruche ou l'Éducation libertaire*, Thèse, 1989.

Sur Gatti de Gamond, Marie Bonneval, Julia Bertrand, Léonie Rouzade, Maria Vérone, Julie Pasquier... :

COUTURIER (Louis). *La Libre Pensée et les femmes, les femmes et la Libre Pensée*, Ed. de La Libre Pensée, 2015. En accès libre sur Calaméo.

Sur Francisco Ferrer I Guardia et Odon de Buen

Cahiers rationalistes n° spécial Ferrer nov. 1960

Actes du colloque international consacré à F. Ferrer, à Paris, le 28 nov. 2009 (FNLP édit.)

EYSCHEN (Christian). *Les martyrs de la Libre Pensée* (dir.), édit. de La Libre Pensée, 2018.

Sur Ferdinand Buisson :

CABANEL (P.). *Ferdinand Buisson*, Labor et Fides Édit., 2016.

« *Le Buisson, le Dictionnaire de Pédagogie et d'Instruction primaire* »

Ferdinand Buisson au Congrès de Rome, dans les Actes du Congrès de Rome – L.P. et Théolib édit. 2010, Actes du colloque du 27-28 mars 2001 à Paris (Condorcet, Buisson, P. Bert, la LP en Belgique, la Libre Pensée en Italie).

Colloque International de l'IRELP *Histoire de la pensée libre – Histoire de la Libre Pensée*.

RÉMOND (R.). *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, 1999.

Pour la laïcité en Europe, ouvrage collectif, Ed. Libre Pensée, 2015.

Sur la LP pendant la guerre (1940-1944), la loi Debré, le serment de Vincennes :

Histoire de la Libre Pensée, éd. IRELP, févr. 2020, coordonné par L. Couturier, C. Eyschen, J.M. Schiappa.

Sur les lois anti laïques en France, sur l'Église catholique et Vichy :

EYSCHEN (Christian). *L'Église contre la Libre Pensée*, janvier 2011.

7^e Congrès International de l'AILP, sept. 2017, et Actes du colloque International de l'IRELP, Paris 21 sept. 2017.

Sur les grèves de Draveil, Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges en 1908 :

BIANCHI (Serge). Préface de Michelle Perrot, Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne. Sur Villeneuve-Saint-Georges, une exposition est en préparation pour 2023 par les Archives Municipales.

Sur l'Histoire de la Libre Pensée :

LACASSAGNE (Jean). *l'Idée Libre* n° 120 (archives IRELP).

Sur A Lorulot :

Annexe AIV, *l'Idée Libre* n° 288

Sur la FFLP :

Bulletin mensuel de correspondance des groupes et adhérents fédérés de la LP - il manque 1895 et 1897 (archives IRELP).

Sur la Libre Pensée en France :

Le Libre Penseur du Centre, rédacteur en chef Émile Noël, 1904-1938, (archives IRELP).

-AIII- Acronymes utiles

ANLP-F : Association Nationale des Libres Penseurs de France fondée en 1902.

Grandes figures nationales : Marcelin Berthelot, Victor Charbonnel, Ferdinand Buisson, Anatole France.

CEG : Collèges d'Enseignement Général instaurés en 1959-1960. Ils ont remplacé les Cours Complémentaires. Ils ont été progressivement remplacés par les CES (Collèges d'Enseignement Secondaire) à partir de 1963.

CIRA : Centre International de Recherches sur l'Anarchisme de Marseille.

CNAL : Comité National d'Action Laïque fondé en 1953 soutenu par la Libre Pensée. Il comprenait la FEN, le SNI, la Fédération des DDEN, la FCPE, la Ligue Française de l'Enseignement et le d'Éducation Permanente, la LDH.

CNT : Confédération anarchiste fondée en France en 1946. André Maille est cité comme un des fondateurs.

DDEN : Fédération Départementale des Délégués de l'Éducation Nationale (1906). Les DDEN ont été installés en 1886 suite à la loi Goblet.

DH : Droit Humain. Première Obédience mixte fondée par Maria Deraismes en 1893. Edmond Bazire, secrétaire de l'Union Fédérale de la LP en 1913 en fut membre.

FCPE : Fédération des Conseils de Parents d'Élèves fondée en 1946, animée alors par Roger Labrusse et Jean Cornec.

FEN : Fédération de l'Éducation Nationale issue de la FGE de 1929, fondée en 1947. Elle n'a pas rejoint les Confédérations en 1948. Elle a regroupé 44 syndicats. Elle a éclaté en 1993 entre la FSU, l'UNSA, FO, la CGT et Solidaires.

FFLP : Fédération Française de la Libre Pensée, Ligue anticléricale fondée en 1890. Elle fut parallèle à l'ANLP-F de 1901 à 1912 puis de 1921 à 1924. Elle a édité un bulletin mensuel de correspondance des groupes et adhérents fédérés. Elle fut maintenue par Dobelle de 1924 à 1928.

Grandes figures nationales : Maurice Bonnardot, Paul Dobelle, Émile et Julie Pasquier, Louis et Marcel Crétois, J.B. Schacre, Edmond Bazire, Émile Noël.

Grandes figures de Seine-et-Oise : de Versailles (Bévalet - trésorier national, Hilaire, Cadoret), de Sèvres (L. Ré) et de Villeneuve-Saint-Georges (A. Aurèche).

FILP : Fédération Internationale des Libres Penseurs ou IFF (en anglais) 1880-1936, fondée à Bruxelles et continuée par l'UMLP en 1936.

Grandes figures internationales : M. Terwagne, Ch. Bradlaugh-Boner, L. Furnémont, E. Hins, B. Sarraja, Annie Besant, H.P. Pardon, M. Sievers, E. Vogther.

Grandes figures nationales : F. Buisson, Ch. Renouvier, A. Lorulot, J. Coteureau-Viala, É. Noël, E. Chauvelon, L. Perceau.

Grandes figures de Seine-et-Oise : A. Lorulot, Auguste Selve.

FILP-P : FILP – Prolétarienne, les Travailleurs Sans Dieu, scission de la FILP de 1925 à 1936 (ILPP en anglais), implantée à Corbeil-Essonnes, Villeneuve-le-Roi. Elle éditait *La Lutte*. Son siège était à Moscou.

Grandes figures internationales : Milde, D^r G. Galpérine.

FNLP et d'Action Sociale : 1921-1925 – édite *L'Antireligieux* ; animée par André Lorulot, Marius Roche, Jacobs.

FNLP de France et des Colonies : à partir de 1924, édite *L'Action antireligieuse* et *La Libre Pensée* (mensuel), animée par A. Lorulot, J. Jenger, É. Noël. Réunifiée en 1936 avec les Sans Dieu.

GLF : Grande Loge de France, obédience créée en 1894. L. Le Foyer en fut le Grand maître en 1928-1930.

GODF : Grand Orient de France, obédience fondée en 1773.

IEV : Institut Vandervelde de Bruxelles

IFHS : Institut Français d'Histoire Sociale d'Amsterdam.

IHEU : International Humanist and Ethical Union fondé en 1952

IRELP : « Le 29 juin 1999, à l'initiative de la Fédération Nationale de la Libre Pensée, s'est tenue l'assemblée fondatrice de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée (IRELP). Historiens, scientifiques, chercheurs, enseignants, étudiants et libres penseurs ont décidé d'ouvrir en commun un nouveau champ pluridisciplinaire d'investigation : la Libre Pensée.

Examiner l'histoire du mouvement libre-penseur en liaison avec les grands phénomènes sociologiques, comprendre la concomitance des mouvements républicains, démocratiques, ouvriers et laïques, telle est leur volonté ». Il publie la revue *Recherches et Études*.

LDH : Ligue des droits de l'Homme fondée en 1898 après le « J'accuse » d'Émile Zola, présidée par Francis de Pressensé de 1904 à 1914, animée par Marcel Sembat, par Alphonse Aulard, par Albert Bayet.

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente fondée en 1866 par Jean Macé et animée par Léon Robelin, par Alphonse Aulard et par Albert Bayet.

-AIII- ACRONYMES UTILES

LFDF : Ligue Française pour le Droit des Femmes fondée en 1868 par Maria Deraismes et animée par Marie Bonneval, Maria Vérone, Marie Pognon.

LPI : Libre Pensée Internationale fondée à Bruxelles en 1880.

NSS : National Secular Society (Société Anglaise de Libre Pensée) fondée en 1866, animée par Charles Bradlaugh-Boner, William Heaford, G.W. Foote, Chapman Cohen, Annie Besant.

PC : Parti Communiste fondé en décembre 1920 au Congrès de Tours.

REHMLAC : Revue d'Études Historiques de la maçonnerie latino-américaine et des Caraïbes.

SFIO : Parti Socialiste, Section française de l'Internationale Ouvrière (2^e Internationale) fondée en 1905.

SHARY : Société d'Histoire et d'Archéologie de Rambouillet et de l'Yveline (Rambouillet).

SNI : Syndicat National des Instituteurs d'abord adhérent à la C.G.T., à partir de septembre 1920 puis à la FEN.

UFLP : Union Fédérative de la Libre Pensée de France et des Colonies constituée en 1912-1913 (12 000 adhérents) par Ch. Beauquier, É. Noël, Ed. Bazire, Maurice Bonnardot, Paul Dobelle, G.A. Hubbard. Elle dura jusqu'en 1921 (tombée à 2 500 adhérents).

UMLP : Union Mondiale des Libres Penseurs constituée à Prague en 1936 par la réunification de la FILP et de la FILPP.

Et : Cn = Citoyen,
 Ce = Citoyenne
 Dr = Docteur
 Me = Maître
 Ve = Veuve

-AIV- Extrait de *l'Idée Libre* n° 288 - 1^{er} trimestre 2010

André Lorulot et la Libre Pensée (1904-1963) par Christian Eyschen

C'est en 1904 qu'**André Lorulot**, à l'âge de 19 ans, participa pour la première fois à une manifestation de libres penseurs au **monument Etienne Dole**t, place Maubert.

L'année suivante, il assista au **Congrès International de Paris** de 1905 au palais du Trocadéro. Mais c'est seulement en 1921 qu'il deviendra un animateur de premier plan dans le monde libre penseur.

En 1924, dans une brochure intitulée « ***La Libre Pensée. Ce qu'elle a été. Ce qu'elle est. Ce qu'elle doit être*** », il expose ce que doit être la **Libre Pensée** : « *Elle ne peut plus se borner à la lutte anti-religieuse, car le dogme militariste et le dogme capitaliste cherchent à s'imposer d'une façon aussi brutale que le dogme religieux. Un vrai Libre Penseur ne peut être ni un automate servile dans l'armée, ni un ouvrier docile et soumis aux volontés de son patron.* »

Il pense que la **Libre Pensée** a manqué de clairvoyance : « *Elle aurait dû combattre l'impérialisme russe, le mercantilisme anglais au même titre que le pangermanisme et montrer dans la guerre l'œuvre des rapaces de tous les pays sans exception. Elle ne doit pas hésiter à descendre dans la mêlée et à joindre sa voix à celle de tous les opprimés sans toutefois s'inféoder à un parti politique quel qu'il soit. Propagande antireligieuse et action sociale anticapitaliste sont inséparables. Pour désarmer l'Eglise, il faut vaincre le capitalisme. Et pour venir à bout du capitalisme, il faut briser la puissance néfaste des religions, résignation, bêtise, jésuitisme* ».

Le 20 juillet 1924, **Lorulot** prépare une **Déclaration** de principes qui devait être transformée en **Charte du mouvement** par les congrès de Clermont-Ferrand et de Marseille (août-septembre 1924). Elle dénonçait « *l'esprit de caste, l'appétit des oligarchies et les provocations nationalistes aussi néfastes que l'obscurantisme religieux* » et fixait comme but à la **Libre Pensée** « *l'instauration d'une société libre, sans exploitation ni tyrannie d'aucune sorte. Indépendante de tous les partis, la libre pensée fait appel à tous les hommes d'avant-garde sans exception : républicains, radicaux, socialistes, communistes, libertaires* ».

Ainsi devait naître au congrès d'unité des 31 janvier et 1^{er} février 1925, la « **Fédération Nationale des Libres Penseurs de France et des colonies** » avec son organe officiel imprimé chaque mois sur les presses du rédacteur en chef **Lorulot** : « ***L'Action antireligieuse*** ».

En 1932, **Lorulot** fait adopter une motion qui accepte l'unité d'action dans les domaines de l'action laïque et de la politique antireligieuse avec la « *Fédération Internationale de la libre pensée prolétarienne des travailleurs sans Dieu* ».

En février 1933, il rappelle que « *la **Fédération Nationale** doit continuer à admettre sans discrimination, réformistes ou révolutionnaires, socialistes, communistes, radicaux, anarchistes* ».

Pour l'affranchissement intégral

La lutte anticléricale de **Lorulot** n'apparaît nulle part plus nettement qu'à propos des rapports avec les syndicats chrétiens. Pour **Lorulot**, il est vrai que « *les prolétaires doivent s'unir* », mais ce doit être « *pour l'affranchissement intégral* ». Il faut donc que les masses « *sortent de l'ignorance et de la résignation. Si les travailleurs chrétiens croient à la nécessité des classes et des hiérarchies sociales, leurs syndicats n'envisagent aucune action profonde contre le capitalisme et le militarisme. S'unir à eux, c'est propager dans le peuple l'idée qu'ils peuvent être aussi intéressants que les autres, mais surtout cela oblige à des concessions. Pour ne pas déplaire aux alliés d'un jour on restera sur le terrain strictement corporatif et on négligera complètement l'éducation de la classe ouvrière. Je n'admets pas qu'on sacrifie délibérément l'affranchissement du prolétariat pour réaliser une simple et illusoire augmentation des salaires* ».

Haussant le ton, **Lorulot** ajoute même que « *de telles équivoques mèneront au fascisme et que les hypocrites syndicalistes chrétiens qui vous leurrent aujourd'hui seront les premiers à vous fusiller demain.* »

Le congrès de Périgueux en 1930 adresse aux travailleurs une sévère mise en garde contre « *le camouflage actuel de l'Église, jouant la comédie du libéralisme, du socialisme et du syndicalisme afin de berner les travailleurs* ».

En 1932, **Lorulot** expose que « *le socialisme respectueux du sentiment religieux, quand il est libre, loyal, spontané, combattra néanmoins une fois établi les religions systématiques et les Églises dogmatiques et interdira qu'on leur livre l'enfance. Arrivés à l'âge d'hommes, les enfants de la Cité socialiste pourront librement choisir une religion ou une philosophie s'ils en éprouvent le besoin.* »

Dans le domaine de la paix, **Lorulot** agit aussi inlassablement. Dès 1925, les **Libres Penseurs** se prononcent pour la reconnaissance légale de l'**Objection de conscience**. En 1931, le congrès du Havre proclame « *le devoir, pour tous les Libres Penseurs d'utiliser tous les moyens d'action depuis les plus*

modérés jusqu'aux plus violents, si les circonstances obligeaient à y recourir afin d'assurer définitivement le triomphe de la paix ». L'année suivante, le congrès de Lille vote par 303 voix contre 33 la participation au congrès mondial contre la guerre préparé par **Henri Barbusse** et **Romain Rolland**.

On retiendra cependant que l'anticléricalisme donne à ce pacifisme une coloration très particulière, les thèses de **Lorulot** sur la papauté et la guerre ayant d'ailleurs largement débordé les limites du mouvement libre penseur.

« L'Église, c'est le fascisme »

Très tôt les **Libres Penseurs** ont compris que le **fascisme** représentait un danger pour la démocratie en France même. Dès 1926, au congrès de Saint-Etienne, Lorulot présente un rapport circonstancié sur ce sujet : le fascisme est pour lui l'antithèse de la **Révolution** française ; les privilégiés de la richesse utilisent cette arme contre tous ceux qui veulent reprendre la grande œuvre des **Révolutionnaires de 1793** et la mener, cette fois, à bonne fin. « *La **Libre Pensée** doit combattre le fascisme d'abord parce qu'il étouffe la liberté de conscience et d'opinion, mais aussi parce qu'il détruit les organisations ouvrières et menace tragiquement la paix internationale. Toutefois, on ne peut lutter contre lui qu'en luttant contre le cléricalisme, son meilleur allié* ».

En 1934, **Lorulot** publie une nouvelle brochure « *L'Église, c'est le fascisme* ». Il stigmatise bien entendu la collusion entre l'Église catholique et les régimes autoritaires d'Italie, d'Autriche et même d'Allemagne (le pape **Pie XI** vient de signer un concordat avec le gouvernement nazi) mais il va plus loin : « *Les principes de l'Église sont les mêmes que ceux du fascisme, car la puissance absolue que le fascisme demande pour l'État, l'Église la demande pour elle-même ; comme le fascisme, l'Église est fondée sur le principe de la soumission et de l'obéissance aveugle sur un embrigadement du type militaire de l'enfance, de la jeunesse et des adultes (qu'on pense aux statuts de la compagnie de Jésus !), comme le fascisme, elle condamne le parlementarisme et le suffrage universel, justifie l'usage de la violence contre ceux qui refusent sa mystique intolérante. En conclusion : si le **cléricalisme** avait été abattu, nous n'aurions pas, aujourd'hui, à redouter une menace de **fascisme** en France. On ne pourra battre le fascisme en respectant le cléricalisme qui en est l'âme et l'inspirateur* ».

Favorable par principe à l'**Union des gauches, anticapitaliste, pacifiste, antifasciste**, la Libre Pensée devait accueillir avec enthousiasme l'unité d'action entre socialistes et communistes en 1934, et la formation, l'année suivante, du **Rassemblement populaire**. Parallèlement, elle opérait d'ailleurs sa propre réunification. Dès 1934, au congrès de Besançon, **Lorulot** pouvait se réjouir « *du revirement d'attitude des **Travailleurs-sans-Dieu** proposant à*

*présent la défense des lois laïques et des libertés démocratiques menacées » sans exiger désormais la subordination de la **Libre Pensée** à la politique du **Parti Communiste Français**. A une très forte majorité, le congrès se prononçait en faveur de l'unité organique. L'année suivante, majorant ses exigences, **Lorulot** proposait au congrès de Mulhouse, la rentrée pure et simple des **sans-Dieu** dans la **Fédération Nationale** et la suppression de leur journal « **La Lutte** ».*

Le Congrès d'unification eut lieu à Chalon-sur-Saône du 13 au 15 août 1936. Les motions adoptées réaffirmaient « *la mission fondamentale de la **Libre Pensée** » qui est « de défendre contre toutes les forces de réaction, la personnalité humaine, de favoriser pour tous, les moyens, le développement de la pensée rationaliste avec l'aide de toutes les forces de progrès » et notamment par la création d'une Université populaire et d'une « **Université par TSF** ». Cependant le congrès « *proclame que le bien-être matériel des masses, la paix et la liberté sont les conditions indispensables à la réalisation de nos buts car il ne saurait y avoir de pensée libre dans la misère, la faim, la guerre et le fascisme* ».*

Une des premières préoccupations de la **Libre Pensée** fut naturellement de faire inclure les principales revendications anticléricales dans le programme du **Front Populaire**. À cet égard, la manifestation du 14 juillet 1935 fut pour elle une première déception.

« Dans l'énumération des ennemis de la liberté, écrit **Louis Perceau**, commentant les mots d'ordre du comité parisien d'organisation, aucune allusion n'est faite au plus dangereux de ceux-ci, à **l'Église**. Si cette omission est involontaire, elle est regrettable ; si elle est volontaire, elle est inquiétante et manifeste l'influence des équipes de noyautage créées par les Jésuites et les Dominicains. Un redressement s'impose : un triple mot d'ordre politique doit rassembler tous les républicains : **Contre le Fascisme, Contre l'Église, Contre la Banque** ; mais le programme du **Rassemblement populaire** publié le 12 janvier 1936 se bornait à réclamer la défense et la modernisation de **l'École publique** et pour ses élèves et ses maîtres, la pleine liberté de conscience, notamment par le respect de la neutralité scolaire, de la laïcité et des droits civiques du corps enseignant. Aussi la **Libre Pensée** fondait-elle de grands espoirs sur la constitution le 29 décembre 1935 à la Mutualité du **FRONT LAÏQUE** qui groupait aux côtés des organisations laïques et rationalistes tous les partis du **Front Populaire** et qui reprenait le programme traditionnel de la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** : suppression de l'ambassade au Vatican, de toutes les subventions aux œuvres de caractère confessionnel, des émissions de caractère religieux aux postes radiophoniques d'État ; fermeture des écoles congréganistes illégalement ouvertes ;

*abrogation des derniers vestiges de la loi FALLOUX et du statut scolaire spécial d'Alsace-Lorraine. Lors de la campagne électorale, le **Front laïque** présente ce programme à tous les candidats de gauche tandis que la **Libre Pensée** diffusait un tract où elle affirmait qu'anticléricalisme et antifascisme sont inséparables et que le Front Populaire doit mettre dans son programme la défense des lois laïques et de l'école laïque ».*

La **Libre Pensée** s'était rendu compte que la victoire électorale des partis de gauche ne lui apportait pas la réalisation de ses espérances.

Les gouvernements de **Front Populaire** avaient évidemment d'autres soucis que de reprendre le combat contre l'Église. Bien plus, ils espéraient par une politique conciliante, obtenir l'appui de la hiérarchie et du Vatican contre le danger hitlérien. Dès février 1937, se produisirent quelques faits significatifs : **Lorulot** se vit refuser l'autorisation de prononcer un discours à **Radio-Alger** où le Révérend **Père Carlet** pouvait faire l'apologie du christianisme.

En avril 1937, **Lorulot** prend à partie **Léon Blum** pour l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire « **Sept** » : « *Comment imaginer que les catholiques pourront participer au violent combat antifasciste qui se prépare à travers le monde ?* » Aucun d'entre eux n'a protesté contre l'attitude du **Pape** dans les conflits éthiopien et espagnol.

« *La présence dans le **Front Populaire** de quelques démocrates-chrétiens a suffi à faire avorter notre programme laïque. Le geste de **Léon Blum** si loyal et si honnête qu'il ait été, servira la cause cléricale* ». Au congrès de Bordeaux en août 1937 le ton monte : **Perceau** s'écrie que « *les prétendus catholiques de gauche, sont plus dangereux que ceux de droite et se demande même si la **Libre Pensée** doit rester dans le **Front Populaire**, attendu qu'elle y est brimée* ». Le congrès rappelle, une fois de plus aux partis de gauche qu'ils ont l'impérieux devoir de soutenir la **Libre Pensée** dans son action de défense laïque et de lutte anticléricale et décide qu'un questionnaire comportant un bulletin de réponse sera adressé à tous les candidats aux élections prochaines.

Mais c'est surtout comme il était prévisible, la politique communiste de *la main tendue* qui cristallise l'hostilité des libres penseurs. **Lorulot** consacre en août 1938 toute une brochure à ce problème.

Il constate qu'au déclin de l'anticléricalisme depuis la chute de **Combes** a correspondu le déclin de l'idée démocratique, puis la montée des fascismes. **Maurice Thorez** dans son fameux discours est allé jusqu'au compromis idéologique. Il est faux que socialistes et chrétiens soient animés d'une même ardeur généreuse à vouloir répondre aux aspirations millénaires des hommes à une vie meilleure ; en fait le christianisme ne prêche aux opprimés que la

résignation ; l'encyclique « *Rerum Novarum* » qu'ose invoquer le Secrétaire général du **Parti Communiste** proclame qu'il y aura toujours des riches et des pauvres ; le Pape n'est-il pas lui-même « *le plus riche capitaliste de la terre entière ?* »

Collaborer avec l'Église pour la défense de la paix et de la liberté, la chose est complètement folle. **Lorulot** va même jusqu'à reprocher à **Maurice Thorez** d'avoir dans un article de l'*Humanité* du 28 octobre 1937, exprimé son admiration pour les cathédrales : « *au lieu de construire des églises vastes et superbes, on aurait pu édifier des maisons pour les gens du peuple, des écoles et des hôpitaux* ».

Bien loin de tendre la main au clergé et aux militants catholiques, les **Libres Penseurs** doivent redoubler d'ardeur contre l'Église pour entraîner avec eux tous les hésitants « *dans l'intérêt même de la République, de la Paix et de l'émancipation prolétarienne* ».

Tels sont les thèmes qui prévalent en août 1938 au congrès de Boulogne-sur-Mer qui constate avec amertume le bilan négatif du **Front Populaire** en matière laïque, l'abandon officiel par le **Parti radical** de sa politique anticléricale traditionnelle, le non-respect par les dirigeants et les parlementaires socialistes des décisions unanimes des récents congrès socialistes en faveur de la laïcité et enfin la persistance du **Parti Communiste** à tendre aux catholiques une main que ceux-ci s'obstinent à ne pas prendre cependant que l'Église profite largement des concessions qui lui sont faites.

André Lorulot est un militant intransigeant qui ne badine pas avec les principes et les règles démocratiques. En 1939, il obtient que la Fédération Française ne participe plus à l'Union Mondiale d'un fait du litige de représentation.

Maintenir l'unité de la Libre Pensée

Débute alors la guerre. Le journal « *la Vague* » remplace « *la Calotte* ». En janvier 1940, **André Lorulot** prend nettement position contre l'invasion soviétique en Finlande et appelle « *au maintien des tendances de gauche et d'extrême-gauche au sein de la Libre Pensée* ». C'est une constante qui dura toute sa vie : maintenir l'**Unité de la Libre Pensée**, même dans les moments les plus difficiles. Mais pour lui, les choses sont claires : l'**Unité de la Libre Pensée et des Libres Penseurs** ne peut se maintenir que sur la base de la plus grande fermeté pour la défense de la laïcité et par une action anticléricale virulente.

Lorsque **Jean Cotereau** est mobilisé, **Lorulot** prend le poste de **Secrétaire général** pour maintenir l'action de la **Libre Pensée**. En octobre 1940, le **gouvernement de Vichy** interdit la **Libre Pensée**. *L'Idée Libre* et les journaux libres penseurs cessent de paraître. Les **Libres Penseurs** vont maintenir une action clandestine par le biais de la solidarité entre eux. Ils vont payer un lourd tribut en vies humaines dans cette guerre. Un curé de Gironde ira même jusqu'à réclamer l'arrestation de **Lorulot**.

A la **Libération**, **André Lorulot** va reprendre du service et se dépenser sans compter pour remettre sur pieds la **Libre Pensée**. Il va dénoncer inlassablement le **clergé collaborationniste** et les cléricaux infiltrés dans la **Résistance** pour faire oublier que, s'il y avait eu quelques curés dans les maquis, tous les évêques étaient par contre à Vichy.

En réaction, le gouvernement provisoire interdit la reparution du journal *La Libre Pensée* et refuse que **Lorulot** parle à la radio. Il ne cédera jamais et grâce à son opiniâtreté le journal pourra réapparaître. Ce n'est qu'en 1947 que la **Libre Pensée** pourra avoir une émission hebdomadaire à la radio. Mais quelques mois plus tard, *Témoignage Chrétien* obtiendra que d'hebdomadaire, l'émission ne soit plus que mensuelle. Les cléricaux, même de gauche, ont toujours combattu la **Libre Pensée**.

Avec **Cotereau** et **Lorulot**, le **Front Laïque** est reconstitué en 1946 sous l'appellation *Cartel d'Action Laïque*. En 1947, suite aux élections, **André Lorulot** déclarera au vu des résultats qui sont une victoire pour la droite : « *Les partis de gauche ont ouvert la voie au triomphe électoral du M.R.P.* »

Dès 1948, des querelles internes liées au début de la **Guerre froide** se font jour au sein de la **Libre Pensée**. **Lorulot** appelle une nouvelle fois à la fin des querelles internes et au maintien de l'unité interne. Commencent alors à voir le jour les premières atteintes à la laïcité de l'École. En mars, **Lorulot** conclut son éditorial en écrivant : « *La bataille va donc s'engager à fond : pour ou contre les subventions aux écoles catholiques, c'est-à-dire pour ou contre l'École laïque* ».

Il va se prononcer contre et obtenir la non-participation de la **Libre Pensée** au **Congrès de la Paix** de 1949 animé par le **PCF**, car dit-il : « *Il ne dénonce pas le Vatican qui est un des principaux responsables des guerres* ».

Il va adresser en 1950, une *Lettre ouverte à Edouard Herriot* pour que celui-ci justifie sa présence officielle aux obsèques religieuses du cardinal collaborationniste **Suhard**. Cette lettre ouverte aura un grand retentissement.

Lorulot s'attache dans cette période à réunifier la **Libre Pensée** et à construire de nouvelles Fédérations départementales. Dès 1953, il va dénoncer **Albert Bayet** – Président de la **Ligue de l'Enseignement** – qui commence à mettre en œuvre une politique de « *Laïcité ouverte* » avec l'Église catholique.

En pleine médiatisation de l'abbé **Pierre**, il écrit dans le journal **La Libre Pensée** : « *Des prêtres-ouvriers aux prêtres chiffonniers, laïques, méfiez-vous !* » Cette année-là, en 1954, la **Libre Pensée** organisera un grand banquet en l'honneur du 50^{ème} anniversaire de la première Conférence d'**André Lorulot**.

Celui-ci va mener aussi une action continue pour la ré-érection des statues républicaines et anticléricales qui ont été déboulonnées par le **gouvernement de Vichy** pour être données aux **nazis** afin de faire des canons. À Annemasse pour **Michel Servet**, à Orléans pour **Etienne Dolet**, son opiniâtreté finira par payer. Les statues seront à nouveau érigées.

Cette année-là aussi, il va soutenir le leader nationaliste algérien **Messali Hadj** et il lui rendra visite dans sa résidence forcée dans l'ouest. **Lorulot** combattait aussi pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En juin 1955, il reprécisera à nouveau ses relations avec les partis politiques : « *Rappelez-le sans vous lasser : sur le plan laïque, nous n'avons pas d'ennemis à gauche ou à l'extrême-gauche. Les ennemis de la **Démocratie** (de la vraie) sont à droite ou au centre, et même chez certains groupes qui ne se réclament de la gauche que pour mieux la trahir et l'exploiter* ». Ces lignes sont décidément d'une brûlante actualité.

En mai 1955, **Lorulot** poursuit son combat par ses textes. Ainsi il dénonce l'abandon de la laïcité par la gauche au pouvoir (déjà !) au nom du slogan : « *Ne réveillez pas la guerre scolaire !* » et conclut : « *Aucune subvention ne doit être accordée à des établissements privés !* »

André Lorulot est un homme de principes. Même s'il a des désaccords, il respecte les hommes. C'est pourquoi, en mai 1957, il est profondément choqué, et il l'écrit, à propos des obsèques religieuses d'**Edouard Herriot** qui ont été perpétrées au mépris de toute la vie et de toutes les idées du maire de Lyon. **L'Église catholique** s'est faite une spécialité de récupérer les morts. Elle recommencera d'ailleurs vingt ans plus tard avec **Jean Rostand** qui fut **Président d'Honneur de la Libre Pensée**.

Avec la **Libre Pensée**, **André Lorulot** dénoncera le coup d'État du général **de Gaulle** en 1958 et les **Libres Penseurs** manifesteront nombreux le 28 mai

de la Nation à la République « *pour la défense des libertés républicaines et démocratiques menacées* ».

C'est aussi cette année-là que sera créé le poste de **Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée** qui lui sera naturellement confié.

En 1959, il comprendra la stratégie de l'Église catholique contre l'**École laïque**. Dans un article intitulé « *Les fruits du 13 mai* », il dénoncera le projet clérical : « *Mettre sur le même plan, l'école confessionnelle et l'École officielle* ». Ce que feront d'ailleurs, trente ans plus tard, les **Jospin**, les **Lang** et les **Bayrou**. Bien entendu, Lorulot condamnera la **loi Debré** et appellera au combat laïque contre.

En mars 1960, son émission radiophonique en l'honneur du 100^{ème} anniversaire de la naissance de **Joseph Turmel** sera censurée par le gouvernement du général **de Gaulle**. Il signera au nom de la **Libre Pensée**, la pétition du **SNI** pour la **Paix en Algérie**.

Un combat pour la liberté plein et entier

En 1962, il condamnera les assassins de Charonne, et soutiendra la grève de la faim de **Louis Lecoin**, ainsi que les opposants au régime de **Franco**. Le combat d'**André Lorulot** pour la liberté était plein et entier.

Et le 10 mars 1963, notre camarade **André Lorulot** s'éteignait. Lors de son incinération au Père Lachaise, une foule nombreuse de Libres Penseurs, de laïques et des représentants d'associations amies sera présente pour lui rendre hommage.

Pour conclure ce bref rappel de la vie du **Libre Penseur André Lorulot**, car il y aurait tant de choses à dire, je voudrais encore une fois le faire parler pour vous montrer que ses écrits n'ont pas pris une seule ride. Voici ce qu'il écrivait dans **La Raison** d'avril 1960 :

À tous les libres penseurs !

Jamais mon action – anticléricale, rationaliste, laïque - ne fut aussi nécessaire, aussi urgente...

Jamais l'Église ne s'était montrée plus ambitieuse et jamais les pouvoirs publics (à moins de remonter très loin dans le passé) ne s'étaient manifestés aussi disposés à satisfaire l'immense appétit des privilèges qui a toujours animé les cléricaux.

*Jamais la **Séparation de l'Église et de l'État** n'avait été aussi cyniquement foulée aux pieds et jamais un gouvernement n'était sorti de la neutralité constitutionnelle avec autant de fréquence...*

***Il faut réagir.** Beaucoup de ceux qui avaient méconnu l'existence du **péril clérical** commencent à ouvrir les yeux. De rudes et fécondes batailles nous attendent...*

À ce moment précis, on essaie de nous diviser, de nous affaiblir.

*Les campagnes contre la **Fédération nationale**, un moment assoupies après le Congrès de Bordeaux¹, semblent se ranimer. Nombre de nos sections ont reçu des « papiers », dont l'insanité mensongère le dispute à la perfidie.*

Nous n'entendons pas engager des polémiques avec ceux -ils sont une demi-douzaine- qui se livrent à cette singulière besogne.

*Nous demandons simplement à nos camarades de ne pas se laisser émouvoir, car nous avons autre chose à faire, à l'heure où la **Libre Pensée**, qui depuis trop longtemps demande en vain **l'Union des républicains laïques**, voit se dessiner, de toutes parts, une meilleure appréciation de son idéal, de son programme et de ses méthodes.*

Que ces publications boueuses coïncident avec les brimades dont nous sommes victimes à la radio et ailleurs, cela se passe de commentaire.

Nos amis depuis longtemps nous connaissent et nous ont vus à l'œuvre, les uns et les autres, dans les circonstances les plus difficiles. Nous n'avons jamais abdiqué, ni reculé. Et nous sommes moins que jamais disposés à le faire...

Le travail ne manque pas. Laissons baver et aboyer les impuissants, les mégalomanes et les envieux. On en trouve dans les groupements et dans tous les partis, de ces « personnalités » prétentieuses et qui placent leur vanité bien au-dessus de l'idéal dont elles se réclament...

1. 1959 (note L. C.)

*Cette unité que nous avons réalisée en 1925², étendue sur le plan international en 1936³... nous la maintiendrons, grâce au dévouement et à la conscience de tous les **Libres Penseurs** vraiment convaincus.*

Puissent tous les libres penseurs s'inspirer de la pensée d'**André Lorulot** pour mettre en avant toujours ce qui les unit contre ce qui les divise parfois.

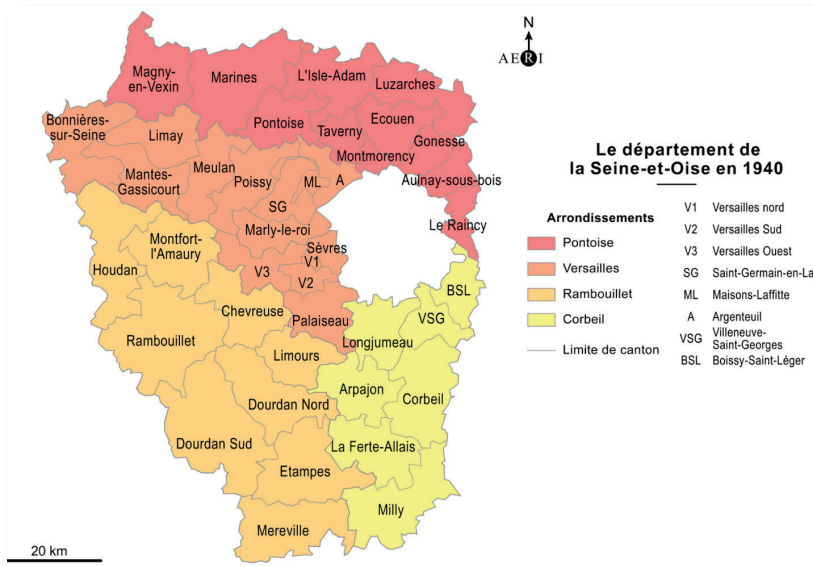
2. Congrès de Marseille (note L. C.)

3. Réunification : FILP - FILP-P à Prague et formation de l'UMLP - 24^e congrès de la FILP (note L. C.).

-AV- Illustrations

- 1- La Seine-et-Oise et les 6 arrondissements.
- 2- Maria Deraismes
- 3- Stèle Béliard au Cimetière Saint-Gilles à Étampes
- 4- La Ruche à Rambouillet
- 5- Roger Huron en Congrès National
- 6- Roger Huron en Congrès Fédéral
- 7- M^{gr} Gibier conduisant le clergé en 1909
- 8- Stèle libre penseuse à Rochefort en Yvelines
- 9- Stèle libre penseuse à Maincourt, à Jean Lerondeau
- 10- Rachel Lambert
- 11- Carte d'adhésion à l'ANLP de Charles Neveu le 13 mai 1910
- 12- Charles Neveu
- 13- Tombe libre penseuse à Mantes
- 14- Statue de la République à Mantes
- 15- Bannière de la Libre Pensée - Groupe de Rueil - 1880
- 16- Livret personnel de la Société La Libre Pensée de Versailles

Crédit photographique : archives IRELP, archives privées ou photos Louis Couturier



1 La Seine-et-Oise et les 6 arrondissements
Pontoise, Versailles, Rambouillet, Corbeil, Mantes, Étampes



2 Maria Deraismes



3 Stèle Béliard au cimetière Saint-Gilles à Étampes



4 La Ruche à Rambouillet

-AV- ILLUSTRATIONS



5 Roger Huron en Congrès National



6 Roger Huron en Congrès Fédéral



7 Mgr Gibier conduisant le clergé en 1909



8 Stèle libre penseuse
à Rochefort-en-Yvelines



9 Stèle libre penseuse à Maincourt

-AV- ILLUSTRATIONS



10 Rachel Lambert

ASSOCIATION NATIONALE
DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE

Fondateur : MARCELIN BERTHELOT

Hôtel des Sociétés Savantes, 28, Rue Serpente — PARIS-6^e

N° 3708 F. 10

Reçu de M. Charles Neveu, pour la Ste. de Libre
Pensée du Canton d'Appay à Breigny 5/10/10

la somme de dix francs

pour Adhésion à l'Association Nationale des Libres Penseurs de France
(année 1910) et un abonnement au Bulletin.

Paris, le 13 mai 1910

Le Président,
Ch. BEAUQUIER
Député.

305^e Section

ASSOCIATION NATIONALE
DES
LIBRES PENSEURS
DE
FRANCE

Le Trésorier,
Sauty

11 Carte d'adhésion à l'ANLP de Charles Neveu le 13 mai 1910



12 Charles Neveu



13 Tombe libre penseuse à Mantes

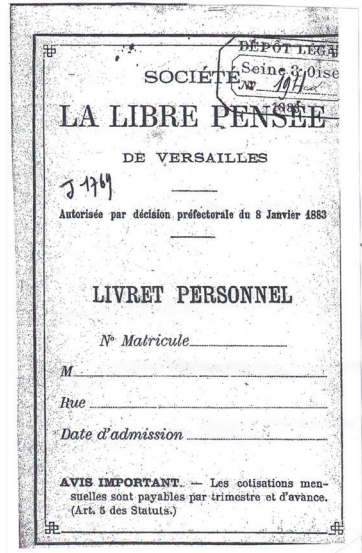


14 Statue de la République à Mantes

-AV- ILLUSTRATIONS



15 Bannière du Groupe de Rueil



16 Livret personnel

-AVI- Glossaire impertinent

APACHES DE SACRISTIES : Camelots du Roi, bandes armées de l'Action Française de Charles Maurras (1868-1952)

BIGOTS : CULS BÉNIS, GRENOUILLES DE BÉNITIER, PUNAISES DE SACRISTIES

BOUFFE GALETTE, REDINGOTARD : député en mal de réélection

CALOTINS : ENSOUTANÉS, PROCESSIONNARDS, ENFANTS DE MARIE, L'AQUILON NOIR, L'ULCÈRE NOIR

CITOYEN JOSEPH : « Saint » Joseph, patron des cocus pour les mécréants

CLÉRICAL ROUGE : franc-maçon selon les calotins

CORDICOLES : dévots au Sacré-Coeur

DAVIDÉES : société secrète d'institutrices calotines infiltrées dans les écoles publiques

ENFOUISSEMENT CIVIL : inhumation civile selon les cléricaux

ÉRADICATEURS, ANTI-PAPALINS : partisans du démantèlement des structures ecclésiastiques, comme Maurice Allard

ESPRIT DE SATAN : la libre pensée par les bigots

FEU ARDENT : le pape Pie X élu en 1903

FILS DE CROISÉS : les calotins, par les Libres Penseurs

FILS DE LA RÉVOLUTION : anticléricaux

FILS DE VOLTAIRE : libres penseurs, rationalistes, selon Montalembert

FRANC-MAÇON : esprit éteint, esprit vide selon les calotins

FROCARD : moine

HUSSARD NOIR : institutrice ou instituteur de l'école laïque

LIBRES PENSEURS : mal pensants, saucissonneurs du vendredi dit-saint

MORUTISTES : propagandistes des interdits alimentaires relatifs au vendredi, au carême, au vendredi dit-saint

PARTI NOIR : les cléricaux selon Émile Zola (l'Église et ses ramifications)

RATICHONS, SACS À CHARBON : prêtres

VACHALCADE : cortège carnavalesque et satirique organisé à Montmartre en 1896 et 1897, dit aussi « promenade de la vache enragée », antithèse du Boeuf gras, le Carnaval de Paris, ressuscité en 1896 sur les Grands Boulevards

TALAS : étudiants catholiques au Quartier Latin

-AVII- Remerciements

Ma gratitude va à toutes celles et à tous ceux qui m'ont aidé à réaliser cette histoire par leurs conseils judicieux, par leurs recherches personnelles et par les précieux documents qu'ils m'ont fournis.

- À commencer par le docteur Héloir-Huron, fille de Roger Huron, qui m'a fait l'honneur de me confier pour l'IREL P en 2001, de volumineux cartons d'archives soigneusement tenues classées par son père.
- À la regrettée Rachel Lambert qui a négocié avec le docteur Héloir la remise de ces archives.
- À Françoise et Daniel Rousseau qui m'ont stimulé pour que je ne cède pas au découragement.
- À Claude Sigalat qui a consacré beaucoup de son temps pour mener de fructueuses recherches sur Internet.
- À Danièle Dugelay qui a beaucoup cherché de son côté, ainsi qu'à Maurice Gelbard, à Michel Mayen, à Maurice Martin, à Daniel Perron, à Maurice Neveu, à Michèle et Claude Singer, à Claude Hirbec, à Daniel Hermange.
- Aux services d'État-Civil des 18 communes qui m'ont permis de préciser des biographies et de retrouver des sépultures libres penseuses¹.
- Aux bibliothécaires du GODE, du CIRA et de la bibliothèque municipale de Versailles.
- À Martine Lelong qui a saisi mes notes manuscrites si souvent difficiles à déchiffrer, et si souvent complétées, modifiées et rectifiées.
- À André Daudet qui a assuré le montage de l'ouvrage.
- Je remercie Annie, mon épouse qui m'a aidé à tenir bon malgré les épreuves successives qui ont dégradé ma santé ces dernières années.
- Enfin, merci à Christian Eyschen pour sa préface riche de souvenirs éclairants sur la période 1963-1983.

Louis Couturier, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, mai 2023.

1. Ars-en-Ré, Ballancourt, Bois-d'Arcy, Bougival, Brunoy, Croissy-sur-Seine, Fontenay-lès-Briis, Gressey, La Ferté-Alais, Persan, Pontoise, Rueil, Saint-Cyr-l'École, Saint-Germain-en-Laye, Valenton, Vélizy, Versailles, Villeneuve-le-Roi et Villeneuve-Saint-Georges.

-AVIII- Index des localités citées

A

ABLEMONT 75.
ABLIS 34.
ABLON 91.
ACHÈRES 16, 109-110.
AMBOISE 43.
AMIENS 25.
ANGERVILLE 36.
ANGERVILLIERS 43, 56, 88.
ANGOULÊME 23.
ARGENTEUIL 16, 36-37, 43, 46-47, 54, 60, 63-64, 71-72, 88, 90, 97, 99-104, 109, 115-117.
ARPAJON 36, 47-48, 60, 63-65, 72, 85, 97, 101-102, 110, 115.
ARS-EN-RÉ 147.
ATHIS 117.
AUCH 39, 91.
AUCHEL 50.
AULNAY-SOUS-BOIS ou Aulnay-lès-Bondy 16, 46-47, 60, 102-103, 109.
AUVERS-SAINT-GEORGES 80.

B

BALLAINVILLIERS 117.
BALLANCOURT 88, 90, 117, 147.
BANYULS 117.
BEAUMONT-SUR-OISE 70-71.
BÉZIERS 78.
BEZONS 16, 28, 38, 46, 48, 60, 71, 96-97, 100-103, 107.
BLANC-MESNIL (Le) 46, 60, 102-103, 110.
BOIS-D'Arcy 147.
BOISSY-SAINT-LÉGER 43, 64, 70-71, 99, 107, 115-116.
BONNECOURT 80.
BONNIÈRES 34, 47, 71, 73, 80, 90, 115.
BORDEAUX 30, 46, 85, 99, 130, 135.
BOUGIVAL 27, 60, 63, 74, 90, 101, 107, 147.
BOULOGNE-SUR-MER 10, 17, 104, 131.

BOURGES 27.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE 36, 60, 110.

BRÉVANNES (voir à Limeil-Brévannes) 34, 60, 69-71, 73, 91, 110, 116.

BRIE-COMTE-ROBERT 57-58, 63-65.

BRIIS-SOUS-FORGES 27, 43, 48, 56, 64-65, 70, 73, 76-77, 88, 91, 100, 104, 117-118, 147.

BRIVE 40.

BROU 107.

BRUNOY 17, 28, 53-54, 61, 102-103, 107-110, 147.

BRUXELLES 7, 26, 40, 63, 68-69, 119, 121-123.

BUNO-BONNEVAUX 35.

C

CARRIÈRES-SAINT-DENIS ou

Carrières-sur-Seine 46, 63, 66-67, 75, 91, 100.

CELLE-LES-BORDES (La) 88.

CELLE-SAINT-CLOUD (La) 60, 110.

CÉLY 63.

CERGY 88.

CHÂLO-SAINT-MARS 36.

CHÂLONS-SUR-SAÔNE 103.

CHAMARANDE 7, 66, 104, 116.

CHANTELOUP 71.

CHARS 85.

CHARTRES 116.

CHÂTEAUFORT 46, 113.

CHATOU 22, 65, 74-75, 88, 93-94, 107, 109, 116.

CHATOU-MONTESSON 109.

CHAUMONT 107.

CHAVILLE 72, 109.

CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE 75, 116.

CHEPTAINVILLE 81.

CHESNAY (Le) 27, 88, 103.

CHEVREUSE 35, 46, 60, 90, 105, 107, 109-110, 115, 147.

CHOISY-LE-ROI 29, 51.

CONDÉ-SUR-VEGRE 41.
CONDOM 40.
CONFLANS 16, 97, 100, 102, 109.
CORBEIL 23, 27, 35-36, 43-44,
46-47, 56, 58, 60, 63-64, 66-74, 77,
80, 83, 94, 101-102, 104, 110,
115-117, 122, 137.
CROISSY 22, 27, 50, 63, 74-75, 77,
102, 107, 109, 118, 147.
CROISSY-SUR-SEINE 50, 147.
CROSNE 61, 75, 103, 107, 109-110.

D

DACHAU 105, 113.
DAMMARTIN 47.
DANNEMOIS 43, 63.
DEUIL-LA-BARRE 23, 59-60, 63-64,
69, 71, 91, 100, 104.
DOURDAN 43, 47, 56, 60, 63, 70, 73,
76, 91, 100, 104, 107, 109, 113, 115,
117.
DRAVEIL 90, 120.

E

EAUBONNE 21, 110.
ÉCOUEN 60, 64, 71, 91, 99, 104, 110,
115.
ÉLANCOURT 60, 110.
ÉPERNON 58, 63-64, 70-71.
ÉPINAY-SUR-ORGE 80.
ÉPÔNE 95.
ERMONT 46, 60-61, 63-64, 107, 109.
ÉTAMPES 22, 32-33, 44-45, 47, 55,
58, 60, 64-65, 70-73, 80, 85, 90-91,
93-94, 100, 104, 109-110, 115-117,
137-138.
ÉVRY-PETIT-BOURG 27.

F

FERTÉ-ALAIS (La) 46, 53-54, 57, 80,
91, 100, 110, 115, 118, 147.
FLEURY 63, 81, 117.
FLEURY-EN-BIÈRE 63.
FLEURY-MÉROGIS 81, 117.
FLOTTE (La) 39.

FONTAINEBLEAU 63, 71.
FONTAINEBLEAU-AVRON 63.
FONTENAY-LÈS-BRIIS 43, 48, 56, 65,
73, 88, 147.
FORGES-LES-BAINS 27, 43, 48, 65,
73, 77.
FOURQUEUX 37.
FRANCONVILLE 64.
FRETTE (La) 71.

G

GAGNY 70, 91.
GARANCIÈRES 70-72.
GARCHES 27, 70, 100, 103, 107.
GASSICOURT 39, 53, 93, 116.
GENÈVE 58, 69.
GIF 107.
GOMETZ 56.
GONESSE 99, 115.
GRENOBLE 28, 102.
GRESSEY 41, 53, 55, 64, 147.
GRISY-LES-PLÂTRES 27, 88.
GROSLAY 70-71, 100.

H

HARDRICOURT 69.
HERBAY 100.
HERBLAY 16-17, 61, 70-71, 76-77,
100, 102, 109.
HOUDAN 5, 39-41, 115.
HOUILLES 16, 34, 46, 61, 71, 75, 77,
102-103, 109.

I

ISLE-ADAM (L') 60, 63, 70-71, 91,
104, 115.
ISSY-LES-MOULINEAUX 93.

J

JÉRUSALEM 86.
JUVISY 36, 46-47, 74.
JUZIERS 41, 46, 56, 60, 70, 73,
75-76, 84-85, 100-101, 110, 118.

L

LECTOURE 40.
LILLE 59, 127.

LIMAY 70, 76, 115, 117.
LIMEIL-BRÉVANNES 60, 70-71, 73,
91, 110, 116.
LIMOGES 24, 28, 50, 57, 90.
LIMOURS 27, 43, 48, 56, 63, 70, 73,
76, 99, 115, 117.
LISBONNE 54, 85.
LIVRY-GARGAN 71, 103.
LONGJUMEAU 29, 36-37, 46-48, 63,
75, 107, 115.
LONGPONT 35.
LOURDES 17, 84, 101.
LUXEMBOURG 26.
LUZARCHES 70-71, 91, 104, 115.
LUZILLAT 56.
LYON 23, 63, 68, 99, 133.

M

MADRID 69.
MAGNY-EN-VEXIN 115.
MAINCOURT 53, 55, 64, 137, 140.
MAISONS-LAFFITTE ou Maisons-sur-
Seine 22, 34, 36, 63, 70-71, 79-80,
90, 103, 117.
MALASSIS-LIMOURS 27.
MANDRES-LES-ROSES 116.
MANS (Le) 50, 99.
MANTES 39-41, 44-48, 53-54, 58, 60,
64, 70-73, 80, 83, 85, 90-91, 93-95,
99, 101, 104-105, 107, 109, 115-117,
137, 142.
MANTES-GASSICOURT 39, 53.
MANTES-LA-JOLIE 47.
MARGENCY 60.
MARINES 27, 80, 100, 102-103, 115.
MARLY 32, 35, 63-64, 99, 101, 109,
115, 117.
MARLY-LE-ROI 32, 35, 63-64, 99,
101, 109, 115.
MAROLLES-EN-BRIE 75, 116.
MARSEILLE 7, 99, 121, 125, 136.
MASSY 109.
MAULE 32, 34-35, 41, 47, 60, 70, 72,
100.

MÉDAN 77.
MENDE 91.
MÉRÉVILLE 70, 103, 115.
MEUDON 60, 110.
MEUDON-BELLEVUE 60.
MEULAN 39-41, 47, 60, 63-64,
69-72, 76, 94, 99-100, 115, 117-118.
MEULAN-HARDRICOURT 69.
MÉZY-SUR-SEINE 5, 39-41, 61.
MILLY 46, 64, 115.
MILLY-LA-FORÊT 46, 64.
MOLIÈRES (Les) 56.
MONTAINVILLE 72.
MONTCONSEIL 117.
MONTESSON 46, 56, 60-61, 75, 105,
107-109, 116.
MONTESSON-CHATOU 107.
MONTFERMEIL 28, 32, 109.
MONTFORT-L'Amaury 41, 73, 115.
MONTGERON 17, 30, 56, 58, 60-61,
105, 107, 109-110.
MONTGERON-CROSNE 61.
MONTIGNAC 40.
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX 7, 66,
104.
MONTIGNY-LÈS-CORMEILLES 71.
MONTLHÉRY 35, 47-48, 60, 63, 72,
102.
MONTMORENCY 23, 32, 43, 46-47,
60, 63-65, 69-72, 91, 99-100, 104,
108-109, 115.
MOSCOU 122.
MUREAUX (Les) 70, 74, 100.

N

NANTES 25.
NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU 47.
NEUILLY-PLAISANCE 34, 71.
NEUILLY-SUR-MARNE 61, 107, 110.
NÉZEL 72.
NOISY-LE-GRAND 16, 46, 63-64, 91,
100, 102-103.
NOUVELLE-ORLÉANS (La) 39.
NOYERS 103.

O

ODESSA 37.
ORGERUS 34.
ORLÉANS 33, 39, 78, 133.
ORMESSON-SUR-MARNE 116.
ORPHIN 70-71, 73, 91, 100, 110.
ORSAY 29, 31-32, 36, 53-54, 79, 83, 90, 105, 107, 109, 113.

P

PALAISEAU 30-31, 36, 45-47, 53-54, 58, 60, 64, 72, 74, 79, 82, 86, 90-91, 94, 99, 101, 104, 107-109, 115, 117.
PARIS 3, 13, 15, 18, 21-24, 26, 29-30, 36, 39-40, 50, 54, 58-59, 63, 68-69, 72, 74, 81, 83, 97, 99, 101, 108-109, 117, 120, 125, 145.
PECQ (Le) 22, 27, 34, 47, 63, 65, 74, 81.
PECQUEUSE 56, 88.
PÉRIGNY-SUR-YERRES 116.
PERSAN 56, 59-60, 70-73, 90-91, 94, 100-101, 104, 147.
PERSAN-BEAUMONT 70-71.
PISSEFONTAINE (Triel-sur-Seine) 27.
PITHIVIERS 47, 71.
PLESSIS-TRÉVISE (Le) 75, 116.
POISSY 27, 32, 60, 63, 99-100, 103, 109, 115, 117.
POITIERS 24.
PONTOISE 16, 21-23, 26, 28, 36, 41, 43-44, 46-47, 56-58, 60, 63-65, 69-73, 80-82, 84-85, 91, 99-103, 107-109, 115, 117, 137, 147.
PORCHEFONTAINE 34.
PRAGUE 123, 136.
PRINGY 43, 63.
PUCH-D'Agénais 99.
PUSSAY 45, 60, 70, 91, 100.
PUTEAUX 16, 97.

Q

QUEUE-EN-BRIE (La) 116.

R

RAINCY (Le) 32, 34, 43, 60, 64, 70-71, 73, 99, 103, 109.
RAMBOUILLET 14, 44, 47, 64, 70, 72, 77, 80, 95, 115, 117, 123, 137-138.
REIMS 101.
RICHEBOURG 41.
ROCHE-GUYON (La) 117.
ROCHEFORT-EN-YVELINES 55, 140.
ROME 24-25, 58, 69, 74, 82, 86, 109, 120.
ROSNY-SUR-SEINE 60, 110, 117.
ROUVRAY-LA Hauteville 41.
ROYAN 55.
RUEIL 16, 24, 27, 34-35, 38, 47, 49, 56, 60-61, 63, 74-75, 88, 90, 94, 97, 100-104, 107, 109, 116-118, 137, 143, 147.
RUEIL-BOUGIVAL 101.
RUEIL-BUZENVAL 16.

S

SACLAS 103, 110.
SAINT-CHÉRON 56, 70, 77, 91, 100, 104.
SAINT-CLOUD 34, 37, 60, 110.
SAINT-CYR 64, 81, 102-104, 107, 109, 147.
SAINT-CYR-L'École 64, 81, 102, 104, 109, 147.
SAINT-ÉTIENNE 97, 99.
SAINT-FARGEAU-SUR-LOIRE 43, 63, 65.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ou Saint-Germain 13-15, 25, 27-28, 33, 35-37, 43, 46-47, 55-56, 60-61, 63-65, 71-72, 74-75, 79-81, 90-91, 93-94, 99, 101, 107, 109, 115-118, 147.
SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON 36.
SAINT-GERMAIN-SUR-ÉCOLE 63.
SAINT-GRATIEN 60.
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD 116.

-AVIII- INDEX DES LOCALITÉS CITÉES

SAINT-LEU-LA-FORÊT ou Napoléon-
Saint-Leu 23, 32, 63-64, 69-71, 100,
104, 109.
SAINT-MARTIN-EN-BIÈRE 63.
SAINT-MAXIMIN 30.
SAINT-OUEN-L'Aumône 83.
SAINT-RAPHAËL 95.
SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE 60,
105, 107, 109-110, 147.
SAINT-SAUVEUR 63, 117.
SAINT-SAUVEUR-SUR-ÉCOLE 63.
SAINT-SYMPHORIEN 80.
SALETTE (La) 17.
SANNOIS 71-72.
SANTENY 75, 81, 116.
SARTROUVILLE 16, 22, 34, 46, 63,
70-71, 103, 110.
SAVIGNY-SUR-ORGE 17, 24, 32, 56,
61, 75, 107-109.
SENLISSE 80-81.
SEVRAN 46, 103.
SÈVRES 9, 13, 34, 56, 58, 61, 63-64,
69-71, 83, 86, 91, 102-103, 107, 109,
115, 117, 121.
SOISY-SUR-ÉCOLE 28, 43, 45-46, 58,
60, 63-64, 66-67, 71, 73, 97, 100,
110, 116, 118.
SOUZY-LA-BRICHE 56.
STRASBOURG 100-101.
SUCY-EN-BRIE 58, 60, 64-65, 73, 90,
100, 110, 116.

T

TAVERNY 23, 69, 71.
THOIRY 47.
TORCY 57.
TOULOUSE 25, 39-40.
TOURS 95-96, 123.
TREMBLAY-SUR-MAULDRE 80.
TRIEL-PISSEFONTAINE 27.

V

VAL-SAINT-GERMAIN (Le) 35.
VALENTON 116, 147.
VALPUISEAUX 35.

VATICAN 15, 17, 84, 129, 132.
VAUCRESSON 32, 34, 109-110.
VAUGRIGNEUSE 43, 56, 73.
VÉLIZY 16, 28, 103, 109, 147.
VERDUN 50-51.
VERNON 47, 58, 63, 71.
VERNOUILLET 46, 60, 110.
VERRIÈRES-LE-BUISSON 31.
VERSAILLES 5, 16-17, 23-28, 32-33,
35-38, 43-47, 49, 55-56, 58-61,
63-65, 67-75, 77-86, 88, 90-91,
93-95, 97, 99-104, 107-110, 113,
115-117, 121, 137, 147.
VERT-LE-GRAND 36.
VÉSINET (Le) 17, 22-23, 55, 65, 69,
72, 74-75.
VICHY 99, 104, 120, 131-133.
VIDELLES 27, 91, 100, 110.
VIGNEUX-SUR-SEINE 34, 83, 90, 103,
110, 117, 120.
VIGNY 72.
VILLABÉ 71.
VILLECRESNES 116.
VILLENEUVE-LE-ROI 16, 56, 91, 100,
102-104, 107, 109, 116, 122, 147.
VILLENEUVE-LOUBET 40.
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES 16,
24-25, 28, 46-47, 56, 58-61, 69-72,
75, 87, 90, 94, 100-103, 107-110,
116, 120-121, 147.
VILLEPARISIS-BRON 110.
VILLIERS-ADAM 60, 110.
VILLIERS-SAINT-FRÉDÉRIC 64, 73.
VILLIERS-SUR-MARNE 102, 116.
VINCENNES 26, 120.
VIROFLAY 34, 81.

W

WISSOUS 75.

-AIX- Index des noms de personnes citées

A

ACKERMANN, Louise (1813-1890), 25.
AIMARD, (1850-1917), 69.
ALBERT, voir à Libertad, 13-14.
ALLARD, Maurice Edouard Eugène (1860-1942), 90, 145.
AMODRU, Marie-Joseph-Laurent (1849-1930), 69, 77, 116.
ANGÉLY, 69.
ARGELIÈS, Jean Baptiste (1862-1914), 69, 74, 77.
ARNOULD, Henri, 85.
ASTIER, Placide, loi de 1919, (1856-1918), 31.
AUBOIN, Monique née Floribert, 60.
AUGER, Ve Toussaint (1826-1907), 5, 21, 27, 107.
AULARD, Alphonse (1849-1928), 91, 122.
AURÈCHE, Alfred, 58, 69, 72, 121.
AYACHE, André dit Sam (1949-2020), 45.
AZOULAY, 9, 11.

B

BABIN, dit Corat, 14.
BAGNOL, Henri (1862-1905), 78.
BALLU, Roger, 77.
BARA, Joseph (1779-1793), 101.
BARANGÉ, Charles, loi du 30/05/51, (1897-1985), 30-31, 108.
BARBE, Paul (1826-1890), 66.
BARBIER, P., 117.
BARBUSSE, Henri (1873-1935), 16, 127.
BARCELO, Claudio, 60.
BARDEL, (Cn) (1833-1907), 65.
BARNI, Jules (1817-1878), 39-40, 81.
BARTHÉLÉMY, A., 102.
BARTISSOL, Edmond, 117.
BASLIER, (abbé), 80.

BAUDRILLART, Henri (1821-1894), 39.
BAYET, Albert (1880-1961), 91, 122, 133.
BAYROU, François, 134.
BAZAINE, François Achille (1811-1888), 18.
BAZIRE, Edmond (1862-1943), 97, 121, 123.
BEAUDET, Céline, 15.
BEAUFILS, Ulysse, 48, 107.
BEAQUIER, Charles (1833-1916), 22, 58-59, 83, 123.
BEGUIN, J.-F., 39-40, 47.
BÉHURET, Adolphe (?-1906), 44, 61, 105, 107.
BÉLARDIE, Jeanne, 14.
BÉLIARD, Édouard (1832-1912), 22, 44, 48, 55, 65, 73, 94, 137-138.
BÉLIARD, Madame, 22.
BELLEGARIGUE, Anselme (1825-1869), 39, 41.
BENETT, D. A. (1818-1882), 63.
BERAIL, 56.
BERENGER, Henry (1867-1952), 58.
BERGEREY, (1838-1894), 44, 73.
BERGEY, Daniel (abbé) (1881-1950), 37.
BERNARD, P., 57.
BERNY, Joseph (1922-1997), 31.
BERTEAUX, Henry Maurice (1852-1911), 44, 48, 65, 69, 73-74, 77, 87-88, 93.
BERTHELOT, Marcelin, 90-91, 121.
BERTHOULAT, Georges, 77.
BERTRAND, Julia (1877-1980), 46, 95, 97, 107, 119.
BESANT, Annie née Wood (1847-1933), 22, 122-123.
BESNIER, Roger, 107.
BEULAGUET, Suzanne, 28, 61.
BÉVALET, (1856-1903 ou 1908), 23, 69, 72, 81, 121.

BIANCHI, Serge, 120.
BIENVENU, Josette (Dr) (1927-1984), 105.
BLAIN, 65.
BLANQUI, Louis Auguste (1805-1881), 40, 81.
BLOCH, Gérard (1920-1987), 11, 48, 105, 113.
BLUM, Léon (1872-1950), 129-130.
BOISSEAU, Albert, 30.
BOISSEL, François, le père (1822-1916), Germain, le fils (1845-1917), 44, 47-48, 93.
BONNARDOT, Maurice (?- ?), 17, 38, 97, 121, 123.
BONNEFON, 67.
BONNEVIAL, Marie (1841-1918), 119, 123.
BONTEMPS, Charles Auguste (1893-1981), 16, 46, 108.
BORDRON, (abbé), 37.
BORNARD, (abbé), 80.
BOUCHEZ, Aristide (1845-1920), 44, 73.
BOURDON, (Cn), 60.
BOURGÈS-MAUNOURY, Maurice (1914-1993), 30-31.
BOURGES, (Ce) (?-1906), 27.
BOURRIAX, Raymond (Dr), 107.
BOVIO, Giovanni (1837-)1903), 63.
BOYER, 69.
BRADLAUGH, Bonner Charles (1833-1891), 22, 63, 121, 123.
BRANDEL, (abbé), 80.
BRAY, Ernest (?-1928), 77.
BREMONT, (Ce) (?-1907), 27.
BRETON, H.E., 59, 103.
BRIAND,
 (abbé), 38.
 Aristide (1862-1932), 90.
BRIÈRE, (abbé), 80.
BRION, Hélène (1882-1962), 97.
BROCA, Paul (Dr) (1824-1880), 39.

BROCHARION, Blanche (1883 ? -1905), 27, 77.
BRUN, (abbé), 6, 37, 115.
BUARD, Lucien (1869-1910), 47-48, 53.
BUHLER, 61, 107.
BUISSON, Ferdinand (1841-1932), 31, 40, 75, 82, 91, 120-122.

C

CABET, Etienne (1788-1856), 41.
CACHEUX, Jean-Baptiste (1823- ?), 47.
CADORET, 69, 72, 81-82, 121.
CAPY, Marcelle (1891-1962), 97.
CARAMAN, Georges Ernest Maurice de Riquet comte de (1845-1931), 35, 69, 77, 116.
CARLET, (R.P.), 129.
CAVIALE, Vincent Victor, 48, 74.
CERF, Marcel, 54.
CESBRON, Gilbert (1913-1979), 31.
CHAINTRON, François, 10.
CHALIN, 107.
CHAMPENOIS, Charles (1892-1944), 103, 107.
CHANDELIER, Robert, 61, 107.
CHAPPÉE, Louis Alexandre, 76.
CHARBONNEL, Victor, ex-abbé, (1863-1926), 58, 82, 85, 121.
CHARPENTIER, Georges, 76.
CHARRIER, 107.
CHATEL, 44.
CHAUMONT, 107.
CHAUVELON, Émile (1862-1939), 97, 122.
CHAUVIN, Rémy, 51-52.
CHELIGA-LOEVY, Maria (1853-1927), 22.
CHEMINEAU, Ernest (?- ?), 58.
CHIÈS, Roman, 63.
CHODRON de Courcel, 117.
CIRON, (1905- ?), 61.

CLAMAGERAN, Jean Jules (1827-1903), 117.
CLARAZ, Jules (1868-1944), 16, 104, 106.
CLÉDAT, Jean Jules (1832-1887), 39-41.
COGNIOT, Georges (1901-1978), 31.
COHEN, Chapman (1868-1954), 22, 123.
COLBERT, de Bourbon-Bichet, 117.
COLLET, Arsène, 54, 83.
COLLIARD, Lucienne née Parmelin Lucie Claude (1877-1961), 97.
CONDORCET, Nicolas de (1743-1794), 25, 120.
CONNOIS, (bedeau), (?-1904), 56, 77.
CORNEC, Jean (1919-1923), 31, 121.
CORNILLON, de Vaudreuil, 116.
CORNUDET, des Chaumettes Joseph (1861-1938), 69, 77, 116.
COTEL, (Ce) (?-1904), 27.
COTEREAU-VIALA, Jean (1898-1978), 16, 31, 104, 108, 111, 113, 122, 131-132.
COURSON, Eugène (curé), (1824-1905), 103.
COUTANCEAU, Jean (?-1995), 9-11, 13-14, 48.
COUTURIER, Annie, 147.
COUTURIER, Louis, 7, 9-11, 21, 39, 63, 97, 119-120, 137, 147.
CRÉTEL, Henri (1888-1910) Victor (1898-1916) et Louis, 54.
CRÉTOIS, Louis et Marcel, 121.
CROISSAC, Victor (1864-1941), 99, 102.
CROSSE, Théophile (?- 1870), 54.
CUENNE, Auguste François (1853-1937), 16, 44, 74, 101, 106.

D

DAGORN,

André (?- ?), 61.
Pierre (?- ?), 5, 16, 49, 102, 107.
DALLEMAGNE, Anatole (?-1911), 88.
DANVILLIER, 73.
DAUDET, André, 147.
DAVID, Félicien (1810-1876), 81.
DE GROSSE,
Alphonse (1870-1934), 103.
Veuve d'Alphonse, 28.
DEBRÉ, Michel, loi du 31/12/1959, (1912-1996), 26, 31-32, 108, 113, 119-120, 134.
DEIXONNE, Maurice (1904-1987), 30-31.
DENIS, Hector (1842-1913), 82.
DENOYELLE, Pierre, 105.
DEPAEPE, César (1842-1890), 63.
DERAISMES, Maria (1828-1895), 5, 21-25, 27-28, 48, 55, 57, 69-70, 81-82, 110, 117, 121, 123, 137-138.
DEROIN, Jeanne (1805-1894), 22, 25.
DERVEZ, 60.
DESGRANGES, (abbé-chanoine), (1874-1958), 37.
DESHUMEURS, 54.
DESLANDES, André, 61.
DESPREAUX de Saint-Sauveur, 117.
DEVAY, M., 41.
DOBELLE, Paul Augustin (1881 ? -1927), 88, 97, 102, 121, 123.
DOLET, Étienne (1509-1546), 13, 72, 82, 125, 133.
DOMELA-NIEUWENHUIS, Ferdinand (1846-1919), 95.
DREVET, L., 69.
DREZET, Charles, 73, 101.
DUBOURG, Marcel, 60.
DUFETRE, Eugène (1882-1964), 48, 102-103, 107, 109-110.
DUGELAY, Danièle, 147.
DUMONT, Charles (1869-1939), 58, 78.

DURAND, Auguste (1851-1907), 54, 117.

DURAND, B., 117.

DUVAL, Edmond (1841-1911), 33, 44, 56, 93, 101.

DUVIVIER, Jean-Baptiste (?- 1835), 55.

E

EBERLIN, Maurice (1895- ?), 46.

ENGELS, Friedrich (1820-1895), 81.

ÉRASME, Didier (1467-1536), 26.

ETELIN, Alfred (1873-1957), 48, 107-108.

EYSCHEN, Christian, 5, 9, 11, 20, 39, 48, 114, 119-120, 125, 147.

F

FABRE, Henri (?- 1882), 48.

FALLOUX, Alfred Frédéric de, loi de 1850, (1811-1886), 31.

FARNAULT, 60.

FAUBERT, Anatole, 107.

FAURE, Sébastien, 14, 18, 46, 55, 72, 85, 95-96, 104, 106-107, 119.

FAYOLLE, César, 107.

FELTIN, Maurice, (cardinal), (1883-1975), 30.

FERDINAND, Henri, 102.

FERESSE-DERAISMES, Marie Anne (1821 ?-1910), 21-22, 28, 55.

FERRARY, Edmond (1845-1911), 48, 74, 93.

FERRER I GUARDIA, Francisco (1859-1909), 18, 85, 120.

FEVOLA, Félix, 83.

FORCE, (Ce) (1884 ?-1910), 27.

FOUCAUD, François (?-1952), 48, 108.

FOUCHER, 44, 65.

FOUQUET, (Ce) (?-1895), 27.

FOURASTIÉ, Jean (1907-1990), 51-52.

FOURIER, Charles François Marie (1772-1837), 41.

FOURNIER, François (1866-1941), 78.

FOURNIER, Louis, 48, 55, 78, 107.

FRAGER-DONDEMONT, Raoul (1866-1966), 107.

FREPPEL, Charles Émile, (Mgr), (1827-1891), 84.

FRICOTTE, E. (1870- ?), 47.

FURNÉMONT, Léon (1861-1927), 82, 121.

G

GAGNEUR, Marie-Louise née Mignerot (1832-1902), 22.

GALIGNANI, 116.

GALILÉE, Charles, 85.

GALPÉRINE, (Dr) G., 122.

GARETS de, 36, 117.

GARIBALDI, 81, 87.

GAULLE, Charles de, (1890-1970), 134.

GAUT, Edmond, 73.

GAUTHIER de Clagny, Albert (1853-1927), 69, 77, 79.

GAYRAUD, Hippolyte, (dominicain), (1856-1911), 37, 91.

GELBARD, Maurice, 71, 147.

GÉLIS, Jacques, 33.

GENTIL, (vicaire capitulaire), (?- ?), 79.

GÉRARD, Rosemonde (1866-1953), 51.

GERMON, Claude (1934-...), 109.

GESLIN, G., 57.

GIBIER, Charles, (Mgr), (1847-1931), 5, 16, 33-35, 37, 79, 87, 102, 137, 140.

GILBERT, Émile, 73, 76, 101.

GILBERT, Marcel, (Me), 48, 105.

GIRAUD, Émile, 96.

GIRAULT, Ernest dit Émile (1871-1933), 14, 46.

GIROD, Louis (1856-1922), 78.
GOBLET, René (1828-1905) loi du 30 oct. 1886, 119, 121.
GODDE, (abbé), 37.
GODFROY, Léon (?-1911), 72, 81-82, 88.
GOHIER, Urbain, 100.
GOLDMAN, Emma (1869-1940), 95.
GORIOT, Auguste, 46.
GOUDIN, 44.
GOUGES, Olympe de (1748-1793), 25.
GOURIC, Maurice (1918-1992), 107.
GOUJAR, Antoine Thomas (1819-1905), 73.
GOUSSOT, Dominique, 10.
GOUST, Auguste, 44, 48, 53, 73, 83, 87, 94, 101, 104, 107.
GOUT, A., 23.
GOUT, Jeanne, 28, 69.
GOUX, Pierre Antoine Paul, (Mgr), (1820-1904), 45, 69, 79, 84, 116.
GRAVE, Jean (1854-1939), 95.
GRENET, Charles, 72.
GRENET, L., 69.
GUÉHENNO, Jean (1890-1978), 113.
GUÉRAND, Benjamin (1883-1950), 44, 74, 101.
GUESDE, Jules Mathieu Jules Basile dit (1845-1922), 38.
GUİBAUD, Jean (abbé), 37.
GUİLBAUD, Mathilde, 36.
GUİLLAUME, (Ce), 28.
GUİLLOT, (Cn), 60, 97.
GUİLLOT, Marie (1880-1934), 97.

H

HAINER, voir Maille André, 107.
HAWEKER, 107.
HAZARD-PETET, 54.
HAZARD, M., 48, 54.
HEAFORD, William (1855- ?), 82, 123.

HELIX, M., 41.
HÉLOIR-HURON, (Dr), 147.
HEMMERSCHMIDT, Gaston (1862-1947), 16, 44, 48, 87, 101.
HENRIOT, Alfred (1881-1908), 93-94.
HERNANDEZ, Hélène, 95.
HERRIOT, Édouard (1872-1957), 132-133.
HILAIRE, Paul, 15, 59-60, 69, 72, 81-82, 90, 121.
HINS, Eugène (1839-1923), 85, 122.
HIRBEC, Claude, 147.
HOCHÉ, Lazare (1768-1797), 74, 83, 85.
HOFFMANN, 82.
HOUBRON, V., 47.
HUBBARD, Gustave-Adolphe (1858-1927), 19, 23, 48, 56-59, 61, 66, 69, 73-74, 78, 83, 85, 110, 123.
HUGO, Victor, 25, 81.
HUMBERT, Jeanne, 25.
HURON, Roger (1912-2001), 5, 7, 9, 11, 13-14, 18, 24, 26, 29-32, 46, 48-50, 52, 61, 105, 107-110, 113, 137, 139, 147.

J

JACOBS, 122.
JACQUES, Amédée (1811-1865), 39-40.
JAFFREZIC, 9-11.
JENGER, Julien, 16, 48, 101-102, 122.
JOHNSON-RAJONA, 108.
JOSPIN, Lionel, 134.
JOURDAIN, M., 41, 86.
JUMEL, 69.

K

KAHANE, Ernest (1903-1996), 31.
KOHLEN, (abbé), 38.
KOSCIUSKO, Louis (1857-1927), 85.
KROPOTKINE, Petr (1842-1921), 95.

L

LA BARRE, François-Jean Lefebvre Charles de... (1747-1766), 64, 70, 81, 100-101, 111.

LA ROCHEFOUCAULD, de, 117.

LABRÉGÈRE, René (1915-2006), 31, 108, 111.

LABRUSSE, Roger (1914-2001), 121.

LACASSAGNE, Jean (1886-1978), 120.

LAFFERRE, Louis (1861-1929), 78.

LALLEMENT, (1914-2001), 60.

LALOUETTE, Jacqueline, 40, 45.

LAMBERT, Rachel (1923-2012), 10, 137, 141, 147.

LAMOTTE, Émilie (1817-1909), 14.

LAMY, (Cn), 28, 105, 107.

LAMY, Josette (Dr) (1912-1986), 105, 107.

LANDELIER, C., 61.

LANG, Jack, 134.

LANGOT, Jean-Louis, 44, 76.

LANGUMIER, Georges (1897-1969), 48, 61, 105, 107.

LAPEYRE, Aristide (1899-1974) et Paul (1901-1991), 46, 108, 111.

LAS VERGNAS, Georges, ex-vicaire général à Limoges, (1911-1986), 108.

LAUDE, 107.

LAUNAY, Louis, 16, 103, 107.

LEBAUDY, Gustave-Paul (1858-1937), 69, 77, 117.

LEBLANC, (chanoine vicaire capitulaire), 79-80.

LECLERC de Pulligny, Jean-Marie Félix dit Florentin Leclerc (1859-1939), 55, 72, 106.

LECOIN, Louis (1888-1971), 97, 134.

LECOMTE, Catherine, 79, 90.

LECUYER, (Ce), 28.

LEDUC, Henri Edouard (1875-1955), 44, 101, 107, 119.

LEFEVRE, Alphonse (1835- ?), 47, 53, 73.

LEFEVRE, Ernest, 22.

LEFEVRE, Roger, 107.

LE FOYER, Lucien (1872-1952), 55, 107, 122.

LE GUENNEC, 60.

LE HERISSÉ, (curé), 80.

LELONG, Martine, 147.

LE MARCHAND, 58.

LEMERLE, Louis (1858-1925), 54.

LEMOINE-RIVIÈRE, 88.

LÉNINE, (1870-1924), 38.

LÉON XIII, pape de 1870 à 1923, (1810-1903), 84.

LE PELLETIER, Edmond de Bouhélier dit Adolphe (1846-1913), 48.

LEPRINCE-RINGUET, Louis, 51.

LERMINA, Jules, 13.

LERONDEAU, Jean (1857-1884), 55, 137.

LEROUGE, Maurice, 83.

LEROUX, (Ce), 28, 41, 107.

LEROUX, René (1797-1871), 28, 41, 107.

LESAGE, Alfred, 107.

LESAGE, Hippolyte (1824-1892), 44, 54, 107.

LEVASSEUR, 72.

LÉVÊQUE, Pierre, 57, 68.

LÉVÊQUE, René, 45.

LEVIEIL, Louis Sept Dormont (?- ?), 75-77.

LEVIEL, 73.

LEYGE, Albert (1858-1941), 16, 44, 48, 59-60, 72, 74, 90, 101, 104, 106.

LHANDE, le père, (1877-1957), 34.

LIBERTAD, Albert, (Albert Joseph dit), (1875-1908), 13-14.

LIEBKNECHT, Wilhelm (1826-1900), 63.

LISBONNE, Maxime (1839-1905), 54, 85.
LOISON, Ernest, 16, 28, 102-103, 107.
LOISON, Rose, 28.
LORILLARD, (Ce), 5, 21.
LORIoT, Fernand (1870-1932), 97.
LORULOT, André (1885-1963), 5, 7, 13-20, 24, 27-29, 31-32, 35, 38, 46, 50, 55, 57, 61, 95-97, 99-111, 113-114, 119-120, 122, 125-134, 136.
LORULOT, Jane, Jeanne Giorgis dite Bêlardie, (1886-1981), 55, 61, 102.
LORULOT, Pierrette, fille adoptive d'André, (1908-1997) , 28.
LOYEMENT, (? -1905), 65, 73, 117.
LYNCH, Edgar (?-1958), 15-16, 55, 59-60, 94, 104.

M

MACÉ, Jean (1815-1894), 22, 75, 118, 122.
MAILLARD, Arlette, 15.
MAILLE, André dit Hainer (1895-1978), 43, 46, 57, 61, 107, 121.
MAILLE, Madame (1889-1975), 43.
MALATESTA, Errico (1853-1932), 95.
MALATO, Charles (1857-1938), 95.
MALLEVRE, (?-1905), 73.
MALTE-BRUN, Conrad (1775-1825), 6, 115.
MANGASSARIAN, Mangassar Magurdith, 55.
MANGERET, Louis Charles (1811-1902), 74.
MANIGLIER, (abbé), 37.
MARANDON, 60.
MAREC, Jacques, 80.
MARÉCHAUX, Albert (1851-1912), 35, 69, 74, 93.
MARIE-BARANGÉ, 31, 108
Voir aussi Marie ou Barengé.
MARIE, André, loi de sept. 1951, (1897-1974), 21, 31, 40-41, 46, 50, 55, 71, 97, 106, 108, 119, 123, 145.
MARIELLE, Émile, 97.
MARIGAUX, 54.
MARTIN, Charlotte (1900-1924), 54.
MARTIN, Louis (1859-1944), 106.
MARTIN, Maurice, 54, 83, 147.
MARY, Amandine (?-1906), 55.
MARZIN, Madeleine (1908-1998), 30-31.
MASSET, (Ce), 28.
MATHIAS, Georges dit Paraf-Javal (1858-1941), 13.
MATHIEU, dit, voir Serre Augustin, 53, 73.
MAYEN, Michel, 147.
MAZERAS, 107.
MC CABE, (1867-1955), 26.
MECHE, Émilien (1935-1954), 5, 49-50, 102, 107-110.
MENAGER, Jean (?-1981), 107.
MERCIER, 107.
MERRHEIM, Alphonse (1871-1925), 97.
MESLE, Théophile (1857-1885), 55.
MEUNIER, 56.
MICHAUD-ROMAN, Denise (1907- ?), 5, 21, 24-25, 27-28, 30, 43, 48, 107, 109-110.
MICHEL, Louise (1830-1905), 25-26, 46, 48, 96.
MICHELON, J., 32, 60, 107.
MILDE, 122.
MINCK, Paule (1839-1901), 69.
MIRAMONT, François (?-1983), 43, 57, 61, 107.
MITTERRAND, Jacques (1908-1991), 31.
MODE, (Ce), 5, 21, 28, 69.
MOLESCHOT, Jacob (1822-1893), 63.

MONATTE, Pierre (1881-1960), 33, 90, 97.
MONDAIN, Jacques Marie (1770-1839), 41.
MONOD, Jacques (1910-1976), 39, 51-52.
MOREAU, Émile, 15, 58, 60, 107.
MOREAU, Jean-Nicolas (1808 ?-1891), 54.
MORTILLET, Gabriel de (1821-1898), 44, 55, 65-66.
MURET, Louis Cyprien (1857-1932), 16, 44, 48, 54, 72, 74, 101.
MURJAS, Marie née Kamoral épouse Murjas puis Lapeyre (1876-1906), 46, 71.

N

NAQUET, loi sur le divorce, (1834-1916), 75.
NEDE, (Cn), 60.
NETTLAU, Max, 39-40.
NEVEU, Charles Stanislas (1848-1931), 15, 44, 59-60, 137, 141-142.
NEVEU, Maurice, 147.
NIGON, Ernest (?- ?), 60, 76, 107.
NOBLE, épouse Blin Jeanne (?-1882), 5, 21, 27.
NOËL, Émile (1866-1938), 91, 95, 97, 106, 120-123.
NOUET, O., 57.
NOULENS, Joseph Marie (1828-1898), 39-41.

O

OFFNER, Raymond (1896-1969), 16, 102, 104.

P

PARAF-JAVAL, voir Mathias, 13.
PARAGOT, (?-1906), 65, 88.
PASQUIER, 107.
PASQUIER, Émile, 121.
PASQUIER, Julie, 119, 121.
PATIN, Marcel (1890-1978), 14.

PAUPY, 58.
PAYSAN, 107.
PELLARIN, Charles (Dr) (1804-1883), 39.
PELLETIER, Madeleine (Dr) (1874-1939), 17, 25, 48.
PERCEAU, Louis (1883-1942), 16, 104, 106, 122, 129-130.
PEROUAS, Louis, 57.
PERRET, Auguste (1874-1954) et Gustave (1876-1952), 34.
PERRODO-LEMOYNE, Henri (1905-1884), 17, 30, 108.
PERRON, Daniel, 46-47, 53, 117, 147.
PERROT, Michelle, 120.
PERTUISOT, G., 61, 107.
PÉTAÏN, Philippe (1856-1951), 31, 104-105.
PETITJEAN, Victor (Dr) (1857-1922), 82.
PHILON, d'Alexandrie, 86.
PIC, Ulysse (1820-1896), 39-41.
PIE X, G. Sarto dit, pape de 1903 à 1914, 33, 145.
PIERRE, (abbé) Grouès Henri dit (1912-2007), 26, 133.
PINET, Honoré Auguste (?-1908), 44, 88.
PINGENET, Didier, 61.
PIQUIER, Marcel, 13.
PISAN, (ou Pizan) Christine de (1363 ?-1430 ?), 25.
PITOIS, (Ce) (?-1908), 27.
PIVERT, Marceau (1895-1958), 38.
PLANCHENAULT, Jacques, 10.
POGNON, Maria (1844-1925), 22, 123.
PONTVIANE, 59.
POTONIE-PIERRE, Eugénie (1844-1898), 22.
POULAIN, (abbé), 80.
PRESLES, Louis, 41.

PRESSENSÉ, Francis de (1853-1914), 122.
PRINCE, Jacques (1915-2015), 105, 107.
PROUDHON, 41.
PROUVOST, Léon (1856-1921), 95, 97.
PRUDHOMMEAUX, André (?- ?), 61, 107.

R

RABIER, Fernand, 78.
RANC, Jules Henri (1844-1905), 44, 56, 65, 73.
RAY, Anatole-Paul (1827-1899), 27, 44, 65, 74, 77.
RÉ, L., 58.
REBINS, H., 58.
RECLUS, Élie, 40.
RECLUS, Paul (Dr) (1847-1914), 40, 95.
RÉMOND, René, 120.
RENARD, 54.
RENIER, Eugène (1865- ?), 47.
RENOUVIER, Charles (1815-1903), 63, 122.
RICHER, Léon, 22.
RINGOT, 60.
ROBELIN, Léon (1866-1938), 69, 75, 122.
ROBERT, L., 69.
ROBIN, Ch., 69.
ROCHE, Marius, 17, 117, 122.
ROGER, Honoré, 55.
ROGER, Louis, 59-60.
ROL, 58.
ROLAND, Manon, épouse Roland de La Platière, née Jeanne Marie Philipon (1754-1793), 25.
ROLLAND, Romain (1866-1944), 127.
ROMAN, D., 25.
RONGEAUX, 41.

ROSSEL, Louis Nathaniel (1844-1871), 18.
ROSTAND, Jean (1894-1977), 9-10, 18, 24, 26, 29, 31, 50, 55, 108, 134.
ROUDY, Yvette (1929-...), 23.
ROUL-STANLEY, 60.
ROUSSEAU, Françoise et Daniel, 147.
ROUSSEAUX, Victor Adolphe (1817-1901), 44, 74.
ROUSSEL, Nelly (1878-1922), 21, 25-26.
ROUZADE, Léonie (1839-1916, 22, 69, 119.
ROYER, Clémence (1830-1902), 22, 25, 63, 81.
RUDELLE, Pierre, 77, 79.
RUSSACQ, Georges (1871-1936), 59, 85-86, 88.
RYNER, Han Ner Henry dit (1861-1938), 16, 38, 46, 106.

S

SALENGRO, Roger (1890-1936), 107.
SAND, George (1804-1876), 40.
SANGNIER, Marc (1873-1950), 33.
SAUMONNEAU, Louise (1875-1950), 97.
SAUVY, Alfred (1890-1990), 31, 114.
SCHACRE, Jean Marie Antoine Baptiste (1839-1910), 69, 121.
SCHIAPPA, Jean-Marc, 39, 93, 95, 119-120.
SCHOELCHER, Victor (1804-1893), 48, 56, 77.
SELVE, Auguste (1863- ?), 5, 16, 49, 100-102, 110, 122.
SEMBAT, Marcel, 16, 48, 59, 69, 73, 78, 87, 90, 94, 122.
SERGE, Victor (1890-1947), 13-14.
SERGI, Guiseppe (1841-1936), 82.
SERRE, Augustin (1836-1899), 47, 53, 73.
SIAUVE, Joseph, 107.
SIGALAT, Claude, 147.

SIMON, Jules (1814-1896), 39-40.
SINGER, Michèle et Claude, 147.
SOITEL, Eugène, 102-103.
SPENCER, Herbert (1820-1903), 63.
STENDHAL, (1783-1842), 25.

T

TALAMONT, René, 102.
TAPHALECHAT, E., 54.
TATIN, 60.
THALAMAS, Amédée (1867-1953),
35, 48, 56, 72, 85-87, 91, 93.
THEVAL, (Ce) (?-1905), 27.
THIERCELIN, René (1882 ?-1975),
61.
THOMAS, 60.
THOMAS, Bernard, 13.
THOMAS, Hélène, 28.
THOREZ, Maurice (1900-1964), 130.
TOMASI, Fernand, 61, 107, 110.
TOURILLON, Camille (1866-1921),
54.
TRIBIER, Jean Louis (1884- ?), 48,
95.
TRIBOULET, Victorine, 14.
TRISTAN, Flora (1803-1844), 25.
TROUILLET, 69.
TRUCHON, Gérard et Truchon André,
107.

U

UZÈS, Anne, de Rochechouart de
Mortemart dite duchesse d' (1847-
1933), 34.

V

VAN SEGHBROECK, J., 23.
VARENNE, Louis (1853-1882), 48,
54.
VASSOR, A., 65.
VERGOIN, Maurice, 47-48, 57, 66.
VERNET, Madeleine, 46, 48, 95-96.
VÉRONE, Maria, 21, 106, 119, 123.
VEZINS, Bernard de, 79.
VIGNE, Octave, 78.

VILLARD, Firmin, 59.

VILLEMAIRE, 67.

VIOLET, (abbé), 38.

VIVIANI, 94.

VOLINE, 95.

VOLTAIRE, 61, 65, 79, 81, 107, 109,
145.

Z

ZEYONS, Serge, 13.

ZOLA, Émile, 24, 56, 77, 122, 145.

ZUCKERMAN, 48.

Abonnement à Recherches & Études



Recherches & Études

Bulletin d'abonnement

45 € pour 2 ans, quatre numéros - 15 € en version électronique
(à l'unité : 10 € - 5 € en version électronique)

Nom :

Prénom :

Adresse postale :

.....

.....

Adresse électronique :

À envoyer à : IRELP, 204 rue du Château des Rentiers, 75013 PARIS.

Préciser « abonnements, F. Rousseau »

Bulletin d'adhésion à l'Irelp

Adhésion 2023

NOM : Prénom :

Adresse postale:

.....
.....

Adresse électronique :

Je verse € (cotisation annuelle: 20 € minimum, cotisation ouvrant droit à une réduction d'impôt).

Chèque à l'ordre de l'IRELp et à envoyer à IRELp, 204 rue du Château des Rentiers 75013 PARIS.

J'autorise l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée
(IRELP)

à traiter informatiquement les données que je lui transmets.

Date et signature de l'adhérent :

Irelp

« Il faudrait que l'on écrive l'Histoire de la Fédération de Seine-et-Oise de la Libre Pensée qui n'est peut-être pas remarquable mais qui n'a jamais laissé une action cléricale sans réponse ».

Roger Huron, 1956.

En 1973, il qualifiait cette fédération de « Fédération Lorulot ».

Roger Huron, compagnon d'André Lorulot de 1959 à 1963 puis président de la Fédération après la mort de celui-ci, l'a rêvé.

Grâce à l'étude des abondantes archives que le Dr Héloir-Huron sa fille a léguées à l'IREL P, et de celles dont dispose l'IREL P sur la période 1848-1945, ce rêve est devenu en partie réalité.

Cette production est éclairante sur les pionniers de la LP dans le Mantois, sur les hauts et les bas du fédéralisme, sur l'activité débordante d'André Lorulot dans « sa » fédération, sur les acteurs qui l'ont secondé, sur les foyers de la Libre Pensée « opérative » : Mantes, Persan, Pontoise, Rueil, Villeneuve-Saint-Georges, Palaiseau, Étampes, Corbeil, Aulnay, Argenteuil, Versailles, Sèvres, Triel, Chatou et Herblay, sur des célébrités comme sur des anonymes.

Autant dire qu'il s'agit de documents de référence qui ont vocation à devenir un outil de travail et de réflexion pour les chercheurs de vérité comme pour les constructeurs de la Libre Pensée, comme le sont déjà les travaux de G. Geslin sur le Vaucluse, de P. Bernard sur Drôme-Ardèche, d'O. Nouet sur l'Ariège ou de L. Pérouas sur Limoges.



Louis Couturier, auteur de cette étude, est membre du Comité de rédaction de Recherches & Études, la revue semestrielle de l'IREL P ; il est actuellement président d'honneur de la Fédération de la Libre Pensée de l'Essonne.

On lui doit :

Les femmes et la Libre Pensée, la Libre Pensée et les femmes, éditions de la Libre Pensée, 2015

Les Libres Penseurs et leurs internationales, l'Harmattan, 2018